

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12515 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— JEUDI 25 AVRIL 1985

LE PLÉNUM DU COMITÉ CENTRAL SOVIÉTIQUE

M. Gorbatchev a promu sans tarder ses hommes de confiance

Orthodoxie Est-Ouest

Stricte orthodoxie en politique internationale, reprise difficile des relations Est-Ouest et surtout soviéto-américaines, tel est le double enseignement que l'on peut tirer du rapport présenté par M. Gorbatchev devant le premier plénum de son nouveau régime.

M. Reagan a en effet de quoi se dire déçu : à la différence de ses dernières déclarations à la « Pravda », le discours de mardi du chef du PC soviétique se distingue par de vives attaques contre la politique américaine, accusée non seulement de vouloir modifier l'équilibre des forces et d'entretenir la tension dans le monde, mais encore d'empoisonner les relations économiques internationales par la « manipulation » des taux d'échange et le « rôle spoliateur des multinationales ». Cet inventaire est certes tout à fait conforme à ce que l'on pouvait lire dans la presse soviétique depuis un mois et ressemble aux tirades les plus classiques de M. Gorbatchev. Mais ceux qui aux États-Unis attendaient du nouveau dirigeant qu'il viendrait à bout de la « Krenin » doivent bien admettre que les choses, si elles doivent bouger, ne peuvent pas avancer aussi vite.

On se souvient qu'au début de son mandat à Moscou, M. Gorbatchev avait promis de réviser la doctrine soviétique sur les armements et de se rapprocher de l'Occident. Mais, après vingt séances et cinquante heures d'entretiens, au total, sans avoir fait le moindre progrès.

Washington ne veut pas remettre en cause son initiative de défense stratégique — la « guerre des étoiles » — et n'accepte, en fait, de négocier que sur les armements offensifs, dans le sens d'une réduction. Le Kremlin ne veut pas entendre parler d'une telle réduction aussi longtemps que les Américains n'auront pas arrêté leurs programmes de défense spatiale. On ne voit pas, actuellement, comment cet obstacle pourrait être surmonté, y compris au cours de ce sommet soviéto-américain de l'automne que tout le monde tient pour à peu près acquis aujourd'hui, mais dont M. Gorbatchev, contrairement à ce que l'on attendait, n'a soulevé mot dans son rapport.

L'impasse est quasi complète également à propos des armements nucléaires en Europe. Le moratoire annoncé par M. Gorbatchev sur les SS-20 n'a pas en effet officiellement été accepté par le groupe consultatif spécial de l'OTAN réuni à Bruxelles. Sa réalité est d'ailleurs déjà contestée à Washington, où l'on assure que onze nouvelles bases de SS-20 seraient toujours en construction. Il est vrai qu'une interprétation plus favorable, voire charitable, pourrait en être donnée : en attendant d'arrêter ses programmes d'armements de l'avenir, le secrétaire général du PC soviétique aurait pris une mesure conservatrice destinée à couper court aux efforts de ses militaires pour en obtenir encore davantage. Cette tactique expliquerait l'attitude rigide adoptée à Gênes dans la mesure où il s'agitrait d'exercer une pression maximale sur les États-Unis et sur les opinions publiques et de voir ce que l'on peut obtenir de cette manière. Après quoi, le vrai marchandage pourrait s'engager, une fois la détermination américaine testée et la nouvelle direction soviétique consolidée.

Ce n'est en tout cas pas avant un an au moins que cette hypothèse pourra être vérifiée. D'ici là, les relations soviéto-américaines continueront nécessairement des moments de tension, mais les Deux Grands — et c'est là leur seul point commun — paraissent bien décidés à poursuivre leur dialogue.

Dans le discours qu'il a prononcé, mardi 23 avril, devant le comité central du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev a sévèrement critiqué l'attitude des États-Unis dans les négociations de Genève sur les armements. D'autre part, le numéro un soviétique a promu, sans tarder, des hommes de confiance : trois personnalités, considérées comme proches du secrétaire général, font leur entrée au bureau politique : MM. Tchebrikov, Ligatchev et Ryjkov. Enfin, la convocation du XXVII^e congrès du PC soviétique a été annoncée pour le 25 février 1986.

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev s'est donné le mardi 23 avril les moyens de gouverner l'URSS en faisant accéder des hommes à lui au sommet de la hiérarchie du parti. Le train de nominations auquel il vient de procéder est le plus important depuis celui qu'avait décidé Brejnev en avril 1971.

Une comparaison entre les deux événements fait même apparaître que les changements de 1985 sont plus amples que ceux de 1971. Cette année-là, Brejnev avait fait entrer au bureau politique trois personnes sur la fidélité desquelles il pouvait compter : MM. Grichine, Konakov et Tchicherbinski ; mais tous trois étaient depuis de longues années comme suppléants ; alors que deux des promoteurs de M. Gorbatchev, MM. Ryjkov et Ligatchev, sont promus directement dans le saint des saints, sans faire antichambre. On remarquera en outre que Brejnev, devenu secrétaire général en 1964, avait patienté sept ans. M. Gorbatchev n'a attendu que quarante-trois jours.

Le plus jeune dirigeant que l'URSS ait connu depuis Staline consolide donc son pouvoir plus rapidement qu'aucun de ses prédécesseurs. Cette célérité doit être interprétée non comme une fuite en avant due à des luttes de clans, mais plutôt comme la conséquence d'une situation déjà largement acquise. La façon dont le nouveau secrétaire général a choisi ses têtes confirme l'impression d'autorité et d'assurance qu'il donnait pendant les derniers mois de la vie de Constantin Tchernenko, alors qu'il assumait déjà en fait les plus hautes responsabilités.

M. Gorbatchev a donc eu le temps, dans la pratique quotidienne d'un pouvoir suprême exercé sans avoir le titre, de jurer l'efficacité et éventuellement la fidélité à sa propre personne des uns et des autres. Ses choix étaient déjà faits.

DOMINIQUE D'HOMBRES

(Lire la suite page 3.)

LE DÉBAT SUR LE NICARAGUA

M. Reagan subit un échec au Congrès

Le président Reagan a subi, mardi 23 avril, le premier échec parlementaire de son second mandat électoral. A une forte majorité, la Chambre des représentants a rejeté la demande d'aide qu'il réclamait en faveur des groupes antisandinistes.

Ce vote négatif bloque le projet de l'administration républicaine en dépit de l'approbation du Sénat, à majorité républicaine. Pour obtenir l'accord des sénateurs, M. Reagan avait dû toutefois s'engager à ôter tout caractère militaire à l'aide envisagée.

De notre correspondant

Washington. — La chambre des représentants, que dominent les démocrates, a refusé, mardi 23 avril, à M. Reagan les crédits qu'il demandait pour une aide militaire en faveur de la guérilla antisandiniste. Si, un peu plus tôt, le Sénat, à majorité républicaine, avait permis au président de sauver la face en votant ces mêmes crédits par une marge étroite (56 voix contre 43), en revanche le résultat à la Chambre a été particulièrement net (248 voix contre 180). Pour prévisible qu'il ait été, cet échec n'en est pas moins lourd pour le chef de l'exécutif qui s'était personnellement et très activement engagé dans cette bataille, qu'il savait pourtant incertaine. Espérant vaincre les réticences du Congrès, M. Reagan avait ainsi proposé le 4 avril dernier d'interdire l'utilisation à des fins militaires des 14 millions de dollars qu'il réclamait à la condition que le gouvernement sandiniste œuvre dans un délai de

deux mois des négociations avec la guérilla « contre-révolutionnaire ».

Habilement présentée, cette proposition n'en avait pas moins fait rapidement long feu, et M. Reagan avait dû, depuis le début de la semaine dernière, renoncer petit à petit à toute idée d'aide militaire pour pouvoir espérer l'octroi d'une aide civile manifestant à tout le moins une solidarité des États-Unis envers les « combattants de la liberté ».

Au bout de cinq jours de suspense et de tractations difficiles, le Sénat a finalement fait cette concession à M. Reagan, mais après qu'il se fut engagé par lettre non seulement à ce que les crédits accordés ne servent pas à l'achat d'armes, mais aussi à couvrir les pourparlers directs entre Managua et Washington.

BERNARD GUETTA

(Lire la suite page 6.)

Secteur public : 25 milliards de francs de déficit

L'acier et l'automobile creusent le déficit du secteur nationalisé et coûtent cher au contribuable. Renault, Usinor et Sefior affichent un total de pertes d'environ 28 milliards de francs pour 1984, qui, compte tenu du redressement d'autres entreprises publiques, portent à quelques 25 milliards le déficit global du secteur public industriel, contre 17 milliards en 1983.

Que s'est-il passé dans l'acier et l'automobile ? Au-delà des problèmes économiques des entreprises qui s'inscrivent au compte d'exploitation (au rouge de 16,5 milliards) les trois groupes ont « provisionné » à leur bilan des dépenses exceptionnelles d'environ 11 milliards, pour les futures suppressions d'emploi et les dévalorisations d'actifs. La législation et la logique économique imposent de « passer » ces dépenses sur 1984.

Mais l'opposition ne manquera pas d'y voir un artifice, puisque les résultats de 1985 — ceux qui comptent politiquement à la veille des élections — devraient s'en porter d'autant mieux.

(Lire nos informations page 27.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« La Route des Indes »

Heurt de civilisations au temps de l'Empire britannique.

Le dernier film de David Lean, le metteur en scène de Lawrence d'Arabie

Lire le cinéma

Toute l'édition cinématographique de langue française au Forum

du Centre Georges-Pompidou

Marc Riboud

La photographie, le monde et le personnage

Pages 13 à 20

Les vieux peuvent encore servir

par PIERRE DROUIN

devient « transparent », évité des fonctions de responsabilité sociale.

Caricatures ? A peine. Combien de temps les Français vont-ils ainsi singulariser leurs concitoyens sous prétexte qu'ils n'ont plus la fonction de travailler ? Le « ghetto » des personnes âgées a toutefois plus de chances de s'ouvrir que celui des sans-emploi. Peut-être tout simplement parce que près de 20 % des Français ont plus de soixante ans. Force politique, on le savait, mais pourquoi pas économique ?

Qu'il faille « faire quelque chose » pour le « troisième âge », il y a eu longtemps qu'on le proclame et même que l'on passe à la pratique. Le mouvement des Panthères grises fondé par des vieilles dames américaines et qui a pratiqué l'action violente, date de 1970. Il a déclenché aux États-Unis un regain d'attention pour tous ceux et celles qui ne voulaient plus vivre en marge de la société. L'amélioration de la condition financière des personnes âgées a figuré aussi bien dans le répertoire du septennat de M. Giscard d'Estaing que dans celui de M. Mitterrand.

La première université du Tiers-âge, fondée à Toulouse sur l'initiative du professeur Vellas (1), date de 1973. Des associations comme EGEE, qui dépend de la DATAR, et ECTI (2) se sont préoccupées depuis longtemps de mettre des retraités au service bénévole de la création d'entreprises en France ou dans le tiers-monde.

Il semble que l'on entre maintenant dans une nouvelle phase, celle d'un ébranlement des concepts mêmes sur lesquels reposait l'« économie du troisième âge ». L'un de nos lecteurs, M. Louis Chereau, rappelant que Chagall avait peint en quelques mois le plafond de l'Opéra à l'âge de soixante-dix-sept ans, écrivait : « Les vieux peuvent encore servir ». C'est le moins qu'on puisse dire. Henri Mendras voit, lui, dans cette génération « une force d'avenir » (3). Le troisième âge est moins un poids dans la nation qu'un acteur économique et social important. Les quelque dix millions de plus de soixante ans — grâce à l'amélioration des conditions de vie et des progrès de la médecine, conservent pour la plupart une capacité d'activité entière : ils ont des revenus assurés (22 % du revenu national) (4), un patrimoine (un tiers du patrimoine total des ménages) ; ils sont de bons

clients, et non seulement de produits pharmaceutiques. On peut s'attendre au reste à l'expansion de cette démarche car les sexagénaires de demain n'auront connu que les conditions de vie « modernes » et auront un niveau d'instruction nettement supérieur à celui de leurs aînés.

(Lire la suite page 10.)

(1) Auteur d'un livre Les Chances du troisième âge. Editions Stock, 1974.

(2) Echanges et consultations techniques internationales, 3, rue de Logelbach, 75017 Paris.

(3) Revue Futuribles. Septembre 1984, d'après des études menées avec Louis Dirn, pseudonyme d'un groupe d'experts, par l'Observatoire français des conjonctures économiques.

(4) Le revenu moyen par personne de plus de soixante ans est supérieur au revenu moyen de l'ensemble de la population.

AU JOUR LE JOUR

Déception

Il y aura bientôt quatre ans que M. Mitterrand a été élu président de la République. Un sondage Figaro-SOFRES nous apprend que 56 % des Français sont « déçus » de son action.

Ce sondage, décevant pour le pouvoir, conduit à s'interroger sur le sens donné au mot déception. Ne devrait-elle être, par définition et en bonne logique, que celui qui plaçait dans ce septennat des espérances non suivies d'effet. Or, parmi les « déçus » de 1985, il se trouve une bonne proportion de gens qui, n'attendant rien de M. Mitterrand, n'avaient pas voté pour lui en 1981. Ceux-là, en somme, étaient des déçus d'avance, bien décidés à le rester.

Ils seraient à classer aujourd'hui dans la catégorie des satisfaits d'être déçus, qui auraient été désagréablement surpris de ne pas l'être.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. ANNIVERSAIRE

Il y a soixante-dix ans, le génocide des Arméniens.

7-8. POLITIQUE

Le débat sur la motion de censure.

10. COUR DE CASSATION

Le procès du délit de faciès.

21. COMMUNICATION

La télévision, premier enjeu culturel, par Michel Guy.

25. CFDT

L'esquisse d'un rééquilibrage.

30. ITALIE

M. Honecker à Rome : première visite d'un dirigeant est-allemand dans un pays de l'OTAN.

«Voici de la philosophie. Quelle limpidité musclée !»

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

RENÉ GIRARD

la route antique des hommes pervers

GRASSET

لغة في الوجود

étranger

LES RELATIONS EST-OUEST

Le secrétaire général du PCUS a vivement critiqué la politique américaine

Moscou. — La fermeté de ton de M. Gorbatchev à l'égard des Etats-Unis mardi 23 avril dans la partie de son rapport devant le comité central consacré à la politique étrangère a constitué une surprise. On attendait en effet davantage de conciliation de sa part après l'annonce lundi, par le rédacteur en chef de la Pravda, que le numéro un soviétique se rendrait en septembre à New-York aux Nations unies et qu'il pourrait rencontrer « à la fois » le président Reagan.

« Les Etats-Unis prétendent ouvertement au droit de s'ingérer partout, méconnaissent et soumettent carrément les intérêts des autres pays, des traditions de la coopération internationale, des traités en vigueur », a dit M. Gorbatchev. Ils créent constamment des foyers de conflits en exacerbant la situation tantôt dans une région du monde, tantôt dans une autre. Le secrétaire général a notamment cité le cas du Nicaragua et de la Grèce et estimé que l'impérialisme intensifie depuis plusieurs années ses activités subversives. M. Gorbatchev a d'autre part accusé les Etats-Unis d'« accentuer » leur « exploitation économique » du tiers-monde.

La remarque la plus sévère concerne les négociations de Genève sur les armes nucléaires et spatiales, dont la première phase s'est terminée le 23 avril et qui doit reprendre le 30 mai prochain. « La première étape des négociations de Genève, qui vient de prendre fin, permet d'affirmer que ce n'est pas sur l'entente avec l'Union soviétique que mise Washington », a affirmé M. Gorbatchev. Ces propos très critiques reflètent la déception enregistrée à Moscou devant la rapidité avec laquelle l'OTAN en général et les Etats-Unis en particulier ont réagi aux diverses propositions de moratoire formulées par l'URSS. « Les « non » traditionnels aux propositions soviétiques montrent manifestement que les Etats-Unis ne veulent pas agir en

De notre correspondant

faveur de résultats raisonnables, a déclaré le chef du PC soviétique. (...) La course aux armements et les négociations sur le désarmement sont incompatibles, cela est clair. (...) L'Union soviétique ne contribuera pas à cette ligne. (...) Nous ne voudrions pas que l'expérience amère des pourparlers précédents se répète. »

Cette mise en garde, malgré son caractère sérieux, voire solennel, ne signifie cependant pas que l'URSS soit prête au changement radical que constituerait l'abandon du processus entamé à Genève. « L'Union soviétique insistera à Genève sur des accords concrets réciproquement acceptables qui permettraient non seulement de mettre un terme à la course aux armements, mais aussi de faire des progrès en matière de désarmement », a dit M. Gorbatchev. La vigueur de la dénonciation de l'attitude américaine à Genève est donc tempérée par une volonté manifeste de maintenir le dialogue. M. Gorbatchev a d'ailleurs eu recours à un adjectif qui résume probablement la façon dont il souhaite voir évoluer les relations entre Moscou et Washington. « Nous préconisons des rapports égaux, corrects ou, si vous voulez, des rapports civilisés entre les Etats », a affirmé le secrétaire général.

L'évaluation très critique faite par M. Gorbatchev du premier « round » de Genève doit être également relativisée par le rappel des accords signés pendant la période de détente, et notamment ceux d'Helsinki. « Le bureau politique », dit M. Gorbatchev, estime que les documents signés pendant la période de la détente, y compris l'Acte final d'Helsinki, n'ont rien perdu de leur importance. Ils offrent un exemple des possibilités de construire les relations internationales sur les principes de l'égalité et de la sécurité internationale.

« Le secrétaire général a répété à cette occasion la proposition soviétique de réaffirmer solennellement ces principes à l'occasion du dixième anniversaire de la conférence d'Helsinki. »

La Chine

« pays socialiste »

La fermeté de M. Gorbatchev à l'égard de Washington semble plutôt relever de l'habileté tactique. Au moment où M. Reagan s'est peut-être avancé sur un terrain glissant en manifestant trop intensément son désir d'une rencontre au sommet avec le nouveau dirigeant du Kremlin, il est sans doute de bonne guerre de la part de ce dernier de hausser les épaules, espérant recueillir quelques avantages en faisant traîner la mise au point pratique d'une rencontre avec le chef de l'exécutif américain.

M. Gorbatchev a, d'autre part, affirmé devant le comité central que « l'Union soviétique développera méthodiquement et avec persévérance la coopération avec les autres pays socialistes, y compris la République populaire de Chine ». « Notre position sur cette question est connue et elle n'a pas changé », a-t-il ajouté. L'attitude soviétique à l'égard des « pays frères » est en effet bien connue, et il n'est pas question d'un quelconque inflexionnement dans ce domaine, comme d'ailleurs le secrétaire général l'a répété en faisant l'éloge de la cohésion des pays membres du pacte de Varsovie. En revanche, il y a une certaine nouveauté à ranger sans aucun commentaire la Chine parmi les « pays socialistes ». M. Gorbatchev, en faisant ainsi un appel du pied aux dirigeants de Pékin, renoue avec les efforts qui avaient marqué le début du mandat de Iouri Andropov.

D. Dh.

LA RÉUNION DE L'UEO

M. Dumas : « le défi pour l'Europe est d'abord technologique »

Bonn. — Le conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), auquel participaient à la fois les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres, a décidé, mardi 23 avril à Bonn, de « renforcer les capacités technologiques propres de l'Europe et parvenir ainsi à la création d'une communauté technologique ». Les participants se sont, par ailleurs, entendus, dans leur communiqué, pour « poursuivre leurs réflexions communes afin de parvenir autant que possible à une réaction coordonnée de leurs gouvernements à l'invitation des Etats-Unis de participer au programme de recherche » lancé dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan.

Comme le souhaitait le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, et son collègue allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, le projet français Euréka, destiné à créer les conditions d'une Europe de la technologie, a modifié la discussion sur l'IDS en plaçant le débat dans un cadre plus large. La proposition française était encore trop nouvelle et trop imprécise pour pouvoir déboucher tout de suite sur quelque chose de concret. Mais les réactions des partenaires européens présents ont été jugées encourageantes en dépit des

De notre correspondant

réserves britanniques et néerlandaises. Peu importait finalement, pour M. Dumas, que cette Europe technologique se concrétisât sous la forme d'une agence indépendante ou bien dans le cadre des institutions communautaires existantes, comme l'idée en semble prendre le chemin. Avec M. Genscher, qui s'efforce d'en convaincre son propre gouvernement, le ministre français s'est surtout attaché à faire valoir que la question de la coopération technologique européenne devait avoir la prééminence sur le reste et que la réponse à l'offre américaine exigeait, auparavant, que les Européens prennent leurs problèmes à bras-le-corps.

« Le défi pour l'Europe est d'abord technologique, le défi militaire viendra plus tard, peut-être sous des formes que l'on ne peut fixer à l'avance et unilatéralement. Telle est la philosophie du projet français connu sous le nom d'Euréka », a souligné M. Dumas, mardi matin, au cours de son intervention devant le conseil. « Notre décision de renforcer les capacités technologiques de l'Europe », a renvoyé en écho M. Genscher au cours de la conférence de presse de clôture, « facilitera notre réaction coordonnée » à l'IDS.

Les deux ministres ont l'un et l'autre cherché à minimiser l'importance de la forme sous laquelle les pays intéressés répondraient aux offres américaines. « Nous sommes partis, a indiqué M. Dumas, de l'idée d'une réponse commune, d'une réponse collective, avant d'en arriver à celle d'une réponse coordonnée. Ce n'est pas par hasard. Dans les mois qui viennent, chacun fera un inventaire de ses ressources, de ses capacités, et les communiquera aux autres, s'il le veut. Ensuite, on verra si une réponse commune ou concertée peut être faite aux Etats-Unis. » Ce qui pourrait prendre, selon ses estimations, jusqu'à six mois d'octobre prochain, date de la prochaine réunion du conseil de l'UEO.

Des délais très brefs

Paris va s'atteler immédiatement à des consultations avec ses partenaires, en commençant par les plus intéressés, pour « habiller » le projet Euréka. Une nouvelle réunion d'experts est d'ores et déjà prévue avec les Allemands de l'Ouest pour la semaine prochaine, et rendez-vous a été pris avec les Luxembourgeois.

An cours de son intervention de mardi matin, le chef de la diplomatie française a fait valoir que « cette action devait être prise dans des délais très brefs, car, si nous ne parvenons pas à concrétiser nos politiques rapidement, rien ne pourra empêcher nos chercheurs, nos capitaux et nos industriels de céder à la tentation de la coopération ponctuelle, quitte à voir le rôle des Européens réduit à celui de sous-traitants ». Cette appréhension est largement répandue, y compris parmi les partisans les plus décidés d'une réponse positive au président Reagan. En Allemagne fédérale, par exemple, M. Dregger, le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, vient d'attirer l'attention sur le danger pour l'Europe d'une fuite des cerveaux. Même les réserves britanniques, qui ont retardé la rédaction du communiqué final, s'expliquent davantage par la crainte de ne laisser les mains avant d'y voir plus clair que par un refus en bloc d'aborder la question.

A la suite de leur réunion de Rome, fin octobre dernier, les participants ont également entamé une réorganisation de l'Agence pour le contrôle des armements de l'UEO, décidant d'établir, sous l'intitulé général d'« Agences chargées des questions de sécurité », trois agences chargées de l'étude « des questions de contrôle des armements et du désarmement », « des questions de sécurité et de défense » et du développement « de la coopération en matière d'armement ».

HENRI DE BRESSON.

Washington tempère les espoirs de rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ont notablement haussé le ton, mardi 23 avril, à l'égard de l'URSS après que M. Gorbatchev ait critiqué le matin même leur attitude aux négociations de Genève et que l'ambassadeur soviétique à Washington ait, le veille, démenti que Moscou se soit engagé à ne plus utiliser la force contre les membres de la mission militaire américaine de liaison en Allemagne de l'Est.

Ce démenti « ne peut manquer d'avoir des conséquences négatives sur les relations » entre les deux pays, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes, en contestant également que les Etats-Unis aient accepté qu'un accord sur l'un des trois dossiers discutés à Genève dépende de progrès sur les deux autres.

Il s'agit là d'une question fondamentale dans l'actuelle reprise des pourparlers entre les deux superpuissances, car Moscou entend échanger à Genève des concessions sur les armements stratégiques et de portée intermédiaire contre un coup d'arrêt aux recherches américaines sur la « guerre des étoiles ». Les Etats-Unis, quant à eux, après que M. Reagan ait mis un terme à un certain flottement de leur position, ont clairement fait savoir que si tout était sur la table, il n'était pour autant pas question qu'ils ralentissent des recherches autorisées par les accords précédemment signés entre les deux pays.

Les ambiguïtés de Genève

Cette divergence avait bien failli bloquer début janvier l'accord sur la reprise des conversations sur le contrôle des armements, et il avait fallu mobiliser toutes les ressources de l'ambassade diplomatique pour que MM. Shultz et Gromyko soient le problème en parlant d'une « interrelation » entre les trois aspects de la négociation. Ce mot n'a cependant pas le même sens à Moscou, où il signifie qu'on ne peut progresser dans un domaine sans progresser dans l'autre, et à Washington, où l'on considère plutôt qu'il inclut la définition d'un équilibre à trouver entre armes défensives et offensives.

De notre correspondant

« Nous avons constamment rejeté l'interprétation unilatérale que fait l'Union soviétique de l'accord du 8 janvier », a donc dit M. Spokes, en s'élevant contre les déclarations de M. Gorbatchev, qui, devant le comité central soviétique, a accusé les Etats-Unis de « violer » leurs engagements, et notamment de « refuser » les discussions sur les systèmes de défense spatiale et, donc, de « ne pas rechercher » une solution acceptable pour les deux parties.

Ce discours n'avait sur le fond rien de surprenant pour Washington, où l'on s'attendait que l'URSS cherche à s'accorder un avantage auprès des opinions publiques occidentales en faisant valoir qu'un accord sur la réduction des armes militaires était réalisable, mais qu'il était bloqué par le refus américain de faire des concessions sur la « guerre des étoiles ». Les Etats-Unis n'en semblent pas moins avoir été pris de court par la rapidité avec laquelle Moscou a joué cette carte, dès la fin, mardi, du premier « round » des conversations de Genève. En faisant savoir qu'il se rendrait en septembre à l'ONU et que ce voyage pourrait être l'occasion d'une rencontre au sommet avec M. Reagan, M. Gorbatchev ne laissait pour seul choix à la Maison Blanche que de tempérer cet espoir ou de laisser le dirigeant soviétique planter son drapeau sur le décor de cette éventuelle rencontre.

Les dirigeants américains ont d'autant plus aisément choisi le premier risque qu'ils ont été désorientés par le soudain durcissement de l'URSS dans l'affaire du commandant Nicholson, l'officier américain abattu le 24 mars dernier en RDA par des soldats soviétiques.

Contre l'avis du secrétaire à la défense, qui avait clairement laissé voir son désaccord, la Maison Blanche, le département d'Etat et M. Reagan lui-même avaient alors tout fait pour que cette mort n'entrave pas les relations entre les deux pays. M. Shultz avait, en conséquence, reçu, le 30 mars, l'ambassadeur soviétique à Washington, et les deux hommes ont échangé des paroles rassurantes.

deux soviétique à Washington, et les deux hommes étaient convenus que des représentants des hauts commandements américains et soviétiques en Europe se rencontreraient pour éviter la répétition de pareil incident. Ces conversations ont eu lieu le 12 avril à Potsdam et le département d'Etat avait indiqué, le 16, que Moscou s'était engagé à ce que ni la force ni les armes ne soient désormais utilisées contre les membres de la mission militaire américaine après un commandement soviétique en RDA. Les représentants de l'URSS s'étaient également engagés, selon Washington, à transmettre à Moscou une demande d'excuses et de dédommagement financier pour la famille du commandant Nicholson. Ce sont ces deux points que l'ambassadeur soviétique a démentis, lundi, avec une menace de retard sur le communiqué du département d'Etat.

Ce revirement reste inexplicable aux yeux des dirigeants américains, et M. Spokes n'était guère enclin à s'étendre, mardi, sur les possibilités d'un sommet à l'automne prochain.

BERNARD GUETTA.

Le communiqué de Moscou sur l'affaire Nicholson

« LES ACTIONS DE LA SENTINELLE SOVIÉTIQUE ONT ÉTÉ ABSOLUMENT LÉGITIMES »

Dans son communiqué du mardi 23 avril, reproduit le même jour par l'agence Tass, sur l'affaire du commandant Nicholson, l'ambassade soviétique à Washington accuse le département d'Etat d'avoir « exposé sous un faux jour » les résultats de la rencontre des deux dirigeants soviétique et américain en Allemagne, réaffirme que l'assassinat de cet officier est « regrettable », mais que « toute la responsabilité de ce qui s'est produit incombe entièrement aux autorités américaines ».

Le communiqué précise : « Les actions de la sentinelle soviétique ont été absolument légitimes. Elles n'ont pas été entreprises contre un membre de la mission militaire américaine en tant que tel, mais contre un inconscient pris en flagrant délit d'espionnage et qui n'a pas obéi aux sommations (...) ». Dans ces circonstances, il n'a pas été possible d'utiliser les procédures selon lesquelles les deux parties n'utilisent pas et n'ont pas l'intention d'utiliser les armes pour arrêter et expulser des membres des missions militaires de liaison, ce qui a été à nouveau confirmé au cours de la rencontre du 12 avril. Il s'agit donc en fait d'une situation entièrement nouvelle, où les mesures prises contre un violateur sont définies exclusivement par les règlements militaires. »

L'arrestation de huit parlementaires écologistes provoque des remous en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — L'arrestation, le 22 avril, de huit parlementaires nationaux et européens appartenant aux partis écologistes de Flandre et de Wallonie provoque des remous. Les quatre sénateurs, les trois députés et le représentant de la Belgique au Parlement de Strasbourg avaient, de façon illégale, franchi les clôtures de la base de Florence, où sont entreposés des missiles de croisière américains.

Ces hommes voulaient démontrer leur solidarité avec une douzaine de pacifistes flamands qui avaient organisé le 19 avril un pique-nique « sauvage » à l'intérieur de la dite base et avaient été appréhendés. Les pacifistes ont été remis en liberté lundi, après que le Parlement de Strasbourg ait, de façon illégale, franchi les clôtures de la base de Florence, où sont entreposés des missiles de croisière américains.

Après une période de garde à vue, les huit hommes ont été présentés, le mardi 23 avril, au juge d'instruction de Dinan, des mandats d'arrêt ont été délivrés contre chacun d'eux. Ils risquent de huit jours à un an de prison pour avoir franchi l'enceinte d'un terrain militaire.

La chambre du conseil de Dinan a cinq jours pour confirmer les mandats d'arrêt. En attendant, les prestations se multiplient. Le Parti communiste dénonce une « répression démesurée » ; les Jeunes socialistes affirment que le gouvernement utilise l'« appareil répressif de l'Etat » pour intimider les adversaires du déploiement de missiles à Florence. La branche francophone

du mouvement Pax Christi a également envoyé un télégramme de solidarité aux huit parlementaires, en les félicitant pour leur action.

Mais l'affaire provoque également des réactions au Parlement belge. Au Sénat, un représentant socialiste a demandé au président d'interroger en vue d'obtenir au moins la libération des élus — sans préjudice du résultat des poursuites.

Quant à la Chambre des députés, elle a constitué une commission spéciale qui devait remettre son rapport ce mercredi 24.

JEAN WETZ.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. 246-72-23
Edité par la S.A.R.L. le Monde
Général : André Fontaine
Directeur de la publication : André Fontaine
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Laurent (1969-1982) André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 644 F 915 F 1 150 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VUE NORMALE
674 F 1 309 F 1 915 F 2 400 F
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
366 F 734 F 1 050 F 1 330 F
IL - SUISSE, TUNISIE
491 F 944 F 1 365 F 1 750 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,50 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 F.; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 335 F. CFA; Danemark, 7,50 kr.; Espagne, 150 pes.; E.-U., 1 \$; Grèce, 50 p.; Italie, 300 L.; Japon, 300 ¥; Liban, 1.700 L.; Libye, 0,500 DL; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 3,00 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 100 esc.; Roumanie, 100 F. CFA; Suède, 4,00 kr.; Suisse, 1,00 F.; Thaïlande, 110 baht.

Le Christ est maintenant physiquement dans le monde

Sa pleine manifestation ne dépend que de nous. C'est ce que révèle

BENJAMIN CREME

« dans son livre »

La réapparition du Christ et des Maîtres de la Sagesse

dans lequel vous trouverez réponse à nombre de vos questions et un aperçu unique de notre époque.

EDITIONS PARTAGE
103, rue de Paris - 92190 Meudon

Diffusion
DERVY-LIVRES

Des hommes de confiance

Membres suppléants :
MM. Edouard Chevarnadze (57 ans), premier secrétaire de Géorgie; Piotr Demitchev (67 ans), ministre de la culture; Vladimir Dolguitch (60 ans), Industrie; Vladimir Gassidze; Vassily Kouznetsov (84 ans), premier vice-président du Parlement; Boris Ponomarev (80 ans), relations internationales du PC; Sergueï Sokolov (73 ans), ministre de la défense.

Le secrétariat du comité central comprend : MM. Mikhaïl Gorkovitch (67 ans), directeur régional; Grigori Komarov; Nicolai Rylikov; Igor Ligatchev (Vladimir Dolguitch; Boris Ponomarev; Ivan Kapitonov; Constantin Rousakov; Mikhaïl Zimianine; Viktor Nikonov.

هذه هي الاصل

MEDECINE PHARMACIE
CLASSE PRÉPA. Stage pré-entrée. Soins annuels.
5 cours : quartier Latin, Neuilly, Nanterre, Clichy, Courcouronnes.
CEPES
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, Tél. 722.94.94 - 745.08.19

République française
UNIVERSITÉ PARIS-NORD
IUT de VILLETANEUSE
FORMATION CONTINUE

Séances de novembre 1985
stages ouverts aux salariés et aux demandeurs d'emploi

DUT INFORMATIQUE

Stage en 1 an à temps complet
Stage en 3 ans à temps partiel

DUT GESTION - option Personnel

Stage en 1 an à temps complet
Stage en 2, 3, 4 ans à temps partiel

DUT GESTION - option Gestion appliquée
aux petites et moyennes organisations

Stage en 1 an à temps complet

DUT CARRIÈRES JURIDIQUES et JURIDIQUES

Stage en 1 an à temps complet
Stage en 2 ou 3 ans à temps partiel

DIPLOME d'université en techniques de la bureautique

Stage en 1 an à temps complet

Le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le conseil régional Ile-de-France, par les entreprises, par un fonds de gestion du congé individuel de formation.

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS le 15 avril 1985

RENSEIGNEMENTS :
CENTRE DE FORMATION CONTINUE
IUT de VILLETANEUSE, avenue J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse
Téléphone : 821-61-70 poste 4840 - 826-90-48

EUROPE

POINT DE VUE

Il y a soixante-dix ans : le génocide des Arméniens

Il y a soixante-dix ans, le 24 avril 1915, le gouvernement turc arrêta, pour les vouer à la déportation et à la mort avec un peuple tout entier, les intellectuels arméniens de Constantinople. Cette date a depuis été choisie symboliquement par les Arméniens, désormais dispersés dans le monde entier, pour honorer tous les ans le mémoire de plus d'un million de victimes. Chaque année, le 24 avril, à Erzerum, capitale de la RSS d'Arménie — un territoire de 28 000 kilomètres carrés passé de l'Iran à la Russie dans les premières années du dix-neuvième siècle — des centaines de milliers de personnes quittent à tour de rôle leur poste de travail et montent silencieusement déposer une fleur dans le monument élevé depuis 1985 sur une colline boisée aux abords de la ville. En France, au Proche-Orient, dans tout le continent américain et même en Australie, les cérémonies religieuses alternent, le jour du souvenir, avec les conférences et les manifestations publiques. Cette année, un déploiement de foule d'une ampleur sans précédent était prévu à Washington, devant la Maison Blanche, pour protester contre le silence officiel qui continue d'étouffer aujourd'hui encore un crime commis il y a soixante-dix ans.

Bien exposés dans plusieurs ouvrages récents, les faits sont désormais connus du public français. Engagés par le traité de Berlin, en 1878, à promouvoir « des améliorations et des réformes dans les provinces habitées par les Arméniens », les gouvernements de l'Empire ottoman s'efforcèrent de voter cette clause de toute réalité en procédant à un nouveau découpage administratif destiné à rendre les Arméniens minoritaires dans les provinces de l'Est qui constituaient la partie occidentale de l'ancienne Arménie. Puis ils tentèrent une première fois, en 1895-1896, d'exterminer la population arménienne. Cette tentative, qui fit au moins trois cent mille victimes, fut interrompue par l'intervention des puissances occidentales.

Mais, en 1915, l'Europe se trouvait empêchée d'agir à cause du conflit mondial, le gouvernement des Jeunes Turcs, qui avait renversé le pouvoir impérial en 1908 et venait d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne, décida à son tour de se débarrasser des Arméniens. Les conscripts arméniens qui se répendaient massivement à l'ordre de mobilisation furent d'abord soustraits aux casernes où ils devaient être incorporés. Entre-temps, sous prétexte que la présence de populations arméniennes de part et d'autre de la

frontière russo-turque constituait un risque pour la défense, on donna l'ordre de déporter vers la Syrie tout ce qu'il restait d'Arméniens dans le pays. Cette déportation, accompagnée de violence d'une cruauté inouïe, était en fait conçue comme un processus d'extermination. Les survivants qui arrivèrent en Syrie furent sans cesse déplacés d'un camp à l'autre jusqu'à épuisement.

Un plan prémédité d'extermination

Tous les Arméniens de Turquie furent déportés, à l'exception de ceux qui demeuraient dans la capitale ou tout à fait à l'ouest, et de ceux qui, à l'est, parvinrent à passer derrière les lignes russes et se réfugièrent par la suite en Arménie orientale. Le nombre de victimes est difficile à évaluer à cause du manque de statistiques précises. Il se situe entre un million cinq cent mille personnes et un million de personnes : il paraît très improbable de descendre en dessous de ce dernier chiffre en raison de la somme de documentation attestant la présence massive des Arméniens dans les provinces de l'est, d'où ils sont aujourd'hui tout à fait absents.

Mais surtout la qualification du crime ne saurait être sérieusement contestée. Il ne s'agit pas d'un massacre dû aux conséquences malheureuses de la guerre, mais bien d'un plan prémédité d'extermination. Le Tribunal permanent des peuples, réuni l'an dernier à la Sorbonne, rendit cette sentence le 15 avril au Sénat, après un examen critique de l'ensemble du dossier : « L'extermination des populations arméniennes par la déportation et le massacre constitue un crime imprescriptible de génocide au sens de la convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. »

Cependant, si l'on excepte la France, qui a officiellement pris, ces dernières années, une position claire et courageuse sur cette question, les gouvernements continuent d'ignorer ce crime et d'accepter implicitement les dénégations successives de tous les dirigeants turcs depuis soixante-dix ans. A la commission des droits de l'homme de l'ONU, en 1974 et en 1978-1979, la Turquie a pu ainsi s'opposer avec succès à la mention des Arméniens dans un texte concernant le crime de « génocide ».

Cependant, le génocide est un crime de telle nature qu'il continue d'avoir des conséquences douloureuses et tragiques, même trois générations après l'événement. Beaucoup d'Arméniens, réfugiés après la catastrophe dans divers pays du Proche-Orient, se virent contraints, en raison du réveil des nationalismes qui a suivi la seconde guerre mondiale, à prendre une deuxième fois le chemin de l'exil. Naguère encore, la petite communauté arménienne de Chypre a été durement éprouvée, comme tous les autres chrétiens de l'île, par la partition violemment imposée par les Turcs. Aujourd'hui, la communauté arménienne du Liban, issue, pour une bonne part, de personnes déplacées du Sud-Est de la Turquie, des orphelins créés après la première guerre mondiale et des survivants de l'exode parqués dans des camps en Syrie, se trouve impliquée dans une guerre civile dont les conséquences, du point de vue arménien, sont d'autant plus tragiques qu'avec cette communauté c'est le dernier tissu social purement arménien occidental qui risque de disparaître : où pourrait-on parler librement sa langue, en ville comme à la maison, et jouir d'une véritable vie culturelle arménienne en diaspora, sinon au Liban ?

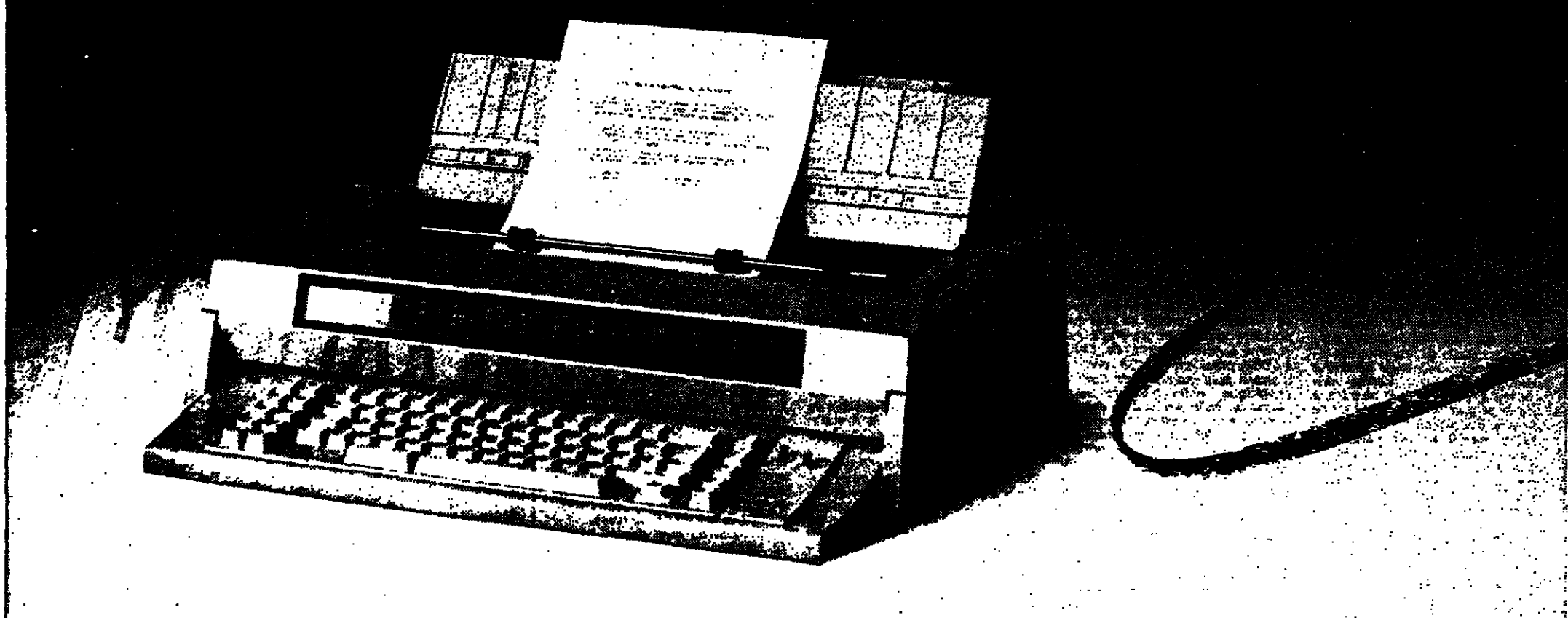
(*) Professeur à l'Institut national des langues et des civilisations orientales.

Les événements de ces dernières années constituent donc, du point de vue de la langue arménienne, une sorte de prolongation du génocide de 1915, comme si l'on traquait les derniers survivants pour les priver du souffle de vie nationale qui leur resta. Dernier, d'autres drames risquent d'éclater dans d'autres pays, et de frapper plus durement un peuple privé depuis soixante-dix ans de toute reconnaissance internationale.

Mais justement, dans ces pays où les Arméniens ont généralement conquis grâce à leur travail une honnête aisance matérielle, la plaie n'est pas refermée pour autant. Il n'était pas aisé, pour les premiers immigrants, porteurs d'une langue et d'une culture qui n'existaient plus sur le sol ancestral, de constater leur impuissance, faite d'un milieu social approprié, à transmettre cet héritage aux enfants à qui ils ont donné la vie. La déracinement, l'arrachement à la suite normale des générations, la distorsion profonde entre l'espace intérieur, balisé de souvenirs arméniens, et l'extérieur, exclusivement étranger, entraînent une sorte d'angoisse vengitive dont témoigne avec une vigueur saisissante la littérature arménienne de diaspora, spécialement celle qui fut composée en France, des années 20 aux années 70. Ainsi s'explique sans doute la crise d'identité profonde et douloureuse que connaissent aujourd'hui, en France et dans le monde, beaucoup de jeunes Arméniens de la troisième génération. Ils ont reçu cette angoisse en naissant, ils l'ont perçue chez leurs parents durant toute leur enfance. Ils se sentent à la fois poursuivis par le drame de leurs origines et empêchés de les rejoindre.

Il n'est au pouvoir de personne de réparer le mal qui a été fait ; mais on ne saurait concevoir un apaisement fondé sur l'étouffement de la vérité. Si l'on ne peut, équitablement, tenir la population turque actuelle pour responsable d'un crime commis voici soixante-dix ans, on ne doit pas non plus accepter le travestissement ou la négation pure et simple des faits. En prenant clairement position sur le génocide des Arméniens, le gouvernement français a montré qu'on peut dénoncer une certaine propagande mensongère sans cesser pour autant de maintenir des relations diplomatiques avec la Turquie. Il faut espérer que cet exemple sera suivi par d'autres gouvernements et par les instances internationales. Il n'y va pas seulement de la vérité due aux victimes et à leurs descendants, mais aussi de la conscience humaine et de la prévention du crime de génocide.

Cette machine à écrire a une liaison...



Nouvelles électroniques IBM:

La liaison des nouvelles électroniques IBM 6746, 6747 et 6750 avec l'ordinateur personnel IBM est une connexion simple, disponible en option.

Ces machines deviennent ainsi des imprimantes d'ordinateur, de qualité courrier. Elles travaillent silencieusement dans le caractère et l'espacement de votre choix.

Elles acceptent le double format (deux 21x29,7 cm) et peuvent donc reproduire des tableaux de grande largeur.

La fonction imprimante peut être ajoutée à tout moment à votre IBM 6746, 6747 ou 6750. Alors, en achetant votre machine à écrire, pensez à votre ordinateur personnel IBM.

هكذا من الأصل

AFRIQUE

République sud-africaine

Trois nouveaux dirigeants de l'UDF ont été arrêtés

De notre correspondant

Johannesburg. - Trois nouveaux dirigeants du Front démocratique uni (UDF) ont été arrêtés mardi 23 avril et sont actuellement détenus en vertu de la législation sur la sécurité interne qui permet l'emprisonnement illimité sans jugement. Un porte-parole de la police a expliqué que ces interpellations étaient en relation avec les émeutes qui se sont produites l'automne dernier dans le triangle du Vaal. Tous trois, MM. Patrick Lekota, chargé de l'information, Popo Molefe, secrétaire général, et Moss Chikane, ancien président de l'UDF pour la province du Transvaal, avaient déjà été emprisonnés à la fin de l'an dernier, puis relâchés.

MM. Lekota et Molefe avaient échappé à la rafle du mois de février dans les milieux dirigeants de l'UDF en prenant la fuite. « Bien que tout danger ne soit pas écarté », selon l'expression de M. Lekota, ils avaient fait leur réapparition au début du mois. Ce week-end, M. Patrick Lekota avait accordé une interview à un journal dominical, déclarant que l'UDF avait l'intention d'organiser des manifestations pacifiques lors de la tournée que doit effectuer prochainement en Afrique du Sud l'équipe de rugby néo-zélandaise, les All Blacks. Il avait déclaré que l'apartheid était toujours une réalité dans le sport sud-africain.

Les autorités de Pretoria ont affirmé leurs préoccupations quant aux possibles troubles qui pourraient affecter cette tournée à laquelle le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, est opposé.

Ces nouvelles arrestations contribuent à réduire pratiquement à néant l'appareil dirigeant de l'UDF, dont la prospection totale est maintenant sous les verrous. Lundi, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a réitéré ses attaques contre cette organisation, l'accusant encore d'être une « branche de l'ANC (Congrès national africain) et du Parti communiste ». De son côté, l'UDF a stigmatisé « le manque de sincérité du gouvernement quand celui-ci affirme qu'il est favorable au dialogue avec les leaders noirs ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Soudan

Signature d'un accord normalisant les relations avec la Libye

Un protocole d'accord libyso-soudanais visant à rétablir et à développer les relations entre les deux pays a été conclu, mardi 23 avril, à Tripoli, a annoncé l'agence de presse libyenne Jana.

Le protocole prévoit « la normalisation des relations libyso-soudanaises, l'échange de visites à tous les niveaux, la création de lignes aériennes directes et permanentes entre Tripoli et Khartoum, le renforcement de la coopération libyso-soudanaise dans tous les domaines, l'instauration de commissions mixtes libyso-soudanaises », précise Jana.

Le protocole a été signé, pour la Libye, par le secrétaire du Comité populaire du bureau de liaisons extérieures (ministre des affaires étrangères), M. Ali Abdessalam Triki, et, pour le Soudan, par le général Fadallah Bourezman Nasser, membre du Conseil militaire de transition, en visite au Liban depuis dimanche et qui a été reçu, mardi, par le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud.

A Khartoum, les nouvelles autorités soudanaises ont interdit depuis douze jours l'accès de Radio-Omdourman à l'opposition libyenne, qui a réagi, en revanche, le droit d'émettre du Caire, a-t-on appris après de l'opposition libyenne dans la capitale égyptienne. La radio soudanaise était utilisée essentiellement par le Front national pour le salut de la Libye (FNSL), dirigé par M. Mohamed Megharief, qui avait revendiqué le 8 mai l'attaque contre la caserne Adziza, à Tripoli. Le FNSL a été formé en octobre 1981 à Khartoum.

De même source, on indique que les opposants libyens craignent désormais d'être extradés vers la Libye par les nouvelles autorités soudanaises, qui souhaitent améliorer leurs relations avec Tripoli. — (AFP.)

Le colonel Kadhafi invité à Moscou. - Le nouveau secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, M. Gorbatchev, a invité le colonel Kadhafi à se rendre en Union soviétique, a annoncé, mardi 23 avril, l'agence libyenne Jana. — (AFP.)

Algérie

La soif de lire

De notre correspondant

Alger. - Après le succès qu'on connaît ici plusieurs fois du livre, on sait que l'Algérie a une soif de lecture qui n'est pas toujours éteinte. Les étourderies provoquées depuis quelques jours par la création d'une grande librairie dans le centre de la capitale sont une nouvelle manifestation de cette curiosité intellectuelle. Une semaine après l'ouverture de l'établissement situé à côté du célèbre « tunnel des facultés », rue Didouche-Mourad, l'ancienne rue Michelet, des policiers doivent canaliser la clientèle sur le trottoir. Cinq mille personnes se sont présentées les deux premiers jours et le chiffre d'affaires a été de 600 000 dinars (1).

Installée dans un ancien local pour exposition commerciale, la librairie est une création de l'Office des publications universitaires (OPU). Cette institution fondée en 1976 a une vocation d'éditeur d'ouvrages techniques et scientifiques et aussi de diffuseur responsable de trente-cinq points de vente dans le pays. C'est à ce titre qu'elle vient d'obtenir des facilités exceptionnelles pour l'importation de livres arabes, français et anglais. Il s'agit non seulement de titres scientifiques, mais aussi de littérature classique. La demande va de Chateaubriand à Courtille dont les œuvres complètes, publiées par Flammarion en 1975, connaissent maintenant, rue Didouche-Mourad, un succès

stupéfiant. Une dizaine d'éditeurs français ont déjà conclu un marché à commandes sur une base annuelle avec l'OPU.

Un des stands les plus fréquentés est celui de la presse internationale, périodique ou quotidienne. Cela ne surprendra pas le voyageur qui connaît la difficulté de trouver un journal français à Alger, à l'exception de l'Humanité que personne ne paraît se disputé. Pour le moment, le quota de la librairie n'est que de quelques dizaines d'exemplaires par titre et il vaut mieux se présenter de bonne heure pour avoir une chance de trouver son quotidien préféré.

La librairie ouvre avant 9 heures et ferme à 23 heures. Cela aussi est une innovation dans une capitale qui ne brille pas par l'éclat de sa vie nocturne. « Nous espérons que notre présence aura un effet d'entraînement dans le quartier », nous a dit le directeur qui voudrait que son magasin soit un lieu de rencontres et d'échanges.

Tout cela a été réalisé avec le concours de certains hauts responsables qu'agace manifestement la réputation de ville triste et confinée de leur capitale. Beaucoup reste à faire, mais mieux vaut commencer tard que jamais.

JEAN DE LA GUERIVÈRE.

(1) Un dinar vaut environ 2 F.

Découverte d'un nouveau charnier dans le Constantinois

De notre correspondant

Alger. - L'Agence Algérie Presse Service (APS) annonce la découverte début avril de « restes d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés par des colonialistes » à El-Mechira, petite localité proche de la ville de Chelghoum-El-Aïd (Châteaudun-du-Rhumel avant l'indépendance), dans le Constantinois. L'APS affirme que, après plusieurs jours de fouilles, soixante-deux corps avaient déjà été découverts à la date du 22 avril et que « tout indique qu'il s'agit d'un véritable charnier dont les proportions ne sont pas encore déterminées ». L'APS écrit notamment : « Les restes d'une femme serrant son bébé, d'un crâne défoncé, des mains coupées laissent penser que les enfants, les femmes et les vieux sont en nombre et qu'ils ont eu à subir les plus monstrueuses tortures. Une expertise médicale indique que ces crimes ont été perpétrés en 1958 et 1960. La région était connue durant la guerre de libération nationale pour être une zone militaire où les colonialistes pratiquaient des assassinats collectifs sur des innocents ramassés de toutes les régions de l'Est algérien ».

Il y a trois ans, un millier de cadavres avaient été exhumés dans l'enceinte d'une ancienne place forte de l'armée française à Kenchela dans les Aurès. A l'époque, en Algérie, les autorités s'étaient abstenues de donner un grand retentissement à cette affaire qui avait suscité différentes controverses et polémiques en France.

J. G.

Kenya

Rentrée sous surveillance pour les étudiants de Nairobi

De notre correspondant

Nairobi. - Les étudiants de l'université de Nairobi, qui a rouvert ses portes lundi 22 avril, ont dû montrer patte blanche avant d'être autorisés à reprendre le chemin des amphithéâtres. Les responsables kenyans, qui avaient décidé la fermeture des « collèges » des lettres et sciences sociales, d'architecture et d'ingénierie, le 12 février dernier, au lendemain de violents affrontements au cours desquels une dizaine d'étudiants auraient trouvé la mort, ont voulu, autant que faire se peut, se prémunir contre de nouveaux désordres. Les quelque deux mille huit cents étudiants ont dû produire un certificat attestant que, depuis le renvoi dans leurs foyers, ils s'étaient présentés deux fois par semaine devant les autorités de leur lieu de résidence. Ils ont été, en outre, invités à signer, devant un magistrat local, en présence de leurs parents ou de leurs tuteurs, une promesse de « bonne conduite » et de « respect scrupuleux » des règlements de l'université, sanctionnée par une expulsion immédiate et une amende de 5 000 shillings, soit environ 3 000 F, s'ils ne tiennent pas parole. Les boursiers, déçus de leurs droits, ont dû indiquer par écrit de quelle manière ils entendaient régler leurs frais de scolarité. Quant aux dix-huit « fauteurs de troubles », récemment condamnés à des peines de six mois à un an de prison, ils ont été définitivement déclarés persona non grata sur le campus de Nairobi. Comme si cela ne suffisait pas, les autorités universitaires ont renforcé les « mesures de sécurité ». Le nouveau règlement intérieur, qui vient d'être en vigueur, interdit désormais les rassemblements et les manifestations, le boycottage des cours, l'organisation ou la participation à des piquets de grève, etc. Les étudiants se voient, en outre, refuser le droit de correspondre avec les mass media ou avec les diplomates étrangers sans en référer au préalable au vice-chancelier.

Les dirigeants kenyans, en effet, s'en tiennent officiellement à l'idée que les troubles nés de leur décision d'exclure trois étudiants du campus de Nairobi et de retirer leurs bourses à cinq autres, ont été fomentés par une poignée de mauvais éléments, eux-mêmes manipulés par des politiciens locaux, voire des agents étrangers. Explication simpliste que même les parlementaires ont refusé de partager, jugeant plutôt sévèrement les ingérences du gouvernement dans les affaires qui se le regardent pas au premier chef, et l'incapacité des autorités universitaires à engager le dialogue avec les étudiants.

JACQUES DE BARRIN.

Ghana

UN RAPPORT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES DÉNONCE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

De notre correspondant

Genève. - Dans un rapport rendu public ce mercredi 24 avril à Genève, la Commission internationale des juristes (organisation non gouvernementale ayant statut consultatif auprès de l'ONU) a dénoncé les récentes violations des droits de l'homme au Ghana.

Rédigé par le professeur Flinterman (Pays-Bas), qui a enseigné le droit au Ghana, le rapport critique l'existence de deux juridictions parallèles, les tribunaux ordinaires et les tribunaux dits publics, lesquels sont en fait des tribunaux d'exception. Leurs membres sont nommés par le pouvoir exécutif sans être tenus de faire valoir une formation juridique quelconque. La peine minimale qu'ils prononcent s'élève à trois ans de prison ou à « telle amende qu'ils jugent bon de fixer ». Leurs jugements, dont le caractère arbitraire est évident, sont au surplus sans appel.

Le professeur Flinterman se félicite néanmoins des « efforts sincères » du gouvernement ghanéen pour améliorer la situation économique et convaincre que ceux-ci ne réussissent que s'ils s'accompagnent de mesures de libéralisation, veut y voir « une première lueur d'espoir et d'optimisme ».

L. V.

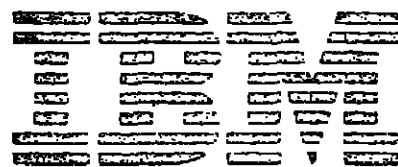
elle est l'imprimante* de l'ordinateur personnel IBM.



une seule machine, deux fonctions.

Ces machines à écrire sont commercialisées par les distributeurs agréés machines à écrire IBM, IBM Direct, les boutiques IBM, les ingénieurs commerciaux spécialisés.

*dispositif de connexion optionnel facturable en sus du prix de la machine à écrire.



CAP SUR LA TRANQUILLITÉ.

Pour tous renseignements, appelez : **NUMERO VERTI 16.05.37.11.87**

مكتبة في البيت

AMÉRIQUES

LE DÉBAT SUR LE NICARAGUA

M. Reagan subit un échec au Congrès

(Suite de la première page.)
Ni la Maison Blanche ni le département d'Etat ne sont fondamentalement hostiles à cette éventualité, mais considèrent, contrairement au gouvernement nicaraguayen, que l'essentiel réside dans des conversations directes entre sandinistes et «contras».

Bien que M. Reagan ait choisi de faire contre mauvaise fortune bon cœur en se félicitant du vote du

Sénat, celui-ci constitue bel et bien pour lui une défaite politique, moins cinglante seulement que celle que lui ont infligée les représentants.

La Chambre devait se prolonger mercredi sur deux projets alternatifs. Le premier, soutenu par les démocrates, propose de distribuer, par l'intermédiaire de l'ONU ou de la Croix-Rouge, 10 millions exclusivement aux réfugiés du Nicaragua, et non aux combattants, et 4 autres

millions aux capitales de la région soutenant les efforts de règlement pacifique. Défendu par les républicains, le second projet propose d'accorder aux «contras» la totalité des 14 millions en jet, sous forme d'aide humanitaire distribuée par l'Agence américaine pour le développement international et non plus par la CIA.

Quel que soit le compromis qui sera ensuite trouvé entre les deux Chambres, il ne répondra pas aux aspirations premières de M. Reagan qui vient, en surestimant son autorité, d'accorder une victoire politique au régime sandiniste. Les autorités de Managua se sont en effet immédiatement réjouies de la «défaite catastrophique» de l'administration Reagan, qui va limiter les moyens de pression dont dispose contre elles la Maison Blanche.

BERNARD GUETTA.

Brésil

L'HOMMAGE A TANCREDO NEVES Cinq personnes ont péri dans des bousculades

Le cercueil du président Tancredo Neves, recouvert du drapeau national, a quitté Brasília pour Belo Horizonte dans l'Etat de Minas-Gerais, mardi 23 avril. Il a été exposé dans cette ville avant les funérailles, qui devaient se dérouler ce mercredi à Sao-João-del-Rey, la ville natale de Tancredo. Lors de l'hommage funéraire à Belo Horizonte, qui a réuni des milliers de personnes, des bousculades ont fait cinq morts et deux cent soixante et onze blessés, selon un bilan officiel. Les victimes ont été écrasées contre les grilles du Palais de la liberté lorsque la foule a fait mouvement pour pénétrer dans le bâtiment où reposait le corps du président.

Devant l'émotion croissante de la foule, la veuve de Tancredo, M^{me} Risoleto Neves, est apparue au balcon du bâtiment pour lancer un appel au calme : «Peuple du Minas-Gerais, du calme, je vous aime autant que

Tancredo vous aimait», a-t-elle déclaré. Après ces événements, M. Cid Alerio, maire de Sao-João-del-Rey, est intervenu à la télévision pour demander au public de ne pas venir aux funérailles dans sa ville. Cette localité est trop petite pour accueillir un grand nombre de personnes, a-t-il expliqué.

Les cérémonies d'hommage au président Neves, mardi à Brasília, ont été célébrées en présence de quatorze délégations étrangères, dont cinq dirigées par des chefs d'Etat. La France est représentée officiellement par M. Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. Il est accompagné par l'épouse du président de la République, M^{me} Danielle Mitterrand, le chef de l'Etat «ayant tenu à faire un geste personnel» à l'égard du président Neves, a-t-on souligné à l'Elysée. — (AFP, AP, Reuter.)

● **Décès de l'ancien sénateur Sam Ervin.** — L'ancien sénateur démocrate, Sam Ervin, qui avait joué un rôle-clé dans l'enquête sur le scandale du Watergate, est mort, mardi 23 avril, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à l'hôpital baptiste de Winston-Salem (Caroline du Nord). Sénateur de cet Etat de 1954 à 1975, M. Ervin, un spécialiste de la Constitution américaine, avait été choisi par ses collègues en 1973 pour présider la commission d'enquête du Sénat sur le Watergate. Les auditions publiques de sa commission, retransmises en direct par les chaînes de télévision américaines, ont contribué à porter à la connaissance des Américains les détails de l'affaire qui aboutit à la démission du président Nixon en août 1974. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

● **ÉPILOGUE D'UN INCIDENT DE FRONTIÈRE AVEC LA LIBYE.** — La Cour de sûreté de l'Etat d'Alexandrie a condamné à mort, mardi 23 avril, par contumace deux Libyens et dix Egyptiens jugés coupables d'attaque à main armée, il y a huit ans, contre un commissariat de police du désert Occidental proche de la frontière libyenne. Un policier avait été tué et cinq autres blessés. — (Reuter.)

Inde

● **VIOLENCES INTER-CASTES A AHMEDABAD.** — Seize personnes ont été tuées et quatre-vingts autres blessées, mardi 23 avril, au cours de nouvelles violences entre membres de castes différentes à Ahmedabad, dans l'Etat de Gujerat (ouest de l'Inde), a annoncé l'agence de presse indienne PTI. Environ trois mille habitants ont fui leurs domiciles à Bumpagar, le quartier d'A Ahmedabad le plus touché par les affrontements depuis le début des violences, il y a deux mois. Ces incidents ont éclaté à la suite de l'opposition des hindous, de caste supérieure, à la politique gouvernementale visant à favoriser l'accès à l'enseignement supérieur et aux emplois publics des hindous de caste inférieure (le Monde du 19 avril). — (AFP.)

Maroc

● **RECTIFICATION.** — Contrairement à ce que nous avions annoncé dans le Monde du 13 avril, à propos du renouveau ministériel, le Mouvement populaire (MP) de M. Mahjoubi Aberdane ne participe pas à la nouvelle formation gouvernementale.

PROCHE-ORIENT

Iran

Les «intoxiqués de l'Occident» au banc des accusés

Le président Ali Khamenei a demandé mardi 23 avril l'arrêt des manifestations d'hezbollahis (membres du parti de Dieu) contre «la corruption et le non-respect des valeurs islamiques». Les autorités judiciaires seront chargées de veiller au respect des règles islamiques, a précisé le chef de l'Etat, qui, vendredi 19 avril, avait approuvé les manifestations. Le bureau du procureur a rappelé que la loi prévoit que les femmes ne respectant pas la «tenue islamique» sont passibles de soixante-quatorze coups de fouet, voire de peines de prison. Les manifestations avaient commencé après les incidents dans un quartier populaire de Téhéran, le 10 avril, au cours desquels trois cents «contre-révolutionnaires» avaient été arrêtés. — (AFP.)

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Les remarques du président Ali Khamenei qui, au cours de la prière du vendredi 19 avril, avait mis en garde les iraniens contre les infractions aux normes islamiques dans leur tenue vestimentaire, sembleraient avoir relancé la campagne contre la «corruption morale» et la «déviance».

«Tous les ans, à l'approche des grandes chaleurs, a dit le chef de l'Etat, qui est en même temps l'imam de la prière du vendredi à Téhéran, je vous mets en garde contre le port de vêtements non convenables et les comportements intolérables en public. Il est vrai que les gens sont libres de s'habiller comme ils l'entendent, mais ils ne peuvent mettre des habits susceptibles de favoriser la corruption des mœurs et le dévergondage. Filles, garçons, femmes ou hommes devraient porter des vêtements décents afin de ne pas heurter les sentiments de ceux qui ont donné à la nation ses martyrs. Les familles de ces derniers nous supplient d'intervenir pour empêcher que certaines femmes ne s'habillent de cette manière. Nous ne pouvons donc tolérer la propagation de la corruption et du dévergondage.»

Le chef de l'Etat prenait ainsi fait et cause pour les hezbollahis, qui tentent tous les après-midi d'écarter «les démons de la corruption morale» et de la «déviance» en défilant dans le centre de Téhéran aux cris de : «Hezbollah ! Hezbollah ! Pichez-moi Rouhollah !» (Pardieu, Dieu ! Nous sommes prêts à mourir pour Rouhollah (le prénom de Khomeiny), mais il s'empresse aussitôt de mettre en garde les «parlons de Dieu» contre les brutalités que pourraient commettre certains éléments extrémistes qui se gèneraient dans leurs rangs pour se livrer à des provocations.

En tout cas, les habitants de Téhéran-Ville — où il faudrait vraiment faire preuve de beaucoup d'imagination pour déceler de l'indécence dans les vêtements banalisés portés aussi bien par les hommes que par les femmes — comprennent difficilement les motifs de toute cette agitation qui demeure d'ailleurs très localisée et qui semble, selon certains, refléter des divergences au sein de la classe dirigeante.

La radio de la République islamique a apporté sa contribution à cette campagne de «santé publique» en consacrant un commentaire à la nécessité inéluctable de la lutte contre ceux qu'elle qualifie d'«intoxiqués de l'Occident».

Le commentateur Ferehi a noté à ce propos que certains magasins ou boutiques du centre de Téhéran portent des noms occidentaux et que les marchandes qui y sont vendues «ont été de corruption qu'elles favorisent le fanatisme et la haine». Il a décrit «l'antiquité par l'Occident» comme suit : «Il porte une cravate, utilise soigneusement des expressions en anglais, s'habille comme les personnages d'un film américain, aime que ses enfants portent des chemises avec des inscriptions en anglais et se tienne de parler, de marcher, comme un Occidental.»

Les «nids de corruption»

Le commentateur irien a affirmé, par ailleurs, qu'une boutique de mode dans laquelle des vêtements portant des inscriptions en anglais sont offerts au public à des prix particulièrement avantageux «est plus dangereuse qu'un bunker ennemi sur le front». Il a donc demandé au ministre de l'orientation islamique de décrire ces «nids de corruption» et ces «centres de promotion des valeurs occidentales».

Au-delà des aspects folkloriques des défilés hezbollahis, la presse, ici, commence à se poser des questions : Qui est responsable de ces manifestations et de la violence qui pourrait en résulter, se demande Etefak, qui semble mettre en cause l'incroyable passivité du ministère de l'Intérieur, lequel, tout en affirmant quotidiennement que des manifestations ne sont pas autorisées, n'a jusqu'à présent pris aucune mesure pour les interdire.

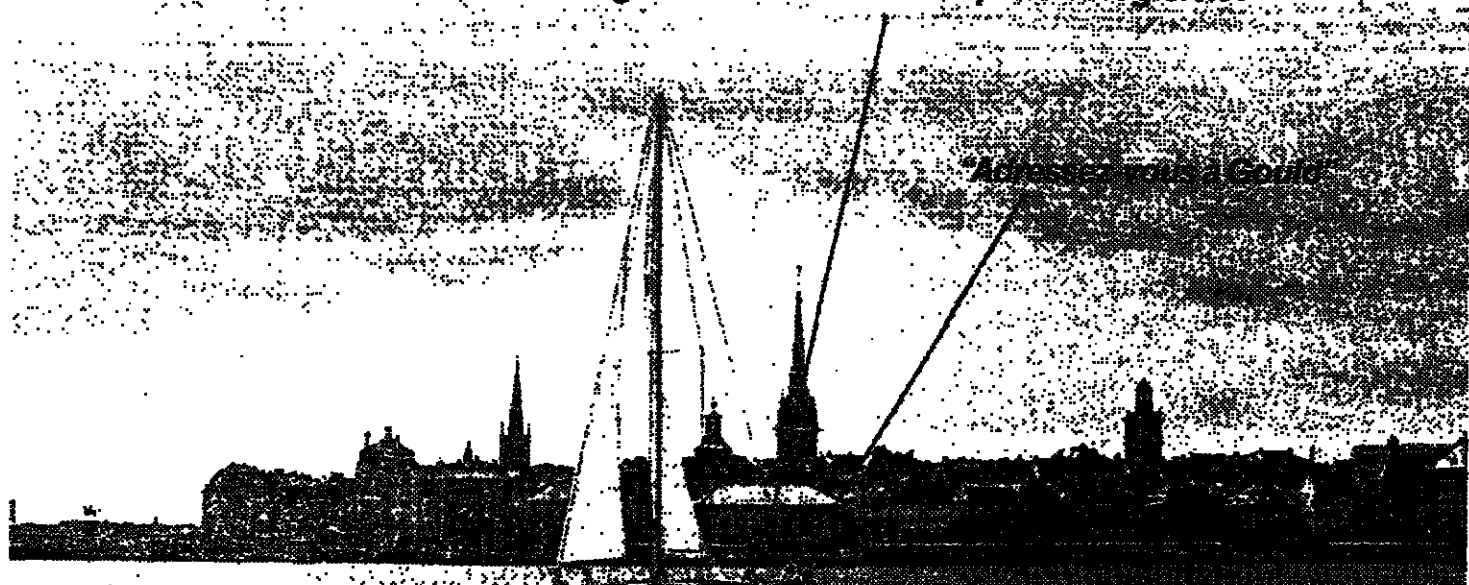
L'éditorialiste du journal affirme que la République islamique a dépassé depuis belle lurette la période d'émancipation qui suit chaque révolution, et que toute mesure prise contre l'intégrité du système et l'ordre social a pour effet de mener à une nouvelle période d'anarchie qui équivaudrait à une «négligence du gouvernement central». Il ajoute : «De telles actions entravent au moment où l'imam a souligné que la guerre était le problème prioritaire du pays, contredisent les mots d'ordre de la hiérarchie islamique. Exacerber les tensions internes et créer des problèmes mentaux et subjectifs dans les villes constituent autant d'actions dirigées contre la politique de la persévérance de la guerre.»

Autant admettre qu'il existe au sein du régime iranien des forces qui sont contre la continuation de la guerre.

JEAN GUEYRAS.

Gould: Innovation et Qualité en Electronique Européenne

«Où puis-je trouver un mini-ordinateur 32 bits à hautes performances combinant rapidité et puissance avec une gamme réellement complète de logiciels?»



Les mini-ordinateurs à hautes performances Concept 32 Gould ont accéléré la vitesse de traitement à 32 bits jusqu'à 800%. Ils représentent notre avancée dans le domaine de l'amélioration de la productivité, de l'efficacité, de la qualité et de la rentabilité. Les applications vont de la DAO et de l'automatisation des processus de fabrication au traitement à grande vitesse des données scientifiques. En temps réel, le Concept 32/97 (à droite) est notre système le plus récent et le plus rapide.

En Europe comme dans le reste du monde, Gould concentre ses

technologies et ses produits sur six marchés de l'électronique en expansion rapide: ordinateurs, automatisation des usines, tests et mesures, électronique médicale, électronique militaire, et composants et équipements électroniques (entre autres semi-conducteurs). Si un produit est important pour l'Europe, il est crucial pour Gould.

Etes-vous intéressé, et aimeriez-vous en savoir plus? Ecrivez à Gould, Département W4, Raynham Road, Bishop's Cleeve, Hertfordshire CM23 5PF (Angleterre).



GOULD Electronics

En Finlande

DÉCOUVREZ LA LAPONIE ET LA MAGIE DU SOLEIL DE MINUIT

Un jour, un seul jour, qui dure 73 jours. Voilà la magie du soleil de minuit au pays des Lapons. Un paysage sauvage peuplé de bouleaux, traversé de torrents, parsemé de lacs. Un peuple: les Lapons qui vivent toujours de l'élevage du renne, de la pêche et de l'artisanat.

Et si la tentation se fait forte de connaître des étendues sauvages, si vous voulez rencontrer un peuple qui vit à l'écart du monde, retournez-nous le coupon réponse ci-dessous.

Vous verrez alors dans nos brochures, les mille et une manières de vivre pendant l'été, chez l'habitant à la ferme, à l'hôtel ou en gîte de randonnée, la fantastique aventure du Grand Nord.

Office National du Tourisme de Finlande

13, rue Auber, 75009 PARIS - Tél.: 266.40.13.

Nom Adresse

La réfor

Plus de 100 000 personnes ont participé à la manifestation de la rue de la Paix, à Paris, le 24 avril. Les manifestants ont défilé sous le drapeau de la République et ont chanté des chansons patriotiques. La manifestation a été organisée par le Front national et a été l'occasion d'une démonstration de force pour le parti de Jean-Marie Le Pen.

Le Front national a organisé une série de manifestations dans toute la France, afin de promouvoir ses idées et de gagner des voix. Le parti a obtenu de bons résultats lors des élections municipales et régionales, ce qui a permis à Jean-Marie Le Pen d'être élu député de la Seine-Maritime.

Le Front national a également organisé une conférence de presse, au cours de laquelle Jean-Marie Le Pen a exposé ses positions sur les questions de l'immigration, de la sécurité et de l'économie. Il a affirmé que le parti était prêt à gouverner et à mettre en œuvre ses programmes.

Le Front national a obtenu le soutien de nombreux citoyens, qui ont été attirés par ses idées et par le charisme de Jean-Marie Le Pen. Le parti a ainsi réussi à se faire connaître et à gagner des voix, ce qui a permis à Jean-Marie Le Pen d'être élu député de la Seine-Maritime.

Le Front national a également organisé une série de manifestations dans toute la France, afin de promouvoir ses idées et de gagner des voix. Le parti a obtenu de bons résultats lors des élections municipales et régionales, ce qui a permis à Jean-Marie Le Pen d'être élu député de la Seine-Maritime.

Le Front national a également organisé une série de manifestations dans toute la France, afin de promouvoir ses idées et de gagner des voix. Le parti a obtenu de bons résultats lors des élections municipales et régionales, ce qui a permis à Jean-Marie Le Pen d'être élu député de la Seine-Maritime.

Le Front national a également organisé une série de manifestations dans toute la France, afin de promouvoir ses idées et de gagner des voix. Le parti a obtenu de bons résultats lors des élections municipales et régionales, ce qui a permis à Jean-Marie Le Pen d'être élu député de la Seine-Maritime.

politique

La réforme du mode de scrutin à l'Assemblée nationale

Pour la quinzième fois depuis juillet 1981, la majorité de l'Assemblée nationale a refusé de renverser le gouvernement. L'opposition était sans illusion. La motion de censure est devenue l'un de ces rituels dont les parlementaires ne veulent pas se priver. Mais la discussion n'apporte guère de révélations. Comment serait-il pu en être autrement, mardi 13 avril ? Tout a été dit et redit sur la réforme électorale, au point que l'on peut se demander ce que les députés vont bien pouvoir trouver pour activer l'attention sur la suite de la discussion, au moins avant que ne viennent en débat, les conditions d'élection des conseillers régionaux, qui ont été quelque peu laissées dans l'ombre.

Car pour l'élection des députés, représentants de l'opposition la possibilité pendant les discours enflammés de leurs porte-parole a continué — si besoin était — que la proportionnelle est déjà entrée dans les têtes. Est-ce la préparation des listes ? Toujours est-il que la droite semble vouloir, de conviction, dans une bataille qu'elle affirme pourtant essentielle.

Mais une motion de censure — quel que soit l'objet précis du débat, — c'est aussi l'occasion de dresser un tableau de l'état des

forces politiques. Celle de mardi n'a pas manqué à la tradition. Peut-être fut-elle — comme l'a affirmé le premier ministre — une manière pour la droite de camoufler ses lézardes internes, mais elle a aussi permis à la gauche de ravaler la façade au moindre coût. Car si toutes ses composantes sont, peu ou prou, d'accord sur le principe de la proportionnelle, elles sont sérieusement divisées sur les modalités de son application. Mais le mécanisme de la motion de censure a pour résultat obligatoire de couper brutalement en deux la classe politique, situation que certains promoteurs de la proportionnelle souhaitent précisément atténuer. Elle évite aussi à ceux qui sont contre, sans vouloir pour autant la chute du gouvernement, de se manifester.

Les échanges de mardi ont surtout permis de se faire une idée de la manière dont chacun se prépare à la grande bataille de 1986. L'économie sera, bien entendu, au centre de l'affrontement. Face au RPR, qui n'hésitera pas à mettre en avant toutes les revendications catégorielles, M. Fabius répondra, sur le ton calme et mesuré qui lui est coutumier, que les Français supportent difficilement la crise et la

rigueur, mais qu'ils admettent qu'il n'y a pas d'autre politique possible. Et il ne se privera pas de mettre le doigt sur les plaies de l'opposition : ses divisions. Le premier ministre prend manifestement un malin plaisir à citer M. Barre contre M. Chirac, M. Chirac contre M. Barre, le nouveau Valéry Giscard d'Estaing contre l'ancien président de la République. L'opposition, manifestement, n'est pas encore habituée au style de M. Fabius, et ne sait trop comment le contrer. Si MM. Jean-Claude Gaudin et Raymond Barre prennent le parti de l'humour, M. Jacques Toubon, lui, s'élève, mettant ainsi davantage en valeur le calme du premier ministre. M. Fabius a tellement ancré son image d'homme de la mesure, du « juste milieu », que la France sans se préoccuper d'autre chose, que chacun est décontenancé lorsque il donne, à son tour, quelques coups.

Mercredi après-midi 24 avril, M. Giscard d'Estaing entend monopoliser l'attention en défendant une motion référendaire : l'ancien président considère en effet que la réforme du mode de scrutin devrait être soumise à référendum, en vertu de l'article 11 de la Constitution.

THIERRY BRÉNIER.

FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS STRATÉGIQUES

Pierre Lellouche L'AVENIR DE LA GUERRE

MAZARINE

340 pages ill.
89 F

M. FABRUS : motion «antifissures»

M. Fabius répond alors aux orateurs. Parlant lui aussi de la situation économique et sociale, il rappelle que les difficultés de la France ne remontent pas à 1981. Il en donne pour preuve une déclaration de M. Chirac en mars 1981 où le président du RPR soulignait notamment : « Depuis cinq ans, le chômage a doublé. L'inflation est passée de 9 % à 14 % environ. Le commerce extérieur, la balance des paiements se sont considérablement dégradés ; les prélèvements fiscaux se sont accrus. C'est un bilan lourd à porter ». Puis le premier ministre, évoquant « les progrès en matière de liberté et d'équité sociale », accomplis, selon lui, depuis 1981, « la modernisation du pays qui progresse », les décisions qui vont être prises dans les semaines à venir, notamment pour les chômeurs en fin de droit et sur la Nouvelle-Calédonie, affirme : « C'est cela, gouverner, monsieur Toubon, et non multiplier les coups de menton ».

M. Fabius explique ensuite : « La gauche, aujourd'hui, je le concède tout à fait, n'est pas très populaire ; mais, dans le même temps, je crois que la majorité de notre peuple sait bien qu'il n'y a pas d'autre politique sérieuse que celle qui est actuellement suivie. Qui peut croire que l'on résoudrait les problèmes du pays avec les « il n'y a qu'à » ultra-libéraux des uns et les « il faut qu'on » ultra-étatistes des autres ? »

Sur la réforme électorale, le premier ministre pose quatre questions : « Quand la faire ? ». Il rappelle la déclaration de Georges Pompidou du 1^{er} juin 1966 sur la nécessité de tenir à ce sujet « l'opposition en suspens » (Le Monde du 23 mars 1985) et, détaillant toutes les réformes électorales effectuées depuis 1976, il constate : « Nous respectons le plus long délai [entre la présentation de la réforme et l'élection] enregistré au cours de notre Histoire dans le souci de la démocratie et du droit. » (Lire la suite page 8.)

une autre politique. La nouvelle loi électorale a été combinée pour rendre l'Etat socialiste inexpugnable et pour interdire le changement.

Puis le collaborateur de M. Chirac dresse un tableau très noir de la situation économique et sociale, affirmant notamment que la majorité « n'a pas réussi à maîtriser » l'inflation, mettant en cause la valeur de l'indice des prix calculé par l'INSEE, plaçant les chômeurs. Il dénonce aussi l'augmentation de l'insécurité depuis 1981, affirmant que le terrorisme « n'a rencontré jusqu'à maintenant de votre part que complaisance et mansuétude ». Il critique aussi l'augmentation du nombre des jeux de hasard, déclarant : « Belle France du socialisme que celle du chômage et des jeux ». Enfin, M. Toubon explique : « Nous n'avons que faire d'un premier ministre qui calme le jeu. Nous voulons un premier ministre qui affronte les problèmes au lieu de les éluder ».

M. BILLARDON : combattre l'extrême droite

M. André Billardon, au nom du groupe socialiste, lui aussi évoque longuement la situation économique en expliquant que la gauche a dû s'atteler à la modernisation de l'appareil de production et à celle des rapports sociaux. La réforme électorale « inscrit pour lui dans la même nécessité de modernisation, mais cette fois des institutions. Il rappelle que « le conservatisme au service du combat politique » a empêché l'été dernier « l'élargissement du champ référendaire ». Il ajoute que le changement du mode de scrutin « devrait permettre une démocratie plus saine », aussi il juge que « l'attitude de M. Raymond Barre sur la cohabitation va à contre-courant ».

Pour M. Billardon, « nos concitoyens en ont assez de la guerre des tranchées (...). Pour les socialistes, rappelle M. Billardon, la proportionnelle « n'est pas une bouée de sauvetage » mais répond à « une conception depuis longtemps affirmée de la démocratie ».

Enfin, M. Billardon reconnaît qu'« aucun démocrate ne peut bayer d'un revers de main » la possibilité de l'entrée du Front national à l'Assemblée nationale, du fait du changement de mode de scrutin. Mais pour lui « ce qui est grave, c'est que plusieurs centaines de milliers de Français se reconnaissent

Montant à son tour à la tribune, M. Jacques Brunhes, député des Hauts-de-Seine, au nom du parti communiste, qualifie « d'artifice procédurier » la motion de censure

qui « marque l'attachement de la droite (...) à un scrutin particulièrement inique ». Rappelant que « les républicains » ont toujours défendu la proportionnelle, M. Brunhes souligne que le PC est « la seule force politique » à se réclamer « d'une technique électorale qui ne soit pas circonstancielle » : la proportionnelle intégrale. « Pour lui, « la véritable démocratie, la seule, c'est celle-là ».

Le porte-parole ajoute toutefois que « le scrutin proportionnel ne démocratisera pas à lui tout seul des institutions autoritaires » et réitère des accusations de son parti contre le fonctionnement de la V^e République, particulièrement contre la concentration « entre les mains du président de la République (...) de la quasi-totalité des pouvoirs ». Critiquant le type de proportionnelle choisi par le gouvernement, M. Brunhes se demande « si le contenu de la loi électorale pour 1986 n'a pas été déterminé en partie par le gouvernement en fonction de sa capacité à affaiblir le Parti communiste et à favoriser des combinaisons politiques déjà anciennes ». Évoquant durement la politique économique gouvernementale, il affirme que son parti « est le seul recours pour toutes celles et tous ceux qui refusent de baisser les bras ».

M. TOUBON : le chômage et le jeu

Intervenant à son tour, M. Jacques Toubon détaille les raisons de l'opposition de son mouvement au mode de proportionnelle voulu par le gouvernement : « Il est injuste et compliqué (...). C'est la loi des partis (...). Il n'est soutenu que par le Parti socialiste et le Front national (...). Pour la première fois depuis l'institution du suffrage universel une réforme du mode de scrutin ne sera adoptée que par une seule formation politique (...). La proportionnelle c'est la loi de la minorité (...). Pour le secrétaire général du RPR, le changement proposé n'est qu'une manœuvre réalisée dans son intérêt personnel et contre l'intérêt de la nation dans le seul but d'empêcher l'opposition d'avoir une majorité et de mettre en œuvre

ET LES FEMMES ?

L'institution de la représentation proportionnelle à l'Assemblée nationale, aux assemblées régionales et aux conseils municipaux figure à la quarante-septième place des cent dix propositions du candidat François Mitterrand. Cette promesse est assortie d'une autre : « chaque liste comportera au moins 30 % de femmes ». Le gouvernement a pris en compte la première partie de l'engagement. Il ne semble pas s'être soucié de la seconde.

Iran
Intoxiqués de l'Occident
au banc des accusés

Le régime iranien a demandé mardi 22 avril l'expulsion d'ambassadeurs occidentaux de Téhéran et la mise en accusation de diplomates occidentaux. Le régime iranien a demandé mardi 22 avril l'expulsion d'ambassadeurs occidentaux de Téhéran et la mise en accusation de diplomates occidentaux. Le régime iranien a demandé mardi 22 avril l'expulsion d'ambassadeurs occidentaux de Téhéran et la mise en accusation de diplomates occidentaux.

En Finlande
3400 Vols LA JAPON
ET LA MARGE
DU NOUVEAU MINUT

ICELANDAIR c'est
DETROIT
CHICAGO
aux
meilleurs prix

ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 PARIS ☎ 742 52 26

à partir de
3.590 F
aller-retour
ICELANDAIR
c'est
DETROIT
CHICAGO
aux
meilleurs prix

ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 PARIS ☎ 742 52 26

CHYPRE
île des Dieux et des hommes

APHRODITE déesse de la beauté et de l'amour

340 jours de soleil par an
des hôtels renommés selon votre goût
plus de 8.000 ans d'archéologie
700 km de plages
et l'accueil chaleureux des Chypriotes

Voyagez avec Cyprus Airways

Bon pour une documentation gratuite

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
15, rue de la paix, 75002 Paris
☎ 261.42.49 ☎ 21.41.77

Nom : _____
Adresse : _____



MAZARINE

مكتبة في الجزائر

POLITIQUE

La réforme du mode de scrutin à l'Assemblée nationale

(Suite de la page 7.)

A la question « Pourquoi ? », M. Fabius rappelle que c'est « le respect d'un engagement » dans « un souci de justice ». Evoquant les prises de position proportionnalistes de certains responsables de l'opposition, il constate : « J'ai cru comprendre d'ailleurs que même parmi ceux qui en apparence condamnent la proportionnelle, beaucoup n'ont pas accompli leur devoir quand ils ne la souhaitent pas au fond de leur cœur ».

A la question « Comment ? », le premier ministre rappelle que « le mode d'élection de l'Assemblée nationale n'a jamais été soumis à

référéndum » et souligne les changements d'opinion sur ce sujet de M. Giscard d'Estaing.

Enfin, à la question « Vers quoi ? », M. Fabius affirme, exemple historique français et évocation de ce qui se passe en République fédérale d'Allemagne et en Suède à l'appui, que la proportionnelle n'est pas forcément synonyme d'instabilité gouvernementale. Il ajoute même que « lorsque le pouvoir exécutif est fort, le mode de scrutin proportionnel peut non seulement accompagner la stabilité mais, d'une certaine manière, la renforcer en évitant les traumatismes et les excès ».

En conclusion, M. Fabius déclare : « Au moment où les formations de l'opposition, quelques jours après avoir signé un miraculeux accord de gouvernement, se déchirent allégrement, au moment où les anciennes rivalités se développent en son sein, au moment où certains prétendent combattre ce projet dans le même temps qu'ils organisent des listes qui en sont déjà l'application, le dépli d'une telle motion de censure permet opportunément de chercher à dissimuler tout cela dans une sorte de coalition des non. Cette motion de censure antilégislative est donc dirigée paradoxalement beaucoup plus vers

l'opposition que vers le gouvernement et destinée en réalité à colmater ses propres brèches ».

Après les explications de vote de chaque groupe, il n'y a que cent cinquante députés pour voter la censure : tous les députés RPR, et UDF et apparentés à ces deux groupes et neuf de onze non-inscrits, MM. Roch, Pidjot (Nouvelle-Calédonie) et Olivier Stirn (Calvados) ne l'ayant pas votée. Il en aurait fallu deux cent quarante-six pour que le gouvernement soit renversé.

THIERRY BRÉHIER.

Les socialistes du Pas-de-Calais continuent de s'opposer à la proportionnelle départementale

Le bureau exécutif du PS sera saisi de nouveau, mercredi 24 avril, de la question du mode de scrutin pour 1986, ou plus exactement du problème posé par l'opposition des élus socialistes du Pas-de-Calais à la réforme envisagée.

Réunie samedi 20 avril à Arras, la commission exécutive de la Fédération socialiste du Pas-de-Calais avait décidé l'envoi à M. Jospin, premier secrétaire du PS, d'un télégramme demandant la réunion conjointe du comité directeur et du groupe parlementaire afin que le PS se prononce sur ce point (le Monde du 24 avril).

M. Jospin a répondu en annonçant qu'il saisi le bureau exécutif.

La commission exécutive fédérale (CEF) du Pas-de-Calais devrait se réunir à nouveau pour déterminer son attitude en fonction des conclusions du bureau exécutif. En tout état de cause, il semble très peu probable que le Pas-de-Calais obtienne satisfaction. Toute la question, dans les jours qui viennent, est de savoir s'il existe une « porte de sortie » honorable qui permettrait d'éviter la crise ouverte.

Les parlementaires du Pas-de-Calais n'ont pas tous la même détermination. La situation des plus conciliateurs d'entre eux est rendue délicate, notamment parce que, selon plusieurs socialistes, la direction de la fédération du Pas-de-Calais a fait savoir aux parlementaires qu'il ne se rangerait pas à l'éventuelle décision de la CEF, qu'ils ne figureraient pas sur les listes qu'il aura probablement à établir la même commission pour les élections législatives, voire régionales.

Au-delà de l'échéance du vote sur la proportionnelle à l'Assemblée nationale, la persistance du malaise dans le Pas-de-Calais pourrait avoir des effets sur les équilibres internes du parti, car elle aura montré que M. Pierre Mauroy, partisan de la proportionnelle, n'est plus « en phase » avec les socialistes du Pas-de-Calais.

Plus généralement, les socialistes du Pas-de-Calais reprochent toujours à M. Mauroy de ne pas avoir assez défendu les intérêts de la région, et plus spécifiquement de leur département, lorsqu'il était premier ministre. Cette critique fait, notamment, référence aux problèmes du bassin minier. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale,

● **Rencontre PS-MRG.** — La rencontre entre les députés du PS et du MRG, mardi 23 avril, n'a pas permis de réduire les divergences entre les deux partis, sur les deux points évoqués, à savoir la réforme électorale et la présidence du conseil général du Tarn-et-Garonne. Les députés radicaux de gauche (dont une délégation avait rencontré le matin même M. Laurent Fabius) défendront leurs amendements aux projets de loi électorale du gouvernement, sans grand espoir de les voir pris en compte par leurs collègues socialistes. Pour le Tarn-et-Garonne, les deux formations sont restées sur leurs positions, revendiquant l'une et l'autre la présidence de l'assemblée départementale qui devrait être pourvue jeudi 25 avril (le Monde du 24 avril).

● **Les Français d'écus.** — Dans un sondage de la SOFRES effectué entre le 10 et le 15 avril, auprès de 1 000 personnes et publié par le Figaro du 24 avril, 56 % des Français se déclarent d'écus « de l'action de M. Mitterrand » depuis 1981, et 28 % satisfaits. 49 % (au lieu de 55 % il y a un an) considèrent que la politique de la gauche « va plutôt dans la mauvaise direction ». 33 % (au lieu de 31 %) qu'elle « va plutôt dans la bonne direction ».

Interrogés sur les prochaines élections législatives, 60 % croient que la gauche ne pourra pas rattraper son retard sur l'opposition, 24 % ayant une conviction inverse. D'autre part, 40 % désapprouvent le nouveau mode de scrutin contre 30 % qui l'approuvent.

mardi, deux élus du bassin affirmèrent que les socialistes du Pas-de-Calais n'avaient pas fait « le bon choix » en votant la motion B (Mauroy) au congrès de Metz de 1979.

En outre, la question de la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais après 1986 (actuellement détenue par un élu du Pas-de-Calais, M. Noël Joseph) peut réveiller une rivalité entre les deux départements. Compte tenu de tous ces éléments, il semble que M. Mauroy ne puisse plus compter, dans le parti, sur un appui total et sans failles du Pas-de-Calais.

Une synthèse Jospin-Mauroy ?

Les amis de l'ancien premier ministre se sont réunis en sa présence, mardi soir à Paris, dans le cadre de la préparation du congrès. Ils ont confirmé leur volonté de déposer une contribution « en cours de rédaction » pour le comité directeur de la mi-mai. Pour ce qui est, ensuite, d'une éventuelle motion (dont les signataires se comptent),

les amis de M. Mauroy souhaitent arriver à une synthèse avec M. Jospin. Néanmoins, M. Mauroy, qui a rappelé les dangers que présente à ses yeux le « contre-projet », a appelé ses amis à ne pas sacrifier les valeurs de la gauche au pragmatisme. Selon un participant à la réunion, M. Mauroy a estimé, en substance, que les socialistes ont « fait leur Bad-Godberg en expérimentant le pouvoir ».

A propos de l'élaboration des listes pour les élections législatives, les amis de M. Mauroy souhaitent que les commissions exécutives fédérales soumettent aux militants des projets de listes, mais excluent toute constitution de listes bloquées, ce qui reviendrait, affirme l'un d'eux, à « mettre le parti à feu et à sang ».

Au cours de leur réunion, les amis de M. Mauroy ont lancé un appel à la raison, au nom de l'intérêt du parti, à leurs camarades du Pas-de-Calais.

J.-L.A.

LA PARTICIPATION DES IMMIGRÉS AUX ÉLECTIONS LOCALES

M. Marchais se déclare favorable au principe mais dénonce le « caractère politicien » de la démarche de M. Mitterrand

Le Parti communiste a rendu public, le mardi 23 avril, une déclaration de M. Georges Marchais dans laquelle le secrétaire général du PCF se prononce pour que les conditions d'attribution du droit de vote aux immigrés soient « créées concrètement » et dénonce le « caractère politicien » de la déclaration de M. Mitterrand devant la Ligue des droits de l'homme (le Monde du 23 avril). « Si celui-ci a juré son attachement à cette promesse du droit de vote aux immigrés, c'est pour ajouter aussitôt qu'il ne la tiendrait pas. La sollicitude présidentielle connaît ainsi d'étroites limites : celles du discours », déclare M. Marchais.

Le secrétaire général du PCF insiste sur la nécessité de « faire participer » les travailleurs immigrés à la vie locale. Il ajoute : « Sans aucun doute, c'est-il souhaitable — comme les associations qu'ils ne nous donnent le réclameur — nombre croissant — que cette participation indispensable s'étende, désormais, aux choix de la gestion municipale elle-même, ce qui implique le droit de vote aux immigrés ».

De son côté, M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a estimé, mardi, que la position de M. Mitterrand, favorable au vote des immigrés pour les élections locales, est « tout à fait inacceptable » pour son groupe. Précisant qu'il exprimait aussi l'avis de M. Chirac, M. Labbé a ajouté que le RPR « rejette catégoriquement de telles propositions, qui risquent de menacer notre identité nationale ». « Nous voyons-là,

a-t-il dit, une sorte de provocation de la part du président de la République, destinée surtout à relancer le Front national, qui semble marquer le pas ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, est, lui aussi, hostile au vote des immigrés, « quels que soient les immigrés », et quelle que soit l'élection. (M. Simone Veil s'était proposée, lundi, pour l'octroi du droit de vote, dans les élections locales, aux ressortissants de la CEE).

Au cours d'une « table ronde » qui réunissait, mardi, au Sénat, à l'invitation de plusieurs mouvements associatifs, des représentants des principaux partis politiques, M. Bernard Stasi (UDF-CDS), président du conseil régional de Champagne-Ardenne, a confirmé qu'il « n'est pas favorable aujourd'hui » au vote des immigrés. M. Michel Pezet (PS), président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, adjoint au maire de Marseille, a déclaré que cela ne lui semble « pas opportun ».

A Nouméa

LE MEURTRE PRÉSUMÉ DE SIMONE HEURTAUX A ÉTÉ INCULPÉ

Le meurtrier présumé de Simone Heurtaux, l'enseignante tuée le 8 avril dernier d'un jet de pierre, qui s'était livré aux gendarmes le lundi 22 avril, a été inculpé, mardi, d'homicide volontaire. Il s'agit d'un jeune canaque de dix-neuf ans, Frédéric Diopsoi. Un autre jeune Mélanésien, âgé de dix-sept ans, a été inculpé de complicité d'homicide.

Selon certaines indications, reprises par le quotidien local mais non officiellement confirmées, l'enseignante aurait été achevée d'un violent coup de pierre à la tête après avoir perdu connaissance, alors que son véhicule, dont elle avait perdu le contrôle, s'était immobilisé au bord de la route.

Le parquet de Nouméa a rendu public, d'autre part, mardi, le rapport d'autopsie de Lucien Georges, cet octogénaire assassiné le 19 avril par des coups de feu. Ce rapport indique que la victime a succombé à plusieurs coups portés à la nuque, sur le dos et à la tête, avec des sabres d'abattis ou des casse-têtes. Son crâne a été doublement fracturé. Le corps de Lucien Georges avait été retrouvé flottant près de sa voiture, à demi immergée dans l'océan proche.

Le droit de vote est lié à la citoyenneté

déclare M. Léotard

M. François Léotard a été, le mardi 23 avril, après M. Lionel Jospin le 21 mars (le Monde du 23 mars), le deuxième responsable politique invité à répondre aux questions de la presse communautaire juive au Centre Rachi à Paris. Interrogé sur le Front national, le secrétaire général du Parti républicain a rappelé que l'accord signé par le RPR et l'UDF le 10 avril prévoit que ces deux formations gouvernent ensemble et seulement ensemble.

« Je m'efforce, moi, a-t-il dit, M. Léotard, de ne pas introduire le Pen au gouvernement. D'autres y ont introduit le Parti communiste ».

En réponse à un journaliste qui s'inquiétait de son « entourage », M. Léotard a répondu : « Il faut accepter qu'un homme ait un itinéraire, sans que cela excuse ce qui a pu être fait. Il a cité MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, « qui ont été à l'Occident, au quartier Latin, à dix-huit ou vingt ans ».

Mot, a-t-il précisé, j'étais plutôt de l'autre côté ».

Au sujet de l'immigration, le secrétaire général du PR a souligné que le droit de vote « est lié à la citoyenneté » et qu'une disposition contraire « créerait des phénomènes de violence » dans le sud de la France. Il s'est déclaré en désaccord avec M. Simone Veil sur l'attribution du droit de vote aux ressortissants de la CEE avant que l'union politique européenne n'ait beaucoup progressé. M. Léotard a fait observer, d'autre part, que, faute de mesures appropriées, « les Bouches-du-Rhône seraient un département à majorité musulmane dans vingt-cinq ans ». Il estime nécessaire de réformer le code de la nationalité française, afin que l'acquisition de celle-ci ne soit plus automatique, comme elle l'est dans certains cas, mais volontaire et liée à l'acquisition des obligations civiques correspondantes.

Interrogé sur la politique de la France au Proche-Orient, M. Léotard a critiqué celle du septennat actuel, qui consiste, a-t-il dit, à se déclarer d'accord avec toutes les parties, mais il a, aussi, affirmé que « la rupture est à faire avec une pratique qui a été celle du Quai d'Orsay depuis le début de la V^e République ». « Israël, a-t-il déclaré, est un pays ami, et c'est un pays qui partage les options du monde libre ». Il s'est prononcé pour « la politique qui a été amorcée à Camp David », politique d'accords bilatéraux entre Israël et ses voisins.

Pour M. Léotard, l'OLP « reste une organisation terroriste » avec laquelle on ne peut pas discuter. « Je suis pour la fermeture du bureau de l'OLP à Paris », a-t-il affirmé. Le secrétaire général du PR estime que « le meilleur Etat palestinien, c'est la Jordanie ». M. Léotard a insisté, aussi, sur le rôle que doit assumer la France en faveur des chrétiens du Liban, qui, aujourd'hui, a-t-il dit, connaissent « probablement le début de ce qui sera [leur] génocide ».

● **M. Tjibou au Larzac.** — Le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibou, devait se rendre, ce mercredi 24 avril, dans le département de l'Aveyron, à l'invitation du Comité du Larzac, qui fait partie des associations qui soutiennent son combat politique. Après un déjeuner à la ferme de la Blaquière et une visite à Millau, le président du FLNKS devait donner une conférence de presse.

● **Les projets militaires.** — Le chef d'état-major des armées, le général Jeanou Lacaze, a quitté Paris, mardi 23 avril, à destination de la Polynésie française. Il se rendra ensuite en Nouvelle-Calédonie pour examiner sur place comment pourrait être concrétisé le projet gouvernemental tendant à installer dans le territoire une base stratégique. Le général Lacaze préparera également la visite que le ministre de la Défense doit faire lui-même à Nouméa quelques jours plus tard.

Pierre MENDES FRANCE

les Causeries du samedi

1964-1965

EN VENTE EN CASSETTES

à l'Institut Pierre Mendès France

52, rue du Cardinal-Lemoine

75005 Paris

PRIX EXCEPTIONNEL : 200 francs

les trois cassettes franco de port

Prêt de joindre le chèque

avec la commande.

CRISE MUNICIPALE A BREST

M. Lombard (UDF)

se désolidarise de M. Berthelot (RPR)

De notre correspondant

Brest. — Union ou démission : tel est l'ultimatum qu'a lancé, mardi soir 23 avril, M. Georges Lombard (UDF), ancien maire, sénateur, et président de la communauté urbaine de Brest à M. Jacques Berthelot (RPR), maire de la ville. Ce dernier perd ainsi l'un de ses soutiens de poids. M. Lombard avait manifesté une certaine réserve tant que la réconciliation semblait possible entre le maire et les dissidents du conseil municipal (quatre adjoints et un conseiller délégué appartenant au PR et deux adjoints RPR qui, depuis février 1984, ont renoncé à leurs fonctions ou qui en ont été démis par M. Berthelot).

Au moment où M. Berthelot officialise la rupture de l'équipe municipale brestoise en la restreignant, M. Lombard a décidé de s'en désolidariser.

« Ce n'est pas, déclare-t-il, l'intérêt bien compris de Brest de voir s'instaurer jusqu'à la fin du mandat une instabilité chronique. » Il ajoute : « Force est pourtant de

constater que la voie choisie par Jacques Berthelot y conduit. (...) Si Jacques Berthelot se croit encore capable de refaire l'union, il se doit de la réaliser et dans les délais les plus rapides : s'il lui apparaît qu'il ne le peut pas et est devenu un obstacle de ce point de vue, il doit en tirer les conséquences. A défaut, il prendrait devant l'histoire de Brest une lourde responsabilité et, pour le présent, celle de perdre la confiance d'une grande partie des électeurs et électrices qui, en élisant « Union pour Brest », souhaitaient autre chose que le spectacle lamentable qui leur est offert ».

M. Lombard, qui ne mâche pas ses mots, parle d'une ville « divisée ». « La crédibilité du maire et de l'opposition nationale est dangereusement atteinte », estime-t-il, comme celle de Brest « qui, une fois de plus, est redevenue objet de risée ».

GABRIEL SIMON.

Beaucoup de communistes aimeraient que le PCF réponde à leur attente

déclare M. Juquin

M. Pierre Juquin, membre du comité central du Parti communiste, a déclaré, au « Grand Forum Paris-Match-radios libres », enregistré le lundi 22 avril, que le PCF, aujourd'hui, « est affaibli et confronté à un certain nombre de problèmes ». Selon M. Juquin, « il existe des millions d'hommes et de femmes, d'intellectuels, d'ouvriers, de syndicalistes et de jeunes qui sont des communistes potentiels, et qui sont d'ailleurs, souvent, des

communistes souffrants », parce qu'ils « aimeraient que le Parti communiste réponde à leur attente ».

M. Juquin s'est référé à la déclaration adoptée par le bureau politique du PCF la semaine dernière (le Monde du 18 avril), déclaration dont il déduit qu'« une bonne partie des communistes n'a pas (...) encore assimilé l'orientation fixée au congrès ». « Je crois par exemple, a-t-il dit, qu'il y a encore beaucoup de membres du Parti communiste qui (...) se représentent la vie politique comme répartie sur un axe droite-gauche ». Selon M. Juquin, le bureau politique est conscient de ce fait, ce qui l'a amené à mettre « en route un mécanisme assez complexe, puisqu'il s'agit d'imprégner les communistes de la ligne dont ils ont, selon les statuts, eux-mêmes décidé au moment du congrès ».

M. Juquin a indiqué qu'il croit « toujours » à l'union de la gauche, dont plusieurs dirigeants du PCF ont rappelé, ces derniers jours, qu'elle figure dans la résolution du dernier congrès. Au PS, a-t-il observé, « il ne semble pas que toutes les positions soient figées et arrêtées ». Quant à la politique du gouvernement, selon M. Juquin, elle « inquiète, préoccupe et ne donne pas beaucoup de résultats ».

Favorable au « vote des immigrés aux élections communales et peut-être, plus tard, aux élections régionales », M. Juquin, chargé au PCF, de l'action pour la paix et le désarmement, a dénoncé la « lamentable émission » de FR3 « Face à la guerre », diffusée le 13 avril. Ayant réintégré l'éducation nationale et pris un poste « transitoire » à l'Institut national pédagogique depuis qu'il a quitté le bureau politique du PCF, M. Juquin a indiqué qu'il s'était, depuis lors, entretenu « longuement » avec M. Georges Marchais. Ont-ils encore des points d'accord ? « Nous sommes communistes l'un et l'autre », a dit M. Juquin.

M. MICHEL ROCARD AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE » LE 1^{er} MAI

Le grand jury RTL-le Monde, avec M. Michel Rocard pour invité, aura lieu le mercredi 24 mai, et non le dimanche 28 avril. L'émission a été repoussée, en accord avec M. Rocard, compte tenu de l'intervention de M. Mitterrand à la télévision, dimanche 28.

FSL L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE - FRANCE
Parler anglais n'est pas un luxe !
STAGES INTENSIFS POUR ADULTES : cours de 10 heures hebdomadaires
En famille ou en University 25 jours à partir de 2.680 F.
13, rue de Grèce, 75007 PARIS. Tél. (1) 844.62.26 M.24.4

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LES ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Les chemins qui mènent au SAC

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. - Les chemins qui mènent au SAC, on plus exactement, qui y mènent, sont impénétrables. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, mardi 23 avril, au deuxième jour du procès des six accusés de la tuerie d'Auriol. En commençant l'examen de leur vie passée, complétée par les dépositions des psychologues et des psychiatres qui les ont écoutés en prison quelques mois après les faits, le président François Brunet, plus qu'en toute autre affaire, a bel et bien abordé le fond même du dossier. L'histoire personnelle de chacun de ces hommes apparaît en effet intimement liée à l'entreprise qui leur vaut aujourd'hui d'avoir à répondre de tant de crimes et délits. Pourtant, entre les uns et les autres, que de différences !

Pour singulière et bizarre qu'elle soit, la vie passée de Jean-Joseph Maria, le quinquagénaire, qui, à l'époque, occupait les fonctions de chef infirmier au SAC de la région de Marseille, apparaît d'une simplicité déconcertante, à côté de celle de Jean-Bruno Finochietti, l'instituteur qui, lui, devra répondre de l'assassinat d'un enfant et du massacre de Jacques Massié.

Maria, devenu directeur de l'entreprise familiale de peinture fondée par son père, est un homme qui, toute sa vie, a éprouvé une frustration. Il aurait pu, après tout, se sentir satisfait d'une réussite sociale de bon aloi. Une vingtaine de salariés, une affaire, comme il dit, « propre et honnête », cela en contenterait beaucoup, et même précisément parce qu'il était un homme d'ordre et de propriété. Seulement, Maria a vécu « un chagrin d'amour ». Chagrin singulier, car c'est celui de n'avoir pu appartenir à la Légion étrangère. Cette unité, à ses yeux, symbolisait ses conceptions même de la vie.

Or, son service militaire fut banallement celui d'un deuxième classe, ramant de l'armée de l'air envoyé à Nancy. Dans cette ville de l'Est, loin de Marseille, il avait froid et s'ennuyait de sa fiancée. Ce ne sont pas là des choses qui permettent de se valoriser. Et lorsqu'on entre ensuite au SAC avec des ambitions de chef, ce ne sont surtout pas des choses qui se racontent. Alors Maria va préférer raconter son rêve, l'accrocher comme une réalité. Le bidasse nancéen s'est transformé en colonel de la Légion racontant qu'il avait sauté à Kolwezi.

Raciste et « antidgauche »

Diabole ! Devant pareil gaillard, les « compagnons » ne pouvaient qu'être au garde-à-vous. Pour lui-même, cela ne pouvait suffire. Un légionnaire, c'est bien connu, ne va pas sans tatouage. Maria se fit tatouer par un copain, lui vrai légionnaire, d'un côté une grenade, emblème de la Légion, de l'autre,

plus étrangement, une cagoule du K u-Klux-Klan. A M. Gilbert Collard, partie civile, qui lui demanda pourquoi cette grenade tatouée, il répondit avec agacement : « Parce que ça me plaisait ». Lorsque l'avocat voudra connaître les raisons de l'autre tatouage, celui du K u-Klux-Klan, il jettera, comme dans une volonté de provocation accrue : « Parce que ça me plaisait encore plus ».

En fait, dans ces symboles, il a fixé ses propres convictions d'ordre, de patriotisme, de sens du devoir, ses obsessions de virilité, de citoyen qui défend ceux qu'il appelle les « ganspans ». Mais ce personnage forgé de toutes pièces et qui raconte, à qui mieux mieux, ses combats en Indochine, où il n'avait jamais mis les pieds, se trouve aujourd'hui pris au piège de ses affabulations. Comment avouer qu'il ne fut jamais qu'un deuxième classe à Nancy ? Comme pour laisser planer un doute, il préfère dire, bizarrement, qu'il ne se souvient plus où il a fait son service militaire, qu'il ne veut pas parler de ça, « car, Monsieur le président, il y aura tellement d'autres choses dont il faudra parler ».

Pourtant, il s'est quand même confessé devant les psychologues et les psychiatres. Il a dit aux uns : « Eh ! bien, oui, je suis raciste ». Il a dit à d'autres : « Je ne suis d'aucun parti, mais si je devais en avoir un, ce serait l'antigauche ». Fasciste ? Il a rejeté le mot avec hauteur : « Les fascistes ce sont ces petits cons qui mettent des croix gammées partout pour s'amuser ». Un point déjà intrigant : à cet obsédé de virilité, Massié, le chef local du SAC qui devait être tué, avait lancé une accusation d'homosexualité. Injure suprême, intolérable.

Voilà donc Maria. En regard de Finochietti, il va apparaître bien pâle ou bien simple. Jean-Bruno Finochietti, pour les psychiatres, c'est le « cas », celui devant lequel on vacille.

Il naît à Buenos-Aires en 1950. Son père, Corse, navigateur dans la Marine marchande, se trouvait à bas bloqué pendant la guerre. Il y demeura jusqu'en 1954. La mère, elle, est d'origine italienne, fille d'un notable marseillais de la période fasciste et que la capitulation italienne oblige à fuir le pays natal. Quand le jeune Finochietti arrive en France, à l'âge de quatre ans, avec cette famille, il se sent étranger, méfiant. Il réagit. Il va devenir Français à cent pour cent. Il grandit. Il est très vite le premier de sa classe.

Le voilà lancé vers une carrière d'instituteur, poussé en vérité par sa mère qui voit là pour lui la sécurité assurée. Il obéit, mais sans joie. Des rêves d'évasion le hantent. Ce sont des rêves bizarres. Ils l'ambient à dessiner, car il dessine bien, des uniformes, des avions de la Luftwaffe allemande de la dernière guerre, à s'établir, lui qui est né en 1950, des citations à l'ordre de cette même Luftwaffe. Serait-il donc nazi ? Il s'en défend. Il dit que ce n'était là

pas autre chose que l'expression d'un « goût pour l'esthétique aryenne ». Il précise : « On peut apprécier cette esthétique, sans pour autant approuver Auschwitz ».

1968 le traumatise. « J'ai mal vécu cette période », confesse-t-il. Un jour il a vu, dans une poubelle, un livre de la Pléiade que des étudiants, parait-il, y avaient jeté. Il fut aux cent coups : « C'est vraiment, se dit-il, de la confiture donnée aux cochons ».

Du coup, l'élève instituteur rêve d'entrer dans la police par ce même goût de l'ordre qui habitait Maria. Il se dessine une carte de CRS : « Ça me donnait le sentiment d'être déjà policier, même si ce n'était qu'un enfantillage ».

Lui aussi à ses mots-clés : honneur, fidélité, travail, famille, patrie. Il sent bien que ce n'est plus très à la mode. Qu'importe. Et toujours, il dessine. Ce sont des hommes portant au cou les croix gammées, les autres l'étoile de David. Le jour où François Mitterrand reçoit l'investiture de président de la République, Finochietti se rase la moustache, une façon comme une autre de porter le deuil.

« Personnage hors du commun », dira le docteur Germain Bouckson, encore fasciné, et qui pose beaucoup de questions pas toutes résolues ». Ce Finochietti, le docteur Bouckson l'a vu comme un personnage double, d'un côté celui qui a agi, de l'autre, celui qui regardait son double agir.

La Pléiade dans une poubelle

Les abominations de la nuit du 18 au 19 juillet 1981 à Auriol, Finochietti les lui a racontées, intéressante. Mais c'était un peu comme s'il s'en lavait les mains. En même temps, dans les moments qui suivent, il apparaissait enfantin, au bord du suicide. Ce torturé est décemment un ambivalent compliqué à saisir.

LE MEURTRE DE GRÉGORY VILLEMEN

Des bouts de cordelette...

Les enquêtes du service régional de police judiciaire de Nancy ont saisi chez Jean-Marie et Christine Villemén, les parents de Grégory, assassiné le 16 octobre dernier, des bouts de cordelette retrouvés devant leur maison à Léopards-sur-Vologne. Les policiers ont remis ces pièces, mardi 23 avril, au juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert. Celui-ci devrait ordonner une expertise afin de déterminer si la cordelette trouvée est d'un type identique à celle qu'avait utilisée le 16 octobre dernier l'assassin pour lier les poignets et les chevilles de l'enfant avant qu'il ne soit jeté dans la Vologne.

Au début de l'enquête, les gendarmes d'Epinal avaient perquisitionné un domicile de différents

Au SAC, dans le groupe aujourd'hui en cause, il avait très bien distingué entre, d'un côté, Maria et Collard, les virils, les engagés sans réserve et, de l'autre, les trois postiers, Masson, Poletti et Campana, venus là par simple opportunisme, avec l'idée qu'ils pourraient bénéficier de quelques coups de piston propres à améliorer leur situation au F.T.T. Il se sentait, lui, plus proche des premiers.

Comment a-t-il pu faire tout ce qu'il a fait, lui l'instituteur aimé de ses élèves et père de deux enfants ? Il ne le sait pas très bien. Il y avait cet ordre de se saisir de Massié devenu, pour tous, le mal absolu. Puis, ils se sont trouvés soudain en présence des membres de la famille. Lui, Finochietti, a achevé le jeune Massié, le petit Alexandre, qui avait huit ans. Au psychiatre, il a dit : « Il le fallait bien. Il avait vu drôlement sa mère. Ce n'était plus possible ». De cette nuit, Finochietti a dessiné toutes les scènes, tous les détails. Aujourd'hui, elle lui fait horreur. Le remords le hante. Il dessine des oiseaux en référence au film de Hitchcock car il voit en eux, explique-t-il, l'expression du châtiment qui l'attend.

« On obéit, on pense après »

Pourtant, le SAC lui plaisait. Il y voyait un moyen d'entrer un jour au SDECE. Il a pu dire : « J'étais comme le soldat qui, par son insubordination, avait pu faire changer le cours de la bataille ».

« Il se connaît bien », ont dit les experts. Mais eux ne sont pas encore certains de le connaître vraiment. Autant il fut bavard et disert devant eux, autant il apparaît aujourd'hui figé, bloqué, anéanti.

D'Ange Poletti et de Didier Campana, il n'y avait pas grand-chose à retenir. Eux furent au SAC comme ils étaient le premier à Force ouvrière, le second à la CGT, c'est-à-dire opportunistes. A Auriol, pour la première fois, ils tenaient un rôle de « gros bras ». Le mot est de Poletti qui devait ajouter : « On obéit, on pense après... ».

JEAN-MARC THÉOLLEVRE.

Une employée du Trésor public détourne environ 2 500 000 francs

Une employée du Trésor public à Paris, M^{me} Claude Leclerc, a détourné 2 500 000 francs dans son service, avant d'éveiller les soupçons de ses supérieurs. M^{me} Leclerc, qui a été déléguée au parquet, avait été interpellée, jeudi 18 avril, à la recette-perception du huitième arrondissement.

L'agent du Trésor puisait depuis quatre ou cinq ans dans la caisse de la perception, en effectuant des virements sur ses différents comptes bancaires. Elle maquillait ensuite ces opérations en rédigeant des faux en écriture dans ses livres de comptes.

DANGEREUSE ESPIONNE OU MALHEUREUSE INNOCENTE EXÉCUTÉE A TITRE D'EXEMPLE ?

Près de soixante-dix ans après sa mort, le mystère serait encore entier, enfoui sous des archives poussiéreuses et des secrets d'Etat inviolables, si un homme seul ne s'était en quelque sorte pris d'amour pour elle et n'avait, sa vie durant, cherché, enquêté avec minutie et ferveur, rassemblant tout ce qui pouvait contribuer à recréer la femme séduisante, troublante et mystérieuse qu'elle était.

Sylvie Genevoix, Madame Figaro



Finlande

PARIS-QUÉBEC D'UN SEUL TRAIT. ENFANTS GÂTÉS!

3.990 F aller-retour, c'est le prix que vous paierez pour être transporté au septième ciel par Air Canada. De Paris à Québec, sans escale, vous goûterez aux raffinements du Service Hospitalité. Quelle aubaine de savoir que, chaque samedi, le 747 d'Air Canada vous accueille à Paris pour vous déposer comme une fleur à Québec après vous avoir bichonné et dorloté à souhait. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

AIR CANADA
Les plus exigeants nous choisissent.



Paris : Service Tourisme : 24, bd des Capucines 75009. Tél. (1) 242.21.21. Lyon : 55, place de la République 69002. Tél. (7) 942.43.17. Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.

سكيا في ايل

SOCIÉTÉ

A LA COUR DE CASSATION

Le procès du délit de faciès

La Cour de cassation doit rendre, jeudi 25 avril, une de ces décisions qui marquent un septennat, un de ces arrêts qui jalonnent l'histoire des libertés. La chambre criminelle doit dire si la police peut contrôler l'identité des étrangers à tout moment sur la simple présomption qu'ils sont étrangers. Elle fera, jeudi, le procès du délit de faciès.

La réglementation des contrôles d'identité est un exercice périlleux auquel se sont essayés, l'un après l'autre, MM. Alain Peyrefitte et Robert Badinter, dans la confusion et la polémique. La polémique n'est pas éteinte et la confusion persiste, malgré, déjà, un arrêt solennel de la Cour de cassation.

Le débat est obscurci par l'existence, dans le code de procédure pénale, de deux textes réglementant les contrôles d'identité. Le premier résulte d'articles de juin 1983 révisant la loi « sécurité et liberté ». L'un de ces articles, adopté après une controverse, qui laisse des traces, entre MM. Gaston Defferre et Robert Badinter, n'autorise les contrôles d'identité des simples passants que « dans des lieux déterminés, là où la sûreté des personnes et des biens est immédiatement menacée ». Cette formulation courtoise signifie que la police ne peut exiger les papiers de n'importe qui, n'importe quand. Par exemple, elle ne peut vérifier à sa fantaisie l'identité des voyageurs du métro, sauf, bien entendu, en cas d'infraction.

Ces dispositions de juin 1983 doivent être prises au pied de la lettre, a rappelé la Cour de cassation le 4 octobre 1984 : le simple passant ne peut faire l'objet d'un contrôle que si une menace « immédiate » se profile dans un lieu « déterminé », c'est-à-dire dans tel ou tel couloir du métro et non dans l'ensemble du réseau de la RATP.

La décision doit prendre, jeudi, la chambre criminelle est la conséquence de cet arrêt d'octobre 1984. Dès lors que la police ne peut contrôler n'importe qui, n'importe quand, comment peut-elle, en même

temps, lutter contre les clandestins, comme l'exige d'elle le gouvernement ?

Elle dispose en principe, pour cela, d'un autre texte du code de procédure pénale dont la portée et les limites seront au cœur des débats de jeudi. C'est le décret du 30 juin 1946 qui affirme que, les étrangers doivent être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'autorité publique, les documents sous le couvert desquels, ils sont autorisés à séjourner en France.

Telle qu'elle a été interprétée jusqu'à présent, cette formulation jargonnante signifie que, si la police n'est pas autorisée à vérifier les papiers des simples passants français, elle peut interpellier, à sa guise, les étrangers.

L'innovation, c'est qu'il faut être doté d'un flair aigu pour être certain d'avoir affaire à un étranger. Comme cela n'est pas inscrit sur le front des immigrés, les policiers les présumant étrangers à la couleur de leur peau. On est en plein délit de faciès, auquel échappe naturellement le Suisse en visite en France, mais pas le Martiniquais.

Noir donc suspect, c'est le réflexe qu'entretenait ce décret de 1946, sous prétexte de lutter contre les étrangers en situation irrégulière. Ainsi a-t-on vu le tribunal de Versailles absoudre des policiers qui, pour justifier leur conviction d'avoir affaire à un Africain et non à un Martiniquais ou à un Guadeloupéen, ont fait état de sa « taille filiforme de 1 m 90 (...) permettant, à coup sûr, de le distinguer des nationaux originaires des Antilles ».

Beaucoup, à gauche, attende de la Cour de cassation qu'elle mette fin à de tels dérapages. Mais il y a plusieurs manières de procéder. La première consiste à n'autoriser de tels contrôles que sur la base d'éléments matériels objectifs montrant que la police a probablement affaire à un étranger. Par exemple, parce que cet étranger présumé s'apprête à monter dans une voiture immatriculée au Maroc et non parce qu'il est de type maghrébin.

C'est la thèse que défendra jeudi, pour le parquet, M. Henri Dauterive, qui insistera auprès de la chambre criminelle pour qu'elle exerce désormais un contrôle rigoureux sur la manière dont la police use - et parfois abuse - du décret de 1946.

Intrinsèquement nocif

Un contrôle des tribunaux est, certes, nécessaire, mais est-il suffisant ? Autrement dit, ce décret n'est-il pas intrinsèquement nocif ? Pis : ne doit-on pas redouter l'impuissance ou la mauvaise volonté des tribunaux auxquels reviendrait la tâche d'interdire de nouveaux abus ? Les juristes qui partagent cette inquiétude ont allié une série d'arguments visant à convaincre la Cour de cassation que le décret de 1946 ne permet pas, malgré les apparences et l'habitude récente, de contrôler un étranger présumé dans la rue ou les couloirs du métro.

C'est le point de vue que défendra M. Philippe Waquet, pour qui ce décret autorise certes, dans certains cas, la vérification des titres de séjour, mais pas l'interpellation des étrangers à tout moment. La nuance, subtile, mais essentielle, est de celles qui fondent les Etats de droit.

Que fera la chambre criminelle ? Elle peut fuir ses responsabilités en restant dans le flou. Elle peut considérer que c'est aux tribunaux administratifs d'exercer le contrôle du décret de 1946 et se décharger sur eux du fardeau. Elle peut aussi faire preuve d'audace, cela s'est vu (rarement) et épouser la thèse de M. Waquet. Elle peut enfin faire sienne l'argumentation moyenne du parquet qui cherche à concilier deux impératifs : la lutte contre les clandestins et la condamnation du délit de faciès. Mais ces deux impératifs sont-ils conciliables dans la pratique ?

BERTRAND LE GENDRE.

EN DÉPIT DE L'ENVOL DES DÉPENSES DE SANTÉ

L'inégalité sociale devant la mort ne se réduit pas

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, a rendu public le mardi 23 avril un rapport officiel sur « La santé en France » (1). S'il éregistre quelques succès importants, comme la baisse de la mortalité périnatale, ce document souligne, en revanche, que le prodigieux envol des dépenses de santé et l'extension de la protection sociale à la quasi-totalité de la population sont sans effets notables sur l'inégalité sociale face à la mort.

Comment mesurer l'état de santé d'une population ? L'épidé-

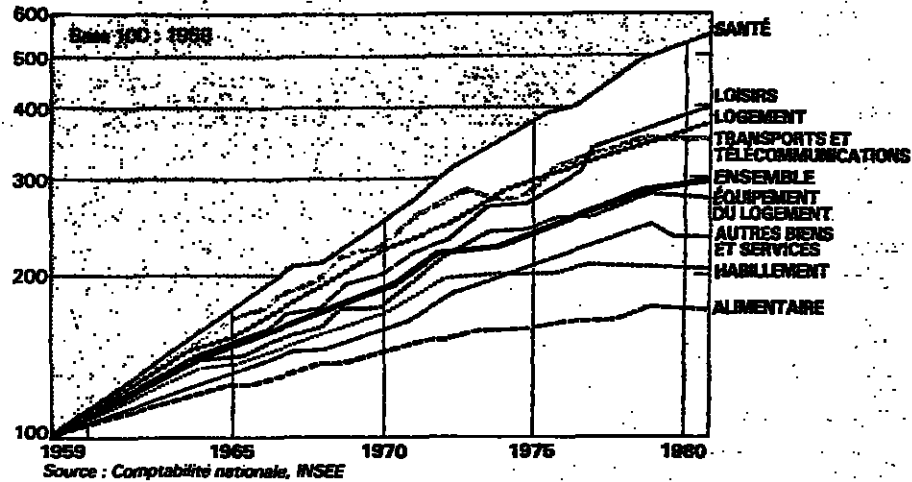
On sait qu'en France l'espérance de vie va en augmentant. Elle était, en 1982, de 70,8 ans pour les hommes et de 78,9 ans pour les femmes. Mais ces seules données ne sont, pour une bonne part, que la conséquence de la spectaculaire diminution de la mortalité infantile. De plus, les inégalités devant la mort persistent, et même s'aggravent comme l'avait démontré, notamment l'an dernier, une enquête de l'INSEE (le Monde du 10 février 1984). C'est le cas pour l'écart de l'espérance de vie entre

selon les régions : la mortalité masculine est significativement plus élevée dans l'Ouest, le Nord, l'Est et l'Alsace, à l'opposé du Sud, du Sud-Ouest et du Centre.

Paradoxe : toutes ces données pessimistes sont établies alors même que l'offre de soins est de plus en plus dense et de plus en plus technique, que l'assurance-maladie n'est étendue à la quasi-totalité de la population et, enfin, que la consommation médicale française n'a jamais été aussi élevée : près de

Croissance de la consommation par fonction

Indices de volume, base 100 en 1959



miologie reste en France une discipline notoirement sous-développée, mais on peut disposer d'une série d'« indicateurs de santé » qui offrent une intéressante grille de lecture. Il s'agit par exemple de données concernant la pathologie (troubles déclarés par les malades, enquêtes sur les consommations médicales, sur les prescriptions de médicaments, statistiques hospitalières), les restrictions d'activité (arrêts maladie, handicaps) ou encore les tableaux chiffrés de mortalité.

hommes et femmes : de 6,7 ans en 1960, il est passé à 7,4 ans en 1970 et s'est encore creusé depuis. « Au rythme actuel d'allongement de l'espérance de vie des hommes, notent les auteurs du rapport, c'est dans quarante-cinq ans qu'ils rattraperaient le niveau atteint aujourd'hui par les femmes. »

5.847 F par personne

Cette « surmortalité masculine » est observée depuis la naissance jusqu'à la mort avec deux pics : entre 20 et 24 ans (due aux accidents mortels de la circulation qui frappent plus les garçons que les filles) et entre 45 et 64 ans (causés des voies aéro-digestives supérieures et du poumon, infarctus du myocarde, conséquences de l'alcoolisme). Ces données et d'autres permettent aux auteurs du rapport de conclure que, contrairement à certaines idées reçues, « l'inégalité sociale devant la mort ne se réduit pas ».

« Depuis vingt ans, écrivent-ils, certaines (...) différences se sont accentuées : les taux de décès par cancer des voies aéro-digestives supérieures et du poumon ont augmenté pour toutes les catégories d'hommes adultes, mais surtout plus parmi les manœuvres, les ouvriers spécialisés et qualifiés, ainsi que les employés ; seuls les manœuvres et ouvriers ont vu leur taux de décès par cirrhose du foie augmenter ; enfin, les progrès réalisés dans la prévention des décès pour maladies cardio-vasculaires ont davantage bénéficié aux cadres, professions libérales, artisans et commerçants. »

De la même manière, l'analyse des taux de mortalité permet de retrouver une inégalité marquée 320 milliards de francs en 1983, soit 5.847 F par personne et 8,2 % du produit intérieur brut, la moitié de ces sommes étant absorbées par l'hospitalisation des malades. Faut-il dès lors - comme pensait pouvoir le faire M. Jack Ralite lorsqu'il était ministre de la santé - prendre des mesures inégalitaires pour tendre vers l'égalité ? Ou, au contraire, développer des actions de prévention (contre la consommation d'alcool et de tabac, et les accidents de la circulation), qui semblent relativement efficaces ?

JEAN-YVES NAU.

(1) « La santé en France », rapport au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et au secrétaire d'Etat chargé de la santé. 234 pages. Edité par la Documentation française, 120 F. Ce rapport a été établi par M. Bernard Morel et le docteur Marie-Christine Ravault (services des statistiques, des études et des systèmes d'information au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale), par M. Caroline Weill (directrice générale de la santé, secrétaire d'Etat à la santé), ainsi que par le docteur Françoise Heston et M. Jean-Paul Monti (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

• PRÉCISION. - Le Locacortine-Vioform, un anti-inflammatoire eutane à base de cloquinoil, n'a pas été retiré du marché par la firme pharmaceutique suisse Ciba-Geigy. Seuls sont concernés par ce retrait les anti-inflammatoires oraux à base de cloquinoil, ainsi que l'Entobex.

EN BREF

• Reconstitution de la tuerie du Sofitel d'Avignon : pas d'élément nouveau. - La reconstitution de la tuerie du Sofitel Saint-Bénézet, dans le quartier de la Balance, à Avignon, n'a pas apporté d'éléments déterminants à l'instruction d'une affaire qui dure depuis plus de vingt mois. Organisée dans la nuit du 23 au 24 avril, en présence d'un effectif de police important, la reconstitution du drame - qui provoqua la mort de sept personnes le 5 août 1983 - s'est déroulée avec la seule participation de Jean Roussel, le principal inculpé.

François Arpino et Gérard Roland, arrivés peu avant le début de la reconstitution fixée à 23 h, ont refusé d'y participer. Quant à Jean Roussel, il s'est borné à parcourir les couloirs des chambres qui ont servi de cadre à la tragédie. Jean Roussel n'a jamais reconnu avoir fait usage de l'arme qu'il portait lorsque les policiers l'ont appréhendé, quelques minutes après le drame. Il a simplement répété qu'il avait assisté, impuissant, à plusieurs exécutions. Ainsi, le magistrat instructeur, M. Françoise Alliot, n'a pu obtenir d'explications précises sur la façon dont les homicides ont été commis.

• La CGT dit non à l'aviation de combat européen. - La CGT est opposée au projet d'aviation de combat européen que la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne envisagent de construire pour les années 90. Au cours d'une conférence de presse, mardi 23 avril à Paris, M. Michel Warcholak, secrétaire confédéral du syndicat CGT, s'est déclaré en faveur du projet entièrement français ACX (avion de combat expérimental) équipé de moteur Snecma et d'électronique Thomson. La Fédération des travailleurs de l'Etat a également manifesté mardi aux abords de l'Elysée et du ministère de la défense contre le projet européen. Elle estime qu'il se traduira par des licenciements dans l'industrie aéronautique française.

Les vieux peuvent encore servir

(Suite de la première page.)

Les gens âgés sont particulièrement actifs sur le marché immobilier. Selon une étude de Régie-Promotion, leur part du marché serait de 30 % pour l'achat de résidences principales, 32 % pour les résidences secondaires et 51 % pour les résidences à temps partiel.

Dans le domaine de la culture et des loisirs, Henri Mendras note très justement que les mœurs des gens de plus de soixante ans vont se modifier progressivement dans les prochaines années et qu'il y a là un marché potentiel pour tous les fournisseurs de biens et services. Un exemple ? Le développement très rapide des « clubs du troisième âge » à la campagne, qui organisent des voyages collectifs à l'étranger (la clientèle des personnes âgées représente 37 % des voyages de loisirs en avion).

Enfin, les inactifs, retraités et pré-retraités forment évidemment la masse la plus importante des bénévoles. Dieu sait si notre société aux rouages de plus en plus complexes aura besoin d'eux pour que la machine sociale ne grippe pas trop à certains endroits. Il se crée six fois plus d'associations en France aujourd'hui que durant les années 50. La nouvelle « classe de loisir » n'a pas fini de nous étonner.

Le cas de la population

« L'avenir appartient aux personnes âgées », écrit de son côté Joël de Rosnay (5), qui annonce l'arrivée de logiciels pour cette catégorie d'utilisateurs de micro-ordinateurs, celui de la Senio Software Inc. Difficile de savoir si ce marché est vraiment porteur. En tout cas, le Télécel - et sa fonction de « messagerie » - aiderait au désempolement des personnes seules. Cette fonction de prise de contacts avec des correspondants locaux qui ont le même hobby : collection de timbres,

bridge, etc., était celle qui marchait le mieux, rappellent-ils, lors des essais en « grandeur réelle » à Vézir.

Autre thème surprenant : on commence à contester l'idée selon laquelle une population qui vieillit serait moins capable qu'une autre de faire les efforts d'adaptation et d'innovation nécessaires. Est-ce l'exemple du Japon qui a suscité ces remises en cause ? Toujours est-il qu'on ne sera pas sans remarquer les ravages de Denis Kessler et André Messon (6). Selon ces auteurs, un pays ne vieillit pas comme un individu, et l'on ne vieillira pas demain comme on vieillissait hier.

L'âge de la retraite est une pure convention, et l'on ne voit pas pourquoi les salariés seraient vieux à partir de soixante ans, et les indépendants ou entrepreneurs à partir de soixante-dix ans. Le vieillissement d'une population peut être défini comme la croissance relative des effectifs de personnes dites âgées par rapport aux personnes dites jeunes ou adultes. Il concerne tout le corps social, toutes les classes d'âge, et il est aussi important de savoir qu'an sein des adultes il existe de plus en plus de personnes de quarante à cinquante ans que de savoir que le poids relatif des personnes de plus de soixante-cinq ans augmente fortement.

Il est, en fait, très difficile de cerner les effets économiques et sociaux d'une population vieillissante. La productivité baisse avec l'âge (effet d'usure), quoique le phénomène soit souvent compensé par les effets d'expérience. La mobilité professionnelle et géographique diminue avec l'âge, ainsi que la propension à investir. La plupart des auteurs posent l'équation vieillissement individuel = vieillissement collectif, d'où déperdition des forces d'une nation.

Qu'une politique nataliste soit nécessaire lorsque la fécondité est tombée si bas qu'elle n'assure plus le renouvellement des habitants d'un

pays, on n'en discutera pas. L'immigration peut être un appoint indispensable, et une société multiraciale parfaitement gérable, à condition tout de même que la population d'origine ne tende pas à disparaître.

Cela dit, il convient d'être très prudent pour déterminer les conséquences économiques et sociales du vieillissement d'une population. 1) Les comportements varient non seulement selon l'âge, mais selon la date de naissance : les besoins, les relations avec le travail, l'épargne, ne seront pas les mêmes chez un individu qui a aujourd'hui soixante-cinq ans et chez celui qui aura soixante-cinq ans dans trente ans ; 2) De nombreux comportements observés selon l'âge peuvent être en fait le résultat du fonctionnement de la structure sociale... dépendant en partie du poids relatif des diverses classes d'âge ; 3) Les phénomènes démographiques et économiques sont interactifs. Il est sûr que la crainte justifiée ou non d'une crise inévitable du système de retraite transforme déjà le comportement économique des ménages en matière d'épargne.

Ces approches nouvelles, plus dynamiques, du phénomène de vieillissement permettent de comprendre que, comme l'écrit Denis Kessler, le taux de croissance d'une économie n'est pas lié au taux de croissance de sa population et que « pour se développer il ne faut pas être malthusien dans les pays en développement et nataliste dans les pays développés ».

Des affirmations qui tranchent avec certaines idées solidement établies et ouvrent un débat passionnant. Décidément, les « vieux » n'ont pas dit leur dernier mot.

PIERRE BROUIN.

(5) L'Expansion des 5 et 18 avril 1983.

(6) Dans le livre qui vient de paraître, Cycles de vie et génération. Préface de Dominique Strauss-Kahn. Editions Economica.

ÉDUCATION

M. Goéry Delacote, président du conseil d'administration de l'Institut de la recherche pédagogique

La liste des personnalités nommées par le ministre de l'éducation nationale pour siéger au conseil d'administration de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) « en raison de leur compétence » a été publiée au Journal officiel. Le conseil d'administration et le conseil scientifique seront présidés par M. Goéry Delacote, directeur de l'information scientifique et technique au CNRS. Il remplace M. Antoine Prost. Parmi les nouveaux membres figurent trois uni-

versitaires. M. Christian Baudouin, professeur (Nantes), M. Marie-Yvonne Masselet, maître de conférences (Besançon) et M. Jacques Decobert, maître de conférences (Lille-III). On relève aussi les noms de M. Claude Seibel, chef du département population - ménages à l'INSEE et de M. Jean-Luc Rozenweig, directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille et M. Lespigne, secrétaire national de l'ICEM (pédagogie Freinet).

DU 23 AVRIL
AU 4 MAI

PRIX EXCEPTIONNELS

AUX TROIS QUARTIERS

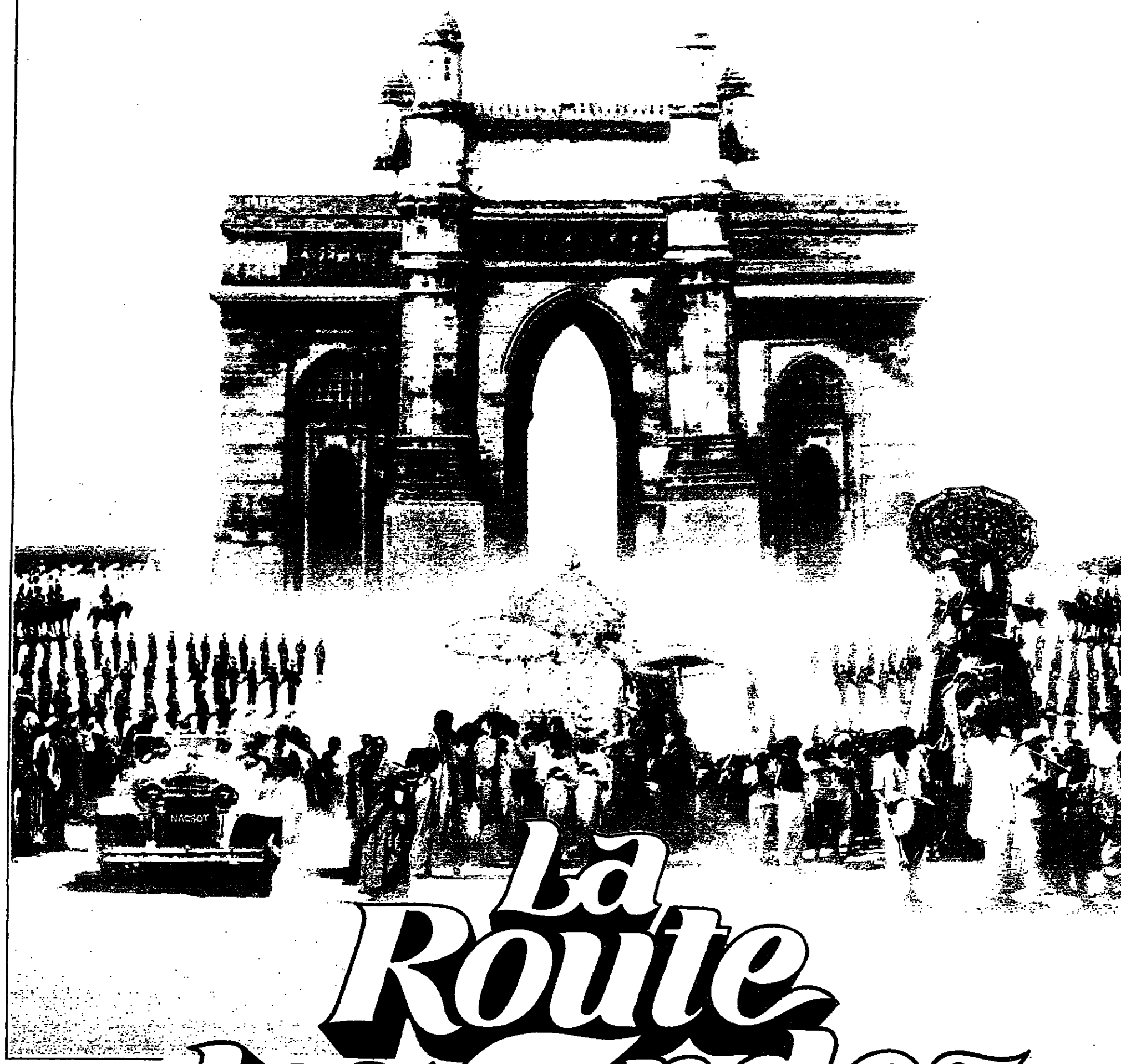
17 Bd de la Madeleine, Paris-Tel 290 39 30 - Retenez vos places d'achat

AUJOURD'HUI

GAUMONT et THORN EMI présentent

Après
"LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI"
"LAWRENCE D'ARABIE"
et "DOCTEUR JIVAGO"

Le nouveau film de DAVID LEAN



La Route des Indes

UNE PRODUCTION JOHN BRABOURNE ET RICHARD GOODWIN
EN ASSOCIATION AVEC JOHN HEYMAN ET EDWARD SANDS
ET HOME BOX OFFICE, INC.
UN FILM DE DAVID LEAN
"LA ROUTE DES INDES" (PASSAGE TO INDIA)
DE E.M. FORSTER

2 OSCARS
HOLLYWOOD 85

AVEC PEGGY ASHCROFT • JUDY DAVIS • JAMES FOX
ALEC GUINNESS • NIGEL HAVERS ET VICTOR BANERJEE
MUSIQUE DE MAURICE JARRE SUR DISQUES ET CASSETTES SCÉNARIO DE DAVID LEAN
PRODUIT PAR JOHN BRABOURNE & RICHARD GOODWIN
RÉALISÉ PAR DAVID LEAN TOURNÉ EN COLOUR BY TECHNICOLOR
© THORN EMI Film Finance PLC. 1984.

هكذا في الهند

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La Route des Indes

Un roman : heurt de civilisations au temps de l'Empire britannique.
Un film : David Lean a fait sienne la Route des Indes de Forster.

FORSTER ET LES ANGLAIS

par MICHAËL IGNATIEFF (*)



Judy Davis et Victor Banerjee.

David Lean

LE FILM DU VIEUX LION

DAVID LEAN, doyen du cinéma britannique, réalisateur de *Breve Rencontre* (1945), des merveilleuses adaptations de Dickens (*Les Grandes Espérances*, 1946; *Oliver Twist*, 1948), de ces deux très gros morceaux que furent *Le Pont de la rivière Kwai* (1957) et *Lawrence d'Arabie* (1962), David Lean revient avec l'adaptation de *La Route des Indes*.

Il ne fut pas le seul à vouloir adapter le livre de E. M. Forster. Satyajit Ray, le metteur en scène de *Pathar Fanchali* et de *La Maison et le Monde*, y avait songé dans les années 60, le romancier refusa, comme il l'avait déjà fait avec David Lean. « Je me méfie du cinéma, disait Forster, ils vont prendre le parti soit des Anglais, soit des Indiens. Je veux une adaptation équilibrée. » « Le livre, en fait, nous précise David Lean, était très anti-anglais. Forster se sentait un peu coupable, il avait été fortement attaqué lors de sa sortie en 1924. Il y a vingt-cinq ans environ, une jeune femme indienne, Santha Rama Rau, en tira une adaptation pour la scène, que je vis à Londres au Comedy Theatre; je la trouvai excellente. Mais je ne pus donner immédiatement suite à mon projet de film. »

Forster, qui mourut en juin 1970, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, légua les droits de son livre au King's College de Cambridge, où il avait fait ses études et où il vécut, hôte privilégié, une bonne partie de sa vie. Quand les légataires du romancier se décidèrent à en autoriser le tournage, ils pensèrent d'abord au cinéaste Lindsay Anderson (*If... et Britannia Hospital*), qui refusa l'offre. Anglo-Indien, c'est-à-dire né de parents britanniques en Inde, ayant grandi à Bangalore dans l'Inde du Sud - David Lean tourna une partie de son film non loin de cette capitale - admirateur du film d'Humphrey Jennings *A Diary for Timothy* (1945), dont Forster avait signé le commentaire inspiré, Lindsay Anderson eut peur, sans doute, de s'embarquer dans une superproduction.

Après un silence de quatorze ans, des projets avortés comme une version des *Révoltes du Bounty*, plusieurs tours du monde, David Lean accepte et prend en main un sujet qu'il va faire totalement sien. Il signe un contrat strict, qui l'oblige à ne pas

dépasser une durée de deux heures et quarante-cinq minutes. Le film sera produit par le groupe THORN-EMI, avec la participation de Home Box Office et de Columbia pour les Etats-Unis. L'argent manquant rentre à la toute dernière minute, à la veille du tournage. David Lean signe seul le scénario et les dialogues, alors que, précédemment, il avait collaboré avec des auteurs dramatiques connus comme Noël Coward, Terence Rattigan ou Robert Bolt.

Dans une lettre à son ami Syed Masood du 27 septembre 1922, deux ans avant la sortie du livre qui est en chantier depuis 1911, Forster déclare assez cynique : « Je pense que la plupart des Indiens, comme la plupart des Anglais, sont des merdes (sic), et il ne m'intéresse pas du tout de savoir s'ils sympathisent les uns avec les autres. Je ne suis pas intéressé en tant qu'artiste; bien sûr mon côté journaliste m'amène à me poser bien des questions. » Cet antagonisme profond entre deux cultures, deux civilisations, qui de toute façon ne se pose plus aujourd'hui dans les termes de l'époque, le cinéaste l'atténue pour raconter une belle histoire qui garde son piment, sinon son exacte saveur.

Mrs Moore (Peggy Ashcroft) part rejoindre son fils Ronny (Nigel Havers), magistrat. Elle est accompagnée d'une jeune femme, Miss Quested (Judy Davis), qu'elle pense marier là-bas à Ronny. Elles sont d'abord choquées de retrouver à l'autre bout du monde une Angleterre caricaturale des fonctionnaires imbus de leurs privilèges. Elles essaient de découvrir l'Inde véritable. Elles se lient avec un professeur humaniste, Fielding (James Fox), elles rencontrent un vieux sage hindou, Godbole (Alec Guinness), mais surtout un jeune médecin indien, Aziz (Victor Banerjee), qui offre de leur montrer le pays et de les conduire aux grottes de Marabar.

Un incident dramatique va faire basculer le récit. Dans ces grottes extraordinaires où l'écho semble mettre l'homme face à son destin, Miss Quested perd ses esprits, se retrouve un peu plus tard à la clinique, affirmant avoir été violée par Aziz. Un procès s'ensuit où les positions vont se cristalliser : la colonie anglaise fait bloc derrière Miss Quested,

LORS de sa première rencontre avec Edward Morgan Forster, Virginia Woolf confia à son journal : « J'ai vu Forster qui est timide comme une souris, mais très charmant quand il sort de son trou. » Plus caustique, son mari Leonard Woolf susurrerait qu'il était du genre à peindre une chaise de jardin d'une certaine couleur, puis à se demander toute la journée s'il n'aurait pas dû choisir un autre ton. C'était en 1915 et Forster n'avait pas encore écrit *La Route des Indes*, qui sera publiée en 1924.

C'est l'expérience de l'Inde qui transforma ce snob de Cambridge, homosexuel refoulé et auteur mineur de romans de mœurs, en un grand écrivain, maître de sa sexualité. Son premier séjour en Orient date d'octobre 1912 : il y fut poussé par le désir passionné d'échapper à l'atmo-

sphère étiquetée de l'Angleterre édoardienne, et par le sentiment, non moins passionné, qu'il portait à son ami Syed Ross Masood. Ce musulman à la personnalité massive, indomptable, avait été envoyé à Forster en vue de la préparation d'Oxford et du barreau, et il devint son premier amour (non partagé). L'étudiant était capricieux et se lassait vite des leçons du maître; alors il immobilisait son minuscule tuteur dans une étreinte d'ours, et le chatouillait jusqu'à ce qu'il arrête d'enseigner.

Masood était rentré en Inde, et il écrivait à Forster des lettres mélancoliques, emplies de nostalgie pour « ce charmant pays qui s'appelle l'Europe », et pour son vieux tuteur, dont il traitait l'homosexualité avec une insouciance musulmane, apte à libérer la conscience craintive de Forster.

A la différence de son compagnon de voyage Lowes Dickinson, qui n'avait que haine pour l'apparence désordonnée et négligée de l'Inde, et qui s'y intéressait en tant que problème social digne d'être étudié par un victorien philanthrope et militant, Forster fut conquis par la comédie et la violence propres à la péninsule, et par la sensualité pleine de douceur des musulmans qui devinrent ses amis et ses amants. L'homosexualité l'aide à briser les tabous qui, dans l'Inde impériale, maintenaient la séparation entre dominants et dominés. C'est avec épouvante qu'il découvrit l'évolution d'anciens amis de Cambridge, qui faisaient carrière dans l'administration civile anglo-indienne, et traitaient les Indiens comme un bétail qu'ils faisaient fuir en actionnant les avertisseurs criards de leurs voitures.

Quand on lui reprocha, dans son roman, la description cinglante qu'il faisait de cette administration civile, il répliqua froidement : « Vous dites que je ne les aime pas parce que je ne les connais pas vraiment. Mais comment pourrais-je les aimer, puisque j'aime les Indiens qu'ils n'aiment pas ? » Le désir sexuel avait fixé le choix de son camp

politique, et il s'y tint - dans son roman et dans sa vie.

C'était un libéral édoardien plutôt qu'un socialiste, et, comme tous ses amis du cercle de Bloomsbury - les Woolf, John Maynard Keynes - il soutint le mouvement indépendantiste indien. Le massacre d'Amritsar en 1919, au cours duquel des centaines d'Indiens qui faisaient une marche pacifique furent abattus par une fusillade de soldats anglais, pesa de tout son poids pour lui inspirer le ton d'ironie sauvage avec lequel il décrit les *sahibs* anglo-indiens.

Pourtant il a toujours souligné que le sujet du livre « n'était pas réellement la politique », mais « la quête par l'humanité d'une patrie plus durable, la terre et le ciel indiens comme incarnation de l'univers, l'horreur cachée dans les grottes de Marabar, et la délivrance symbolisée par la naissance de Krishna ». Quand on lui demandait d'expliquer ce qui arrive à Miss Quested dans les grottes de Marabar - élément central du livre comme du film, - il répondait qu'il n'en savait rien, mais qu'il voulait, à travers ce mystère, incarner le mystère de l'Inde et celui de la vie elle-même.

A un libéral édoardien, qui avait perdu la foi religieuse, l'Inde avait donc offert un refuge où il put exprimer ses désirs spirituels ardents étouffés par le sens commun étiré de l'Angleterre de son temps.

Dès sa publication en 1924, *Passage to India* fut vendu à soixante-dix mille exemplaires. Sa parution coïncida avec le procès du massacre d'Amritsar, et le livre contribua à faire basculer la classe moyenne vers des positions anti-impérialistes. D'abord considéré comme une satire enflammée contre l'impérialisme en Inde, il est devenu depuis, dans les écoles anglaises, un ouvrage consacré : pour les étudiants qui le lisent, son message anti-impérialiste va de soi.

Forster ne devait pas écrire d'autre roman. Ainsi que le conjecture son biographe P.N.

(*) Ecrivain.

Traduction BRIGITTE LEGARS.

location facilitée : les soirées ouvertes

Des salles entièrement réservées à la location (sans abonnements) pour les spectacles les plus demandés.

BULLETIN DE RÉSERVATION POUR LES SOIRÉES OUVERTES

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉL. _____

Cr-joint un règlement de _____

Je souhaite réserver _____ places

à □ 33 F □ 48 F □ 65 F □ 83 F

pour la représentation du :

□ jeudi 9 à 20 h 30 *Le Misanthrope*

□ vendredi 31 à 20 h 30 *Feydeau Comédies*

en un acte (avant-première)

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles.

Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée au moins 10 jours avant la date de la représentation choisie :

COMEDIE FRANCAISE - LOCATION BP 266

75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française

286.10.20

mai 85 en alternance

GOLDONI

L'IMPRESARIO DE SMYRNE

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE

les 5 et 19 mai à 14 h 30

les 2, 6, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 21, 24, 25, 26, 27, 28 mai à 20 h 30

MARIVAUX

LE TRIOMPHE DE L'AMOUR

Mise en scène de Jean HALLÉ-HALLÉ

les 12 et 27 mai à 14 h 30

les 3, 5, 7, 16, 20, 23 mai à 20 h 30

MOLIÈRE

LE MISANTHROPE

Mise en scène de Jean-Pierre VINCENT

les 8, 15, 28 mai à 14 h 30

les 4, 9, 12, 19, 22, 29 mai à 20 h 30

FEYDEAU

COMÉDIES EN UN ACTE

Mise en scène de Stuart SEIDE

le 31 mai à 20 h 30

AVANT-PRÉMIÈRE

LOUIS MARCOURÈS.

* Voir les films nouveaux.

286.10.20

286.10.20

286.10.20

286.10.20

286.10.20

286.10.20

Lire le cinéma

« Cinéma pleine page »,
au Forum du Centre Georges-Pompidou,
du 24 au 29 avril.
Toute l'édition cinématographique
de langue française,
sur 1 000 mètres carrés.
Une exposition/vente.

LE GUIDE DU CHERCHEUR D'OR

S'il fut un temps où deux ou trois collections bien établies fournissaient régulièrement des ouvrages de référence à un public de cinéastes, depuis cinq ou six ans, les livres de cinéma prolifèrent en une variété considérable que devrait faire apparaître « Cinéma pleine page », première manifestation du genre, organisée par Flammarion 4 et la BPI du Centre Georges-Pompidou.

En ce qui concerne l'histoire générale, il semble bien que personne ne se risquerait plus, aujourd'hui, à reprendre les travaux poursuivis pendant des années, d'un Georges Sadoul ou d'un Jean Mitry.

En 1982, les éditions Atlas avaient entrepris la publication en fascicules hebdomadaires du *Cinéma, grande histoire illustrée* du septième art composés d'articles, d'études synthétiques, accompagnés d'une riche iconographie. L'ensemble a été, finalement, réuni en dix volumes, faciles à consulter.

En octobre 1984, les éditions Atlas ont commencé, sur la même formule, le *Cinéma, grand dictionnaire illustré* répertorié, dans l'ordre alphabétique, acteurs, metteurs en scène, producteurs, scénaristes et tous techniciens du cinéma. Ce dictionnaire en est, actuellement, à la lettre O. Cela n'empêche pas de consulter ceux de Jean Tulard publiés chez Robert Laffont (collection « Bouquins ») car, après tout, les documents peuvent se compléter mais, l'attrait des illustrations, surtout auprès d'un public jeune, change, évidemment, les perspectives.

Pour prendre quelques livres parus depuis la fin de 1984, quels points communs peut-il y avoir entre le *Burlesque ou morale de la tarte à la crème*, de Petr Kral (1), le *Parfum de la salle*, de Michel Mesnil (2), le *Guide du cinéma* en deux tomes, de Gaston Hausrath (3), *Visconti, le sens et l'image*, de Youssef Ishaghpour (4), *David Wark*

Griffith, études sous la direction de Jean Mottet (5) et *Ciné-Actualités*, de Marcel Huret (6) ? Il n'y en a pas... à part le cinéma en lui-même, bien sûr. Chaque sujet, chaque attitude, obéissent aux conceptions propres des auteurs.

L'excellent livre de Petr Kral, tout chargé qu'il soit de connaissances, veut faire rêver sur le mode comique où la psychologie, la sociologie, l'érotisme, prennent autant de place que l'humour. On ne lit pas cela d'une pièce, on y va comme un chercheur d'or piochant des pépites, et on se laisse prendre aux fantasmes de l'auteur. Michel Mesnil fait rêver aussi avec *le Parfum de la salle* en noir, mais pour affirmer la spécificité du cinéma dans le lieu où il peut, où il doit être goûté. Il oppose les fantômes, dans la nuit des salles, aux nouvelles techniques de diffusion. Quand l'historien ou le critique pense, écrit, de façon subjective, il lui faut rencontrer les compléments de sa subjectivité.

En revanche, le *Guide du cinéma* de Gaston Hausrath est un utile et bon travail d'initiation à l'histoire et à l'esthétique du cinéma où l'auteur donne une somme de base d'informations objectives. *Visconti le sens et l'image* est un livre savant, analyse thématique reliée aux formes, à l'histoire, à l'esthétique, à la philosophie. L'ouvrage sur David Wark Griffith, d'inspiration universitaire, réunit les travaux collectifs d'un colloque international tenu à Paris-I, Panthéon, Sorbonne, en janvier 1983 et, dans l'optique où il se situe, il est absolument indispensable. Enfin, *Ciné-Actualités* est l'histoire passionnante et jamais faite de la presse filmée (1895-1980) par un journaliste et critique ayant appartenu, dans les années 60, à l'équipe rédactionnelle de Pathé-Journal.

Sauf pour ce qui est des maisons d'éditions comme PAC et Edilg, dont les collections - li-

vres ou albums - sont consacrées à des réalisateurs et à des acteurs (Depardieu arrive chez Edilg), on pourrait multiplier les exemples d'éclectisme dans l'exploration du domaine cinématographique. Ainsi, chez Henri Veyrier, *Hollywood cake-walk*, le deuxième tome des Mémoires de Claude Autant-Lara (7), consacré à sa courte expérience hollywoodienne au début du parlant (style imprécatrice, ironie mordante, pamphlet bouillonnant contre l'occupation culturelle), voisine-t-il avec *Cinéma expressionniste* de Francis Courtyade (8), ouvrage d'un familier de la culture allemande racontant, en fait, l'histoire de l'expressionnisme et de ses prolongements contemporains, dans la peinture, le théâtre, l'architecture et les films. Ce genre d'étude est rare.

On en apprendra davantage sur les « politiques » d'édition cinématographique, en lisant le *Répertoire général de l'édition cinématographique de la langue française*, conçu pour accompagner la manifestation du Centre Georges-Pompidou, et qui sera mis, ensuite, en vente, en librairie. Rien que la liste des éditeurs spécialisés ou ayant adjoint un petit rayon cinéma à leur fond littéraire est étonnante. Nous reviendrons en détail sur cet ouvrage qui répond, justement, à pas mal de questions. Il est publié chez Filmmédias, de Pierre Lherminier, qui en a assuré la coordination générale avec l'équipe de la BPI.

Pierre Lherminier dirigea longtemps la célèbre collection « Cinéma d'aujourd'hui » des éditions Seghers, bio-filmographies de grands réalisateurs français et étrangers, et se consacra, ensuite,

à ses propres publications. Il remet actuellement en circulation, sous de nouvelles présentations, de nouveaux formats, avec mises à jour s'il y a lieu et beaucoup d'illustrations, *Jean Vigo* (par lui-même), *Max Ophüls*, par Claude Beylie, *Jean Grémillon*, par Henri Agel, *John Huston*, par Robert Benayoun, *Gérard Philipe*, par Georges Sadoul, *le Cinéma japonais au présent*, par Max Tessier, et sort *Marilyn Monroe, un autre regard*, par Norman Rosten. A côté de ces ouvrages qu'on pourrait dire « classiques », Pierre Lherminier a établi et présenté pour la Cinémathèque française (9) l'édition des écrits cinématographiques de Louis Delluc, qui en est à son premier tome. Delluc écrit sur et pour le cinéma, il réalisa des films. Langlois souhaitait sa redécouverte par une « intégrale ». Elle est en cours.

JACQUES SICLIER.

- (1) Editions Stock « Cinéma », collection dirigée par Michel Ciment, 342 p. ill., 149 F.
- (2) PUF écriture, 282 p. ill., 95 F.
- (3) Editions Cyros, tome I, 190 p. ill., 65 F.; tome II, 224 p. ill., 69 F.
- (4) Essais-Editions de La Différence, 244 p. ill., 120 F.
- (5) Publications de la Sorbonne, Editions L'Harmattan, 334 p. ill.
- (6) Editions Henri Veyrier, 192 p. ill., 240 F.
- (7) Editions Henri Veyrier, 408 p. ill., 150 F.
- (8) Editions Henri Veyrier, 240 p. ill., 225 F.
- (9) Louis Delluc - *Ecrits cinématographiques I - le Cinéma et les cinéastes*, Editions Cinémathèque française, 350 p. ill., 180 F.



Louis Delluc, vu par Spati (1923)

TOURNAGE

par JACQUES AUDIBERTI

En 1962 sort la Poupée, une drôle d'histoire, cocasse, où les images dansent. Scénario et dialogues : Jacques Audibert. Le réalisateur, Jacques Barater, a retrouvé dans ses cartons ces impressions de tournage, dont nous publions des extraits. Le film est présenté de nouveau à Paris, en cette année 1985 où l'on célèbre le vingtième anniversaire de la mort du poète.

LES groupes électrogènes marchent à l'essence, paradoxale généalogie. Ils grondent et vibrent dans les camions bleus ancrés près du tournage. Passants et voisins saluent d'un regard de convoitise ces véhicules forains où se fabrique, sinon le cinéma, du moins cela qui, jusqu'à nouvel ordre, en serait la matière première : le lumière. Cette lumière voyage dans une chevelure de câbles noirs à même le sol, tous en cuivre flexible à peu de caoutchouc. Le pied cherche à les éviter sans trop savoir s'il en a peur ou s'il a peur de les écraser. Bout à bout, ils traverseraient Paris. Mais la lumière qu'ils transportent se manifeste à 100 mètres de là, sur le plateau.

Ramifiée à la faveur de serpents aériens, elle aboutit au verre strié du hublot des projecteurs, parais à des mortiers d'infanterie. Ces projecteurs, des acrobates de l'électricité capables de gravir la tour Eiffel par une face et de redescendre par une autre face les accrochant aux échafaudages de métal qu'ils montent et bouloignent au préalable. Tendus à 4 000 ampères, la lumière des sine et forme le cube éblouissant où les acteurs sont pris comme dans un bloc de glace embrasée à la substance de laquelle ils finiront par se confondre, en fondant pour tout de bon.

Le banquet mondain rassemble, autour du dictateur en manteau blanc, le président du conseil et le poète officiel du régime, ainsi que de nombreux seigneurs et maintes dames. On entend bouillir le champagne dans les flûtes et le sang dans les veines surchauffées. Une clarté déversée et terrible comme la vérité pénètre les acteurs par les yeux. Les yeux, du coup, servent moins à voir qu'à permettre qu'on vous voie. Vous baignez dans une invase optique qui vous vide plus ou moins de votre âme, dont elle surexcite en même temps le vi-

sage corporel. En outre, elle vous recharge en vitalité végétale. Des contours à la craie emprisonnent vos emplacements. Le visuel de la caméra vous agrandit et vous magnifie en vous encastrant sans recours. Un technicien à 100 mètres, mesure votre distance à l'objectif. Un cheveuement de voix psalmodie une formule d'un ritualisme inquiétant : « Prêt ? Allons-y. Moteur. » Cependant que, quelque part, un timbre féminin, palpitant de zèle et d'amour, lance : « Ça tourne », pour les gens du son, lequel n'est pas encore le son vrai, seulement le son témoin. Vous qui jouez dans la Poupée, ou dans toute autre bande à destinée commerciale, en dehors des livres gambades du selz mill-mètres, vous vous transformez, sous la houlette de la maquette, en pâte physique et mentale, modelable et utilisable à merci. Bref, le sens profond de la lumière au cinéma, serait d'agir sur les acteurs, de les hypnotiser, de les séduire, de les faire sortir de la matière en scène (bien long ce terme, bien trop long) puisse en faire ce qu'il veut (...).

Aux ordres de l'artiste en chef, la monteuse, penchée sur sa visionneuse, des filanes de pellicule en principe ininflammas suspendues près d'elle au moyen d'épingles de blanchisseuse, se ruine les yeux, comme jadis Rachide en proie aux manuscrits, sur le film qui défie en petit format. Elle taille, coupe, colle, recolle, jusqu'à ce que ne reste, des images manipulées, que l'exquis (...).

A propos d'une marionnette photographiable en couleurs, j'ai découvert l'usine à rêves, la caverne ensorcelée où se fabriquent des ombres pétrées de chair. Là se rencontrent les deux vieilles branches de l'humanité, la poésie et l'industrie. Au service d'un récit baroque, il m'émeut de voir se dépenser une bande hétéroclite, homogène, les machines, les acteurs, les électros, les caméras, le régisseur, le prépondérant opérateur, les décorateurs, les accessoiristes, l'habilleuse, la maquilleuse, les actrices, les types chargés du chariotage, tant avant qu'après, l'attaché de presse, le metteur en scène et celle qu'il faut bien appeler le script.

* République Cinéma, à partir du 24 avril, à 20 heures. Cycle « Trop tôt, never late ».

Terminator

PROGRAMMÉ POUR TUER

L'arrive dans l'éclair blanc de la foudre, nu et en contre-jour. Il se lève, toujours nu et de dos, au bord de la terrasse qui domine la nuit striée de lumières. « A nous deux L.A. », pourrait-il penser, mais il ne pense pas. Des trois punks qui s'asticoient non loin de là, il se débarrasse en trois gestes meurtriers, s'empare de leurs vêtements, s'en va dans la ville. Il est venu jusque sur nos murs, blouson noir, ouvert sur les pectoraux impressionnants, cou en colonne, lèvres serrées, lunettes noires dont un verre est gravé de chiffres rouges, cheveux en brosse hérissée... A peine si l'on reconnaît Conan dans le nouveau look d'Arnold Schwarzenegger pour le film de James Cameron, *Terminator*, Grand Prix au Festival d'Avoriaz.

Un terminator est un robot recouvert de chair et de peau. Si bien imité de l'homme que seuls

les chiens y flairent quelque chose de louche. Celui-ci vient de l'an 2020, temps de ruines où les hommes sont tenus en esclavage par les machines. Il vient pour abattre Sarah Connor avant qu'elle mette au monde le fils qui apprendra aux humains à se révolter et à se défendre. Il consulte l'annuaire du téléphone et commence à tuer toutes les Sarah Connor.

Seulement, du même futur et en même temps que lui, est arrivé un homme nu, couturé de cicatrices, un blond aux traits réguliers (Michael Biehn) qui dépouille de son pantalon un clochard imbibé, vole des vêtements plus décentés dans un supermarché. Il est là pour sauver la mère du futur sauveur. Et commence une formidable chasse d'une brutalité inouïe. Arnold Schwarzenegger, filmé de ma-

nière à paraître gigantesquement grand et à mettre en valeur des muscles hypertrophiés, bardé d'armes (volées) et de cuir clouté, un fusil dans chaque main, tire, casse les portes d'une pichenette, soulève des mastodontes entre deux doigts, se lance en voiture dans un commissariat où il écrase, fracasse, massacre, indifférent aux balles qui le traversent, cisaille ses membres endommagés, sans une grimace, sans un sourire, inexpressif à tout jamais. C'est l'image de la violence brute, la plus simple donc la plus efficace du fantasme de peur.

Contre lui, l'homme a l'avantage de la raison et de la ruse. Il sait résister à la souffrance, se défendre, tuer aussi et fuir. Fuite dingue dans laquelle il entraîne une Sarah Connor (Linda Hamilton) chaussée de baskets - on n'ose imaginer ce qui serait arrivé si elle avait mis des escarpins.

Elle apprend vite à éviter les obstacles qui se caramboient au cours de ce jeu de piste cauchemardesque, à devenir « forte ». Au seul instant de détente, elle ne perd pas son temps et déniaise le puceau protecteur venu du futur. C'est l'immaculée conception à l'envers, neuf mois plus tard naîtra un fils...

Mais d'abord il faut détruire le terminator, écraser la puce qui fait fonctionner l'infernal robot programmé pour tuer, qui littéralement renait de ses cendres sans plus de chair ni de peau ni de sang, squelette d'acier plus mutilé qu'un chef d'Etat soumis à l'acharnement thérapeutique, et qui avance, avance toujours car il ne peut pas ne pas accomplir son destin. D'ailleurs, on annonce *Terminator part two*.

Ce premier épisode est un modèle du genre, manifestement réa-

Machine irresponsable
créée par l'homme.
Un robot perfectionné,
qui ressemble à Arnold
Schwarzenegger,
est venu du futur pour tuer.
Poursuites, violence, suspense,
situation classique
du cinéma d'épouvante.



Arnold Schwarzenegger

lisé avec un budget très moyen, mais le côté maquette donne un étrange impression de jouets pris de folie. James Cameron joue sur une seule corde, celle de la panique. Il y accroche les traits stéréotypés des mégapoles 1984, date fatidique du film - amour en disco, vacance, allumés des rues sales - et pour 2020, les images pénibles du présent détérioré - révoltes survivants d'une guerre atroce, torré dans une cave sous la permanente menace d'une descente des machines ruses, réduites à rien, mais pas à l'insupportable dégénérescence de la famille, un tabou, que le cinéma

d'épouvante n'a pas encore transgressé. James Cameron se contente de faire vibrer les nerfs, et comme il n'accorde pas le temps de respirer, on marche à fond. L'intérêt d'une suite à *Terminator*, outre la présence inénarrable d'Arnold Schwarzenegger, serait d'éclaircir une ambiguïté. Car après tout, ce fils Connor, dont parle avec adoration l'homme qui sera son père, on ne le voit jamais... Qui sait s'il n'est pas lui-même son père.

COLETTE GODARD.

* Voir les films nouveaux.

Giacometti

UNE MUSIQUE DE L'ESPACE

ALBERTO GIACOMETTI fut un artiste de première grandeur, aussi bien comme sculpteur que comme peintre et comme dessinateur. Mais le dessin fut pour lui le domaine fondamental, celui qui est à la base des deux autres, celui où ses dons se manifestèrent en premier. La réunion de quatre-vingt-huit de ses dessins à la galerie Claude-Bernard est une véritable fête pour l'œil intelligent, c'est-à-dire l'œil qui écoute (pour reprendre un titre de Paul Claudel), qui suit, comme un développement musical, l'enchaînement des lignes les unes aux autres, le flux des courbes et des contre-courbes, le mouvement baroque des ondulations et les grands axes obliques verticaux ou horizontaux.

Les parties crayonnées et celles restées vides s'animent mutuellement. Il y a une analogie entre l'univers, où la matière est constituée principalement de vide, et les dessins d'Alberto Giacometti. Il n'y a pas d'hétérogénéité entre le trait et la page blanche, le trait émane de cette page blanche, il en est l'expression, comme la musique est l'expression du temps.

Il ajoute souvent des coups de gouge qui ne sont pas là pour effacer un détail raté, mais pour exprimer davantage l'incertitude et la précarité de la vision. Un dessin était ressemblant comme un ensemble suffisant, plein et cohérent, cet effacement et les traces qu'il laisse arrachent le dessin à la convention illusionniste, et expo-

sent sa nature de construction intellectuelle. On dirait l'intrusion d'un rayon d'antimatière. Par leur direction, ces coups de gouge ajoutent des axes de construction, et servent à orchestrer les lignes.

La musicalité du geste dessinant d'Alberto Giacometti, la valeur du trait en lui-même, le rapprochement de l'art abstrait, lyrique. Il tint néanmoins à rester exclusivement figuratif, car il n'était préoccupé que par ses recherches sur la traduction en art des rapports de la pensée et de la vision. Il ne voulait pas représenter quelqu'un marchant dans la rue de la même façon que s'il était mort, car mort il pensait son poids, vivant et marchant il donnait une impression de légèreté : pour traduire en art cette légèreté, il allongeait et amincissait ses personnages. Cela, comme son souci de rapetisser les personnages, puisqu'on les voit petits quand ils sont loin, a été maintes et maintes fois écrit par lui-même et par ses exégètes.

Dans ses natures mortes, il peut accumuler les objets à profusion, il ne donne jamais l'impression d'encombrement, de « choses en trop » comme dans la *Naufrage* de Sartre. La mise en page équilibrée des zones vides et du réseau de lignes est chaque fois novatrice, et les axes de perspective des tables et des tabourets relient ces vides aux courbes plus denses des pommes ou des assiettes.

Dans ses paysages, les traits s'identifient aux branches des



Stamps



Portrait d'Alain Maeght

arbres et au vent lissant les courbes des alpages. Le nu debout (n° 68, 1961) est d'une belle venue avec l'étagement des vides et des lignes nouées modelant le corps dans l'espace. Le portrait de Matisse (n° 25), daté du 30 juin 1954, est fait d'une série de traits courbes, qui rendent pleinement compte des volumes du torse et de la tête. Des nuances infinitésimales, dans l'inclinaison des lignes pour la bouche et les yeux, lui donnent une belle expression attentive et émerveillée.

Autre chef-d'œuvre, le portrait d'Annette (n° 58, 1960). La ligne bordant la joue manque, elle n'est pas nécessaire car tout le reste du dessin, et l'habitude de la vision, la suggère et laisse un blanc qui fait respirer l'image. En revanche, des traits sans cause anatomique, mais justifiés plastiquement, relient la tête au fond.

L'exposition est judicieusement complétée par des photographies d'Alberto Giacometti prises par son ami de longue date, Henri Cartier-Bresson. L'une d'elles, le représentant marchant dans les rues de Stampa, est caractéristique, avec ses angles sombres d'ombres portées sur les murs clairs, de l'esprit de géométrie qu'Henri Cartier-Bresson allie à l'esprit de finesse. Une autre représente Alberto Giacometti dans son atelier, penché vers une sculpture, en compagnie de Pierre Josse, le seul sculpteur, avec son frère Diego Giacometti, qu'Alberto voyait souvent et admirait. Pierre Josse avait une brillante situation dans une banque, et son dégoût des démarches nécessaires pour se faire connaître le dissuadèrent d'exposer. Il est mort en décembre dernier, et, à la

suite de la donation faite aux musées de la Ville de Paris, une exposition révéla au public un autre sculpteur de génie.

Toujours insatisfait dans sa quête de l'impossible, Alberto Giacometti aurait détruit beaucoup de beaux dessins si Diego ne les avait sauvés. Il faisait quelques réserves sur ses peintures et se désolait de ne pas atteindre exactement ce qu'il voulait en sculpture, le domaine qu'il avait le plus à cœur. En revanche, il reconnaissait sa grande maîtrise en dessin, restant insatisfait tout de même, disant que c'était un art de moindre importance que la sculpture.

En voyant les dessins exposés à la galerie Claude-Bernard, comme les portraits peints et sculptés de Diego, d'Annette et de ses autres modèles sans cesse interrogés, et ses sublimes trois

Alberto Giacometti dessinateur, ou la traduction des rapports de la pensée et de la vision. Un des plus beaux styles de l'histoire de l'art. Galerie Claude Bernard, une fête, une rencontre amicale.

BERNARD FRAISSE.

P.S. - Le papier, selon sa qualité, fonce plus ou moins avec les années, s'il est exposé aux rayons ultraviolets de la lumière naturelle. Le trait de crayon reste à peu près stable, mais celui de stylobleu disparaît complètement, et assez vite. Aussi, pour éviter que les chefs-d'œuvre ne soient transformés en vestiges de chefs-d'œuvre, leurs heureux propriétaires pourraient s'inspirer des dispositions du Musée des Beaux-Arts de Dijon, où les dessins et pastels sont protégés par un petit rideau qu'il faut tirer ou soulever. A tout le moins, l'éclairage doit rester faible, avec des lampes émettant peu de rayons ultraviolets.

Marc Riboud

LE PHOTOGRAPHE, LE MONDE ET LE PERSONNAGE



Au Musée national d'art moderne de la Ville de Paris s'ouvre la première rétrospective consacrée à Marc Riboud : prises entre 1954 et 1984, cent cinquante photographies en noir et blanc, dont de nombreuses inédites, et vingt tirages couleur grand format

« Quelle a été votre première photographie ? »

« C'était à Bouilly, dans la banlieue de Lyon, où je suis né. J'avais sept ans, je me promenais à bicyclette, un couple d'amoureux était arrêté à moto et voulait se faire photographier avec leur appareil. Ils m'ont fait signe. J'étais très timide, maladivement timide. C'est curieux, cette image me revient. Ils se sont enlacés devant moi, je tremblais, je n'osais pas les regarder, j'ai appuyé vite sur le bouton, j'ai rendu l'appareil et je suis reparti sur ma bicyclette. En même temps que l'image me revient la surprise de mon action : j'avais photographié quelque chose qui, en regard de mon éducation bourgeoise et catholique, ne devait pas être bien. Mais dire non au couple m'aurait encore plus dérangé. Ce conflit est resté dans ma vie : ne pas vouloir violer l'intimité, mais tout de même faire la chose, prendre la photo. »

« Vous aviez du mal à parler ? »

« On m'appelait le taciturne. J'osais à peine parler à mon père et à mes frères aînés. J'écoutais. On m'a dit : « Tu ne parles pas, peut-être tu pourras regarder. » Je trouve formidable l'expression « donner le jour », c'est aussi donner à voir. Ma mère et mon père m'ont passé ce désir de regarder. En 1910, après avoir fait Sciences-Po, mon père est parti pour un tour du monde avec un Vest Pocket Kodak. Il a tenu son journal de voyage. Ce petit appareil se mettait dans la poche, il avait le diaphragme, la vitesse, et on pouvait écrire la légende de chaque photo à même la pellicule. En 1937, mon père me l'a donné. J'avais quatorze ans ; je suis allé visiter les châteaux de la Loire et l'Exposition universelle, j'ai pris deux ou trois bobines de douze vues, format 6x9. J'ai été stupéfait quand mon père a montré mes photos à ses amis : en voyant passer entre leurs mains les petits tirages glacés avec de la dentelle, au bord, j'ai senti en moi un plaisir

curieux mêlé à la culpabilité de me dire que c'était sûrement ça, un plaisir. J'avais une façon de rester seul dans un grenier avec mon train électrique ; après le dîner, mon père y entraînait ses invités, ça me remplissait d'une sorte de vanité et en même temps je voulais qu'ils partent. Jusqu'à dix-neuf ans je n'ai pas eu un ami, je n'osais demander mon chemin à personne ; ce couple d'amoureux, je n'aurais pas pu lui parler. Cette timidité du contact par la parole m'a amené à davantage regarder. Je ne crois pas à la vocation, mais à la prédilection. J'avais de bonnes notes en géométrie et après le bac je suis entré dans une école d'ingénieurs, où je me suis ennuyé. »

« Ce besoin de distance personnelle est resté présent dans vos photos. »

« Oui, il y a cette crainte d'aller trop près des gens, et cette autre force qui me pousse à aller plus près pour voir. J'ai longtemps connu cette double tension qui m'a fait avancer et reculer, dans ma photographie aussi. Mes premières photos des années 50 sont meilleures que celles des années 70. »

« A quel moment avez-vous pris conscience de la photographie en tant qu'art ? »

« En tant que moyen d'expression ? Je crois que c'est en voyant les premières publications, dans *Verre*, de Cartier-Bresson, Brassai, Doisneau. En 1949, mon frère Jean m'a rapporté de New-York une petite plaquette du Musée d'art moderne, qui avait monté la première exposition de Cartier-Bresson. Il y avait des photos que je ne comprenais pas du tout : par exemple, un escalier qui tourne, un cycliste qui passe. J'ai mis longtemps à comprendre l'importance de la forme spontanée. »

« N'avez-vous jamais eu l'impression, après coup, d'être devenu un délégué légal (ou en permission) de l'œil de Cartier-Bresson ? »

« J'étais ingénieur quand j'ai connu Cartier-Bresson. Il m'a

interdit de quitter mon métier. Son interdiction m'a stimulé. J'ai pris huit jours de vacances pour faire des photos et je ne suis jamais retourné à l'usine. L'influence et le rejet de l'influence ont été inconscients et je peux dire très nettement qu'ils ont varié dans le temps. Au début j'ai découvert, comme un jeu géométrique, le souci de composition picturale. Je ne savais pas qu'on pouvait se servir de cet outil, de cette grammaire : c'était un circuit, un labyrinthe dans lesquels je me suis engagé, comme si la clef m'en était donnée. En 1954, j'ai entendu Chim ou Capa dire : « Ils ne faut plus que Marc regarde les feuilles-contacts d'Henri. » Après, souvent Henri m'a demandé de l'aider à éditer des contacts, et lui m'a aidé à éditer les miens. La première photo que j'ai publiée en Amérique, celle des petites filles qui se rha-

billent, avait comme légende : « Marc Riboud, le protégé de Cartier-Bresson » ; ça m'a rendu viscéralement malade. C'est évident que j'ai tout appris par Cartier-Bresson, je ne l'ai pas choisi et lui non plus ne m'a pas du tout choisi. Mais j'ai été marqué par lui, je dirais presque en dehors de l'acte photographique : dans le comportement vis-à-vis du monde, des gens, du voyage. »

« C'est quoi, le système d'une photo : l'événement géométrique, ou la métaphore (comme cette contrebas-cercueil que vous faites tenir de loin à des passants) ? »

« A propos de cercueil, je viens de faire un voyage dans les montagnes chinoises de brume. Je cherche à fuir le soleil et les projecteurs. Et j'avais un traducteur de vingt et un ans, qui n'est jamais sorti de Chine, à la Proust

et Sartre. Il se trompait sur certains mots. Je lui parlais d'un album de photos, d'un recueil, et lui me disait : « Tu vas aussi me mettre dans ton cercueil ? » ou « Quel beau cercueil tu vas faire ! »

« Pourquoi toujours cette attirance pour la brume ? »

« Oui, l'ombre aussi. Quand on photographie, le soleil est un peu l'ennemi, techniquement c'est plus difficile, et les à-plats blancs sont désagréables à l'œil. Je me suis abîmé les yeux avec le néon des tables lumineuses, c'est en partie pour ça que j'ai arrêté la couleur. Je connais des photographes qui emportent de petites bombes fumigènes pour créer de la brume ; je dois vous avouer que, parfois, j'aimerais faire comme eux. La brume efface, élague, simplifie, elle détache les plans, elle donne moins de choses à organiser dans l'espace. »

« Qu'est-ce qui déclenche la photo ? »

« Il y a des jours où l'on est extraordinairement plus réceptif, où ces différentes tensions parallèles du désir d'observer, de la surprise, de la discipline de la forme semblent converger miraculeusement. Il y a des jours où ces convergences existent et d'autres où l'on se repère dans ses propres nuages. Le goût de voir me fait croire au surréalisme au sens propre : cette coïncidence de la forme, d'une perspective et du personnage. Cette tension qui monte, ou a l'impression qu'elle rime avec ce qui se passe devant soi. On appuie sur le déclencheur par réflexe, dans cet état second. Je voudrais mettre en exergue de mon prochain livre un vers de Paul Eluard : « Délicieusement viol lumineuse éphémère azur dans les veines ». »

« Le monde entier est-il intéressant ? »

« Dans le sens du globe-trotter, parcourir le monde, je l'ai fait. Ce n'est pas une gâlerie ; quand on me demande le pays que je préfère, invariablement je

réponds : c'est celui d'où je viens. Comme on préfère revoir les personnes qu'on aime plutôt que vouloir découvrir tous les jours de nouvelles personnes, dans des rapports rapides à fleur de peau. Ce n'est pas par paresse ou par simplification, mais je suis retourné vingt fois à Prague, alors que je n'ai jamais mis les pieds à Bucarest. Et je retourne inlassablement au Moyen-Orient, au Japon, en Chine. Un jour, Chris Marker m'a demandé : « As-tu vu ce Bouddha à la sortie d'Osaka qui se promène au milieu des pylônes électriques ? » Je note ça quelque part et un jour, en revenant de Pékin, je vais chercher la route avec les pylônes et je trouve le Bouddha. C'est souvent ça, pour moi, une photo : retourner à la phrase d'un ami ou à une image remarquée. »

« De la Chine à Naples, qu'est-ce qui change ? »

« Plus je me balade et plus je trouve des ressemblances. Je pourrais vous dire que Naples ressemble plus à Shanghai qu'à Pékin, et que les sud de chaque pays se ressemblent, même plus au nord. Le Nord-Vietnam est austère, rigide comme le nord de la Chine, comme Saigon et comme Canton. Le sud de l'Italie ressemble plus au sud de la Suisse et de l'Allemagne que le nord de l'Italie ne ressemble à ses voisins. Au fond, la gamme des sentiments des hommes et des femmes est tellement semblable : la jalousie, l'humiliation, l'affection, l'antagonisme. Les Orientaux éclatent de rire pour couvrir leurs émotions. La photo enregistrera de la même façon le rire du Japonais qui raconte son deuil et les larmes de la vieille Napolitaine. L'émotion de l'un et de l'autre sont au même diapason. C'est pour ça que l'image du visage est parfois injuste : la photographie peut mentir et trahir une émotion. »

Propos recueillis par HÉRVÉ GUIBERT.

سكنا من الحاصل

Sélection

CINÉMA

« Divorce à Hollywood » de Charles Shyer

Retours en arrière dans la vie d'un couple, à partir d'un procès : une fillette de neuf ans demande au tribunal le divorce de ses parents séparés qui la tirent à hue et à dia. Le réalisateur, dont c'est le premier film, mène son sujet sur un ton humoristique, renforçant l'immatérialité fondamentale de deux adultes représentatifs de la génération arriviste des années 70. — J. S.

ET AUSSI : *La Maison et le Monde*, de Satyajit Ray (vies privées, et l'univers en mouvement). Au-delà des murs, de Uri Baruch (idem une prison, le rêve commun des juifs et des Arabes). *Poudre au vinaigre*, de Claude Chabrol (la France policière et politisée). *Ejnalika*, de Shohal Imamura (les jeux se déchaînent).

THÉÂTRE

« Quartett » aux Amandiers

Heiner Müller, le plus international des auteurs allemands, écrit à sa manière une suite aux *Liaisons dangereuses*, la dernière rencontre de Merteuil et Valmont que Patrice Chéreau met en scène comme un impossible adieu. Le couple libertin, vieilli, s'affronte et s'aime. Vampires

épuisés, Merteuil et Valmont jouent pour eux-mêmes les personnages dont ils ont nourri leur existence commune, la prude Tourvel, la vierge Volange. Dans la nuit qui vient, ils tâtonnent, se cherchent, s'enlacent, s'arrachent l'un à l'autre. Michèle Marquis et Roland Bertin sont tout simplement extraordinaires. — C. G.

ET AUSSI : *La Fausse Suivante*, aux Amandiers (comme un reflet cruel de *Quartett*). *Les Égarés du cœur et de l'esprit*, au Sorano, Vincennes (l'éducation des sens). *En attendant Godot*, à l'Atelier (trois acteurs sur orbite). *La Musica*, au Rond-Point (Duras, Saint-Froy, Mito-Mitoul, Place de Bréteuil à la Carrouxerie de la Temples (les grincements de l'absurde)).

MUSIQUE

Karajan, Davis, etc.

Semaine de chefs d'orchestre à Paris avec, à tout seigneur tout honneur, Herbert von Karajan et son Philharmonique de Berlin où tout semble rentrer dans l'ordre : Mozart et Strauss (le 28), Brahms (le 30), à la salle Pleyel. Plus rare encore est la présence de Sir Colin Davis, qui devrait nous valoir une *Damnation de Faust* mémorable, avec Jessye Norman, José Van Dam, Thomas Moser, l'Orchestre national et les chœurs de Radio-France pour « Prestige de la musique » (Pleyel, le 27). Mais n'oublions pas un autre Sir, Charles Mackerras, dans un beau programme Haydn avec l'Ensemble orchestral de Paris (Gaveau, le 25 avril), que dirigera ensuite Yehudi Menuhin dans des œuvres de Beethoven et Bartok (Pleyel, le 29). Quant à Armin Jordan, avec son Orchestre de chambre de Lausanne, il se consacrera à Mozart, avec José Van Dam (TNP Châtelet, le 29).

Le « Rigoletto » de Lioubov

Yuri Lioubov a engagé une longue collaboration avec l'Opéra de Nice, qui débute avec *Rigoletto*, dans une production florentine qui eut quelque malheur en raison du conformisme des chanteurs italiens. Nouvelle occasion d'apprécier l'avenir de la vaste salle de l'Acropolis (les 26, 28, 30 avril et 2 mai). — J. L.

ET AUSSI : Hommage à Henri Tomasi (Abbaye de St-Victor, Marseille, le 25) ; Passion selon St-Jean, de Bach, dir. J. Grunberg (St-Victor, les 25 et 30) ; la *Caroline et le mariage*, de Rossini (LBO, les 26 et 28) ; Tourcoing, les 4 et 5 mai ; *Quintet Barok* (Gaveau, le 26) ; *Joseph des Prés*, par la Chapelle royale (St-Julien le Pauvre, le 27, à 18 h 30 et 21 h) ; *Poussier From Heaven*, de John Cage (Grande Halle de La Villette, les 27 et 28, à 18 h) ; *Layla Gencer* (Athénée, le 29) ; *Rencontres Musiques*, Musiciens à l'Aro-Sanans (Salle royale, du 1^{er} au 5 mai : ren. 871 46-11).

DANSE

L'Ontario au Centre Georges-Pompidou

Panorama chorégraphique d'une province canadienne. Après le théâtre-danse de Robert Desrosiers, alternent Dany Grossman, formé chez Paul Taylor et engagé dans la défense des valeurs humanistes, Suzan McPherson, qui danse chez Charles Weidman, et le Dancemakers, troupe hétéroclite assez représentative de l'esprit des années 70. — M. M.

ET AUSSI : *John Neumeier* au Théâtre de la Ville (celui qui a fait de Hambourg la capitale du ballet).

JAZZ

François Jeanneau au Music-Halles

Repli sur les petits clubs : l'occasion est trop belle d'entendre les instruments sans trafic et de voir les gestes de la musique. Rythmique au Music-Halles (27, rue Saint-Denis). Tony Rabeson l'efface et Michel Benita le solide. Avant-scène : Marc Ducret, guitariste d'avant qui ne manquera pas de surveiller tous les guitaristes de la place (jazz ou pas), et François Jeanneau : le son, la qualité d'improvisation et de composition, le tempérament enfin. — F. M.

ET AUSSI : Lou Donaldson au New-Morning ; Philip Catherine et R.H.O.P. au Petit-Opportun.

EXPOSITIONS

Jean Amado au Musée des arts décoratifs

Vingt-cinq sculptures majeures, grandes pièces de ces dix dernières années : massifs montagneux érodés, comètes, roches creuses alvéolées, habitat troglodyte, architecture de terre ; nefs, carènes aux flancs généraux pétrifiés, sur laquelle piste désertique d'Afrique ou d'Amérique... Le potier sois devenu sculpteur chemine seul, de plus en plus monumental. — G. B.

ET AUSSI : *Musée imaginaire des arts de l'Océanie*, au musée des arts africains et océaniques, Fernand Léger, œuvres de 1913 à 1953, galerie Louise Leblond, éd. l'Éclat, d'Ubu (1953), gouaches et collages, galerie Marwan Hoss, Paul Klee, les dix dernières années, galerie Karl Klinker, Giacometti, dessins, galerie Claude Bernard.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

LES IMMATÉRIELLES. Espaces communs, 5 étages. Jusqu'au 15 juillet.

IMAGE ET SCIENCE. Jusqu'au 20 mai. La VOIX. Maintenance et ailleurs. Jusqu'au 10 juin. FERNANDO PESSOA, poète, philosophe, 1898-1935. Grand foyer. Jusqu'au 27 mai. BPL.

DES YEUX AU BOUT DES DOIGTS. Le joueur de phoque. Bibliothèque des enfants, Piazza. Jusqu'au 10 juin.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (277-12-33).

Musées

JAMES TISSOT, 1836-1902. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-63-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

SALON DE MAL Grand Palais, avenue Winston-Churchill. T.J., de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} mai inclus.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 x 13 de J.-H. Lartigue. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (296-10-34). T.J., de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

1^{er} BIENNALE DE PARIS. Grande Halle, parc de la Villette (256-45-11), saut lundi de 12 h à 20 h ; sam. et dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 21 mai.

GRAVEURS FRANÇAIS DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE. Musée du Louvre, Pavillon de Flore, entrée porte Jauffret (260-39-26), saut mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F. (Gratuit le dimanche). Jusqu'au 6 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART, 1980-1984. Musée du Louvre, entrée porte Saint-Germain/Auxerrois. Jusqu'au 17 juin.

GEORG BASELITZ. Gravures et sculptures. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (296-36-34). T.J., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 12 mai.

MARC RIBOUD. Photos choisies, 1953-1985. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 6 juillet.

ANDRÉ WARNOD (1885-1960). Critique d'art et chroniqueur. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 2 juin.

PATRICK LEFÈVRE. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 3 mai.

JEAN AMADO. Le docteur et la pierre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Du 26 avril au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleures publicités de l'année 1984. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-14-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 juin.

SALVADOR DALL. Deux caducées et trois cents œuvres originales. Musée de l'Assistance publique, 47, quai de la Tourneville (633-01-00). Jusqu'au 31 juillet.

LE STYLE ET LE CHAOS. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 19 h ; jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 30 avril.

PIERRE BAUDOUIN. 40 expositions de peintures de 1947 à 1970. Musée de la SEITA, 12, rue de Sarcelles (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 mai.

RAYMOND MARTIN A LA MONNAIE. Musée de la Monnaie, 11, quai de Conti (339-12-43). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 17 h. Jusqu'au 31 mai.

VI^e EXPOSITION INTERNATIONALE DU PETIT-BRONZE. II^e EXPOSITION INTERNATIONALE DU DESIN ET ESQUISSE DE SCULPTEUR. Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi (et jours fériés), jusqu'au 16 mai.

SAINT-PAUL-SAINT-LOUIS. Les peintures à Paris. 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 2 juin.

MONTMARTRE, ses origines, ses habitants célèbres. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). Sauf lundi, de 14 h 30 à 17 h 30 ; dim. de 11 h 30 à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 juin.

LE VOYAGE DU RHIN. Maison de Victor Hugo, 6, place des Voies (272-16-65). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 juin.

FÊTES TRADITIONNELLES EN CHINE ET AU JAPON. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (272-99-42). Sauf sam. et dim., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 juillet.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'Homme, musée de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.

MUSÉE IMAGINAIRE DES ARTS DE L'Océanie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 30. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F. Jusqu'au 1^{er} juillet.

LES PREMIERS ABSTRAITS WALLONS. Centre culturel Walloon-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 mai.

NOUVELLES DIRECTIONS DE L'ARCHITECTURE MODERNE FRANCE/USA. — TSCHUMI A LA VILLETTTE. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 18 mai.

SHOGUN. Espace Cardin, 1, avenue Gabriel (266-17-30). T.J., de 10 h à 19 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 14 mai.

LAQUES CONTEMPORAINES. Bibliothèque Forney, Hôtel de Sers, 1, rue de Figueur (278-14-60). Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 22 juin.

QUATRE FRANÇAIS EN AMÉRIQUE. — ABALLÉ, Bouchey, Ryan, Sanson. American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-50). Sauf lundi, de 12 h à 19 h ; sam. de 12 h à 17 h. Jusqu'au 25 juin.

PHOTO-DESIGN. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mai.

INDIVIDU-ELLES. Armes, Lomas, Martinez, Frenet, Fuentes, etc. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

EXPOSITION DES RÉSIDENTS : Peintres, graveurs, photographes, sculpteurs. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (278-71-72). T.J., de 13 h à 19 h. Entrée libre. Du 26 avril au 23 mai.

COSTA PINHEIRO. Peintures, dessins, gravures sur le poète Fernando Pessoa. Centre culturel portugais, 51, avenue d'Iéna (720-86-84). Du lundi au vendredi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mai.

EXPRESSION 85 (Dix-huitième groupe). Centre juif d'art et de culture, 68, rue de la Fausse-Monnaie (805-28-60). Du lundi au jeudi, de 14 h à 21 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 mai.

ART CONTEMPORAIN DANOIS : B. Steinhilber, A. Stubbli, J. Balgand, O. Christensen. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 13 h à 19 h, dim. et fêtes, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 26 mai.

BENGT OLSON. — ASTRID RIORT. Vers-son. Centre culturel suédois, 11, rue de Valenciennes (272-99-42). De 12 h à 18 h ; samedi et dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

ŒUVRES D'ARTISTES ÉTRANGERS, boursiers du gouvernement français. Galerie Bernanos, 31, avenue G-Bernanos. Sauf dim., de 10 h à 19 h. Jusqu'au 18 mai.

JINYE H. KIM. Centre culturel coréen, 2, avenue d'Iéna (720-83-46). Jusqu'au 3 mai.

NICARAGUA AOUT 1984. Pisp, 30, rue Cabanis (589-89-15). Jusqu'au 30 avril.

VU DES COULISSES. Instantané d'été. Galerie P. Leont, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 17 mai.

BAUMES. Desserts d'été et de l'été. Galerie P. Leont, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 17 mai.

BIRONNE. Peintures. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 18 mai.

FACUNDO BO. Dessins. Galerie Caroline Corré, 14, rue Guénégaud (354-57-47). Jusqu'au 11 mai.

COLETTE BRUNSWIG. Galerie Chateaufort, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 25 mai.

TONY CARTER. Galerie Basse, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 10 mai.

CHU TEH-CHUN. Peintures. Galerie Basse, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 10 mai.

K.-P. DAHMEN. Retrospective 1957-1980. Galerie Lahumière, 88, boulevard de Courcelles (763-03-95). Jusqu'au 1^{er} mai.

JEAN DUBUFFET. Exercices photographiques 1952-1984. Galerie-Atelier Borda, 7, rue Princesse (326-26-97). Jusqu'au 11 mai.

NATALIA DUMITRESCU. Œuvres récentes, 1971-1985. Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16). Jusqu'au 15 mai.

HUGO DUCHATEAU. Galerie Ivy Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 1^{er} juin.

PIETRO FORTUNA. Galerie Montigny-Delort, 31, rue Mazarme (354-85-30). Jusqu'au 25 mai.

ERRO. Galerie Brownstone et C^o, 17, rue Saint-Gilles.

ALBERTO GIACOMETTI. Dessins. Galerie C. B. Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 16 juin.

RAJNER GROSS. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarme (354-85-30). Jusqu'au 25 mai.

MARIO GURFEL. Galerie Jean Brancie, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 25 mai.

HASTAIRE. Peintures de base. L'Avant-musée, 8, rue Lamartine (280-42-10). Jusqu'au 31 mai.

HEURTAUX. Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). Jusqu'au 25 mai.

PAUL KLEE. Les dix dernières années. Galerie Karl-Fischer, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 31 mai.

JEAN-YVES LANGLOIS. Galerie Regatta, 1, rue des Blancs-Manteaux (271-10-61). Jusqu'au 18 mai.

F. LEGER. Œuvres 1913-1953. Galerie L. Leiris, 47, rue de Monceau (563-28-85). Jusqu'au 1^{er} juin.

URS LUTEL. Autoportraits. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Jusqu'au 25 mai.

MARQUE. Galerie de la Présidence, 90, rue de Flandre (Saint-Hippolyte) (265-49-40). Jusqu'au 30 juin.

MING. Collages d'Ubu, 1953, gouaches et collages. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (296-37-96). Jusqu'au 28 juin.

ROGER MONTANDON. Peintures récentes. Galerie H. Gombé, 6, rue du Cirque (225-42-49). Jusqu'au 18 mai.

CORA SAKOZOWSKI. Œuvres de ses années 60. La Douneuse, 25, rue Mazarme (326-02-74). Jusqu'au 25 mai.

ACHILLE PERILLI. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 18 mai.

CLAUDE PICART. Œuvres 1984-1985. Galerie J. Marné, 12, rue La Boétie (263-93-65). Jusqu'au 25 mai.

RENOIR. Dessins et esquisses. Galerie Hopkin-Thomson, 4, rue de Mironville (265-51-03).

CAROL VISSER. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Seines (277-63-60). Jusqu'au 25 mai.

JUNE WAYNE. My palester, Biographie. La galerie des femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 15 juin.

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS. Dessins et la sculpture. Galerie de l'Hôtel de Ville (866-12-77). Jusqu'au 20 mai.

ISSY-LES-MOULINEAUX. Henri Matisse. Fatale d'Art (1969-1977). Musée Municipal, 16, rue Auguste-Gervais. Sauf le lundi et le mardi matin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin.

IVRY-SUR-SEINE. M. Boyer. Peintures, dessins — G. Boyer. Peintures, 161, rue de la République. Sauf dim. et lundi, de 13 h à 18 h. Jusqu'au 11 mai.

MONTEURQUE. XIX^e Salles d'art contemporain — Rascal Dufy, CCA, 2, avenue E-Bourroux (656-52-52). Jusqu'au 28 mai.

PONTAISE. Sculptures du XX^e siècle. Musée Taven-Delaunay, 4, rue Lemerrier (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai. — Hossier Damier. Sculptures. Musée Picasso, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai.

En province

BEAULIEU. Hommage à Michael. Abbaye (63) 30-76-84. Jusqu'au 5 mai.

BEAUFORT. Ricardo Sola : A la recherche. Nouveau Théâtre, 1, Feneberg de Montbéliard (28-09-98). Jusqu'au 3 mai.

BESANCON. Dessins de Victor Hugo. Musée des beaux-arts, 1, place de la Révolution (01-80-12). De 26 avril au 13 juin. Les figures en terre cuite de la Commune romaine. Musée archéologique, 5, rue Docteur-Maret (30-88-54). Jusqu'au 31 août. — Béatrice Rousset. Le Communisme, 16, rue Quentin (30-75-23). Jusqu'au 25 mai.

DUPON. Dessins de Chatelet, 1767-1824. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 6 juin.

GRENOBLE. Les châteaux, le désert et le monde. Musée Dauphinois, 30, rue Maurice-Gignoux (87-66-77). Jusqu'au 31 décembre.

LE HAVRE. Œuvres de 1925, sculptures récentes du Musée des beaux-arts, boulevard J.-F. Kennedy (42-33-97). Jusqu'au 27 mai.

LUNEVILLE. Le vitrier qui jouait au lièvre. Roger Munkler, écrits : Myriam Lührich, peintures et poésies, Raymond GIL, typographie et Affiches de cinéma.

Musée du château (373-18-27). Jusqu'au 2 juin.

LYON. Bonnet — Vivienne. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-E-Merriot. Du 26 avril au 13 mai. — Beaupré, Raynal, Tremblay, Vissoux : Soyons sérieux ! Elze, centre d'échanges de Porzère (842-27-39). Jusqu'au 14 mai.

MARCO-EN-BARCEL. Œuvres de Garguà à Font-Aven, 1898-1994. Septentrion (46-56-37). Jusqu'au 22 juin.

MARSEILLE. Giorgio Morandi. Musée Cantini, 19, rue Grignan (842-77-75). Jusqu'au 18 juin.

MONTAUBAN. Rencontres d'art 1985 : Margaux de Midl, Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 27 mai.

ORLÉANS. Georges Roussé. Musée des beaux-arts, place Sainte-Croix (53-39-22). Jusqu'au 5 juin.

POITIERS. Olivier-Monnet 65-85. Musée Sainte-Croix, rue Saint-Simplicien (41-07-53). Jusqu'au 18 juin.

LES SABLES-D'OOLONNE. Robert Combas, Retrospective. Musée de la Ville, 1, rue de Verdun (32-01-16). Jusqu'au 31 mai.

SAINT-ETIENNE. Jorg Immendorf. Maison de la culture et de la communication. Jardin des Plantes. Jusqu'au 27 mai.

SAINT-PAUL-DE-SENCE. Piet Mondrian, de la figuration à l'abstraction. Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 16 mai.

STRASBOURG. Charles White, photographie. Musée historique, Pont du Corbeau, 3, rue de la Grande-Boucherie (32-25-63). Jusqu'au 9 juin. — Giuseppe Santomaso. Musée d'art moderne, Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-Saint-Foix (32-46-07). Jusqu'au 19 mai.

TEHONVILLE. Jean Héliot : les marais. CC Jacques-Brel, 7, place de la Gare (256-12-43). Jusqu'au 24 mai.

VILLENEUVE-D'ASCO. Baudant. Jusqu'au 19 mai. — Luc Peire, retrospective — Claude Courcennec : Tensions. Jusqu'au 26 mai. Musée d'art moderne, avenue du Musée (05-42-46).

VILLEURBANNE. Hansell Felton. Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Dolard (884-55-10). Du

هكذا في الأصل

هذه امانة الاصل

SAMEDI 27 AVRIL
 15 h : Baroque contre le Pacifique, de R. Clément : 17 h : 70 ans d'Europe : The Thing, de J. Carpenter; Cent jours du cinéma espagnol : 19 h : 15 : Les deux A. Nuevos-Casté : 21 h : Bienvenue Monsieur Marshall, de L.-G. Berlanga.

DIMANCHE 28 AVRIL
 15 h : Beau Masque, de B. Paul : 17 h : 70 ans d'Europe : Les cadavres ne parlent pas, de J. Bresson; Cent jours du cinéma espagnol : 19 h : Le charge infernale, de L. Vajda; 21 h : Les conditions, de J.-A. Bardem.

UNDI 29 AVRIL
 15 h : Pae-Bouille, de J. Devrier : 17 h : 70 ans d'Europe : La Fême, de F. Schader : 19 h : 15 : Cent jours du cinéma espagnol : Hommes en détresse, de R. GH.

MARDI 30 AVRIL
Relâche.

Les exclusivités

AMADEUS (A. v. n.) : Vendôme, 27 (742).

George V, 8^a (562-41-46); Studio 43, 9^a

(770-63-40). — V. L. Impérial, 2^e (742-72-52); Montparnos, 14^e (327-52-37).

L'AMOUR À MORT (Fr.) : Cinéches. 62

[illegible]

هذه امه لاجل

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,84

ANNONCES CLASSEES

	La ligne**	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	58,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégrevés selon surface ou nombre de pages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU

VOUS ÊTES de formation Grande École ;
VOUS POSSÉDEZ une formation scientifique complémentaire ;
VOUS RECHERCHEZ une carrière active, diversifiée, éventuellement internationale ;
COMMENCEZ EN RECHERCHE INDUSTRIELLE
VOUS TRAVILLEREZ à Saint-Gobain Recherche, laboratoire central des sociétés verrières du Groupe à Aubervilliers, dans les disciplines suivantes :
• sciences des matériaux • thermique
• mécanique des milieux continus
• physico-chimie minérale et organique
• génie chimique.

VOUS POURREZ ÉVOLUER si vous le souhaitez, vers des postes opérationnels, dans d'autres secteurs, au sein d'un Groupe fédérant 106 filiales, grandes et petites entreprises implantées dans 17 pays.



SAINT-GOBAIN

Psychologue industriel

Une société de services en ressources humaines souhaite intégrer très rapidement un(e) psychologue dans son équipe pour un contrat à durée déterminée de six mois.

Il s'agit d'intervenir au sein d'une équipe pluridisciplinaire de psychosociologues pour une action ponctuelle d'évaluation de potentiel de personnel ouvrier.

Ce poste convient à un(e) psychologue diplômé(e) ayant une première expérience du milieu industriel et si possible une bonne connaissance des techniques d'évaluation. Il réclame une assez large disponibilité, les travaux ayant lieu à Paris et en province.

Maysee PERCHE vous remercie de lui adresser au plus tôt votre CV avec photo et rémunération sous réf. 3080 M.



65 avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

Railway Engineer

The World Bank, a leading international institution in the field of economic development with headquarters in Washington, D.C., invites applications from qualified men and women for the vacancy of Railway Engineer.

Selected candidates will be assigned to different regional units at the Bank's headquarters to work as members of interdisciplinary teams that include economists, financial analysts, and other specialists whose overall responsibility is to identify, and appraise railway projects for which Bank financing is proposed.

In addition the Railway Engineer will be required to undertake and carry out sector reviews, technical feasibility studies, appraisals of new projects, and to supervise projects under implementation.

Requirements:

1. University degree or equivalent qualifications.
2. Several years of practical experience in railway engineering and/or operations followed by substantial experience in senior management positions.
3. General understanding of related economic and financial aspects in order to assess and evaluate projects within the context of borrower country's overall development needs and strategies.
4. Knowledge of French.
5. Developing country experience would be greatly advantageous.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. Please send a detailed curriculum vitae to the following address, quoting reference number: 54-FRA-0106.

The World Bank
Staffing Division
Personnel Management Department
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433

Manuel langue française, cat. 800. Femmes et vie prat. Ch. RÉD. EN CHIEF. Jeune et rousse, 5 ans exp. nat. pour poste au Magasin. Env. C.V. détaillé à M. A. HALL, 28, allée Hoche, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

BANQUE PARISIENNE Exploitant Commercial de bon NIVEAU

Le candidat âgé de 35 ans environ sera affecté dans un secteur en développement. Il devra développer et entretenir un portefeuille de clientèle. Il sera diplômé de l'enseignement supérieur. Il aura le sens de l'organisation et de la méthode. Il devra démontrer des aptitudes au travail en équipe. Une expérience de l'exploitation bancaire permettant une intégration rapide est une condition indispensable pour postuler à cet emploi.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 3504 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris.

services vous assiste dans le recrutement bancaire

BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE

Groupe international en forte expansion recherche

I - GESTIONNAIRE DE FORTUNE

Ayant une exp. bancaire, minimum classes V à VII. ANGLAIS courant indispensable.

II - RESPONSABLE DE CLIENTÈLE D'INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

minimum classes V à VII.

III - ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE DES TITRES

ayant assuré la charge de ce service dans une banque ou un établissement assimilé.

Rémunération attractive pour candidat fortement motivé et perspectives de carrière intéressantes.

Adresser C.V., photo et prétentions à O.S.P. Service - B - 64, rue de la Boétie, Paris-8 qui transmettra.

Sté d'Ingénierie (100 millions CA) Métro

Mairie-de-Montreuil recherche pour son département Energie-Environnement en contrat à durée déterminée un

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

(R. ou F.)

diplômé en Electrotechnique ou Electronique ayant quelques années de pratique, capable d'assurer l'étude, la surveillance et le suivi d'affaires importantes dans les domaines des courants faibles et de la télématique appliquée aux installations techniques et thermiques (réseau de chaleur, géothermie, bâtiments communaux, réseau d'eau d'assainissement...) contacts extérieurs à envisager.

Ecrire avec C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE, sous n° 305.607 M, 7, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

INGÉNIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite. 784-74-52.

INFORMATICIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. Très urgent - 784-74-52.

RESTAURANT CHATELAIN/BAGNEUX-92

Cherche cuisiniers. Journée continue. Jour. M. Deshayes. Tél. : 844-17-24.

Nous avons conçu un enseignement informatique en sachant que, demain, votre employeur ne vous pardonnera rien!

C'est pour cela que le Technium a mis au point un enseignement allant très au devant des attentes des employeurs d'aujourd'hui et de demain. En matière d'enseignement, les approches traditionnelles, bien connues, sont déjà dépassées. L'informatique est maintenant partout. Et on en redemande... Les filières se multiplient, et les formations se diversifient. Jamais les choix n'ont paru si complexes. Les parents se perdent dans le dédale des cursus. Mais pas les étudiants malins: "Ils raisonnent de plus en plus en termes de stratégie efficace, en se construisant des itinéraires payants" note Benoît Prot, rédacteur en chef de "L'Étudiant". Alors... pour être de votre époque... suivez un enseignement du Technium, à base d'informatique. Puis:

devenez ingénieur informaticien
devenez ingénieur roboticien
devenez ingénieur commercial
devenez ingénieur financier

1) Filière informatique:

Options après le tronc commun:
informatique de gestion/micro-informatique
banques de données/sécurité informatique
contrôle de processus/génie logiciel
informatique industrielle/robotique
intelligence artificielle/micro-électronique
informatique graphique/réseaux.

en 1 an: analyste-programmeur

Fonction: rédige les demandes transmises par l'analyste d'applications dans un langage admissible par l'ordinateur, tel que PASCAL, C, COBOL, BASIC, tableau ou autre nouveauté. Installe ces programmes. Souvent sous UNIX.

Admission: avec ou sans le BAC, (éventuellement après une remise à niveau).

en 2 ans: analyste d'applications

Fonction: après avoir analysé les besoins de l'utilisateur, rédige une étude sur la structure des fichiers et des programmes requis pour répondre aux besoins exprimés.

Encadre les analystes-programmeurs. Forme les utilisateurs. C'est déjà un "pro".

Admission: sur dossier, ou être reconnu analyste-programmeur.

en 3 ans: chef de projets

Fonction: Informaticien totalement autonome, il est apte à prendre en charge des informatisations complexes et complètes. Il analyse les besoins de l'entreprise, conçoit l'architecture du système. Gère et planifie les autres informaticiens concernés. Dialogue souvent. Beau salaire...

Admission: sur dossier ou être reconnu analyste d'applications.

en 4 ans: ingénieur-systèmes

Fonction: informaticien de haut niveau, à qui l'on confie les "problèmes". Se spécialise dans un des axes de l'informatique (gestion, systèmes d'exploitation, réseaux, micro-informatique, qualité, informatique graphique, langages, etc.). Choisi lui-même ses employeurs.

Admission: sur dossier, ou être reconnu chef de projets.

2) Filière robotique/productive

(grâce aux roboticiens, la fiction devient presque banale).

Compter de 2 à 4 ans d'études: les conditions d'admission et les niveaux sont identiques à ceux de la filière informatique; le contenu théorique et pratique est basé sur les matières propres à la robotique. Informatique, micro-électronique, mécanique, et manipulation fréquente de "jouets" chers...

en 1 an: analyste-programmeur
en 2 ans: analyste d'applications
en 3 ans: chef de projets
en 4 ans: ingénieur-systèmes

3) Filière "Technico-commercial":

(on se les arrache pour vendre systèmes, logiciels, machines périphériques, micros, services...).

Options après le tronc commun:
informatique de gestion/micro-informatique
informatique industrielle/robotique
intelligence artificielle/micro-électronique
informatique graphique/réseaux.

en 1 an: technico-commercial

Fonction: il est suffisamment technicien pour comprendre les produits et les services qui peuvent correspondre aux besoins de l'entreprise, et il est suffisamment vendeur pour les démontrer aux clients, qu'il doit convaincre, aider et suivre.

Admission: avec ou sans le bac, (éventuellement après la remise à niveau).

en 2 ans: ingénieur commercial

Fonction: après une large formation aux produits et services qui se trouvent sur le marché, et un entraînement poussé aux techniques de la vente de produits de haute technologie, il deviendra l'indispensable lien entre le fournisseur et le client.

Admission: sur dossier ou être reconnu technico-commercial.

4) Filière "haute finance":

(gagner de l'argent, vendre de l'argent, gérer de l'argent, exporter de l'argent...).

Ce programme de formation, tout nouveau, produit des spécialistes de techniques financières, utilisant abondamment l'informatique et la micro-informatique appliquées à la finance.

en 2 ans: ingénieur financier

Admission: sur dossier et entretien; niveau ingénieur, IEP, maîtrise ou grande école de commerce, ou chef de projets informaticien.

(1) Le tronc commun est le 1^{er} trimestre de chaque année d'études.

Nos 3 grands principes:

• les formations longues, c'est plus efficace:

L'informatique, c'est comme les voitures: de plus en plus simples à conduire, de plus en plus complexes à fabriquer. On ne peut pas apprendre à fabriquer une voiture par correspondance. On ne peut pas enseigner la médecine, ni une technique de haut niveau en 5 mois.

Une bonne partie des informaticiens qui ont suivi une formation trop brève (ou par correspondance) se retrouvent au chômage. "Il existe, certes, une pénurie de spécialistes de haut niveau, mais aussi une pléthore de jeunes mal préparés" (Jacques TEBKA, auteur du rapport sur la formation des informaticiens).

• les meilleures formations sont en réactualisation permanente.

En informatique, tous les 2 ans, 70% est périmé!

Prolongement de l'intelligence humaine, l'informatique a maintenant besoin de moins de bras (opérateurs, opératrices, pupitreurs...) et de plus de cerveaux (analystes, chefs de projet, ingénieurs-systèmes...).

Tous les ans, nos cours et nos méthodes sont refondus pour suivre les progrès techniques permanents. Être compétitif, indispensable pour une entreprise, et même durablement indispensable, c'est savoir, savoir faire, faire savoir, et savoir faire faire. En évoluant constamment avec une informatique qui double de puissance tous les 2 ans.

• nos stages en entreprise sont formatifs.

Beaucoup d'organismes de formation envoient les étudiants "en stage" dans des entreprises... pendant les vacances! Or, pendant les vacances, les projets importants sont arrêtés, et les gens intéressants... ne sont pas là!

Nos stages sont effectués en parallèle du cursus, ce qui les rend particulièrement efficaces, couplant connaissances et techniques.

Rentabilisez l'été!

en 3 mois d'été, effectuez une remise à niveau et une initiation aux techniques de pointe, débouchant sur un choix d'orientation et un contrat de formation supérieure longue.

Un dernier point:

"Les formations peu sélectives (par principe) et mal adaptées aux besoins (par conviction), sont des garderies de chômeurs potentiels" (Henri Tézenas du Montcel, ancien Président de Paris-Dauphine).

Constituées en unités de valeur, les formations du Technium sont progressivement sélectives, et constamment adaptées au marché. Les entreprises n'attendent que ceux qui veulent devenir de vrais professionnels. Si c'est votre cas, vos futurs patrons vous accueilleront à bras ouverts en sortant du Technium.

Technium

Enseignement Technique Supérieur privé.

Accueil sur rendez-vous au 633-44-66.

27 bis, rue de Wattignies, 75012 Paris

économie

Nouvelle impasse à Bruxelles sur les prix agricoles Les ministres des Dix ont avancé leur prochain rendez-vous au 2 mai

Bruxelles (Communauté européenne). Nouvelle tentative infructueuse à Bruxelles : les ministres de l'Agriculture des Dix, qui étaient réunis lundi 22 et mardi 23 avril, ne sont toujours pas parvenus à fixer les prix agricoles ni même à rapprocher leurs points de vue. Le blocage est imputable à l'Allemagne, qui refuse obstinément toute perspective de baisse des prix des céréales. Le début de campagne,

qui, dans le cas du blé, de la viande bovine et ovine, aurait dû avoir lieu le 1^{er} avril, a été de nouveau reporté, cette fois jusqu'au 5 mai. M. Filippo Maria Pandolfi, le ministre italien, qui préside les travaux des Dix, conscient des dangers de la situation actuelle, a décidé de réunir le conseil dès le jeudi 2 mai à Luxem-

bourg, alors que normalement le prochain rendez-vous n'était prévu que pour les 13 et 14 mai.

D'ici la semaine prochaine, les contacts bilatéraux vont se multiplier afin d'amener les Allemands à assouplir leur position. Celle-ci est plus plausante qu'un simple rejet d'une proposition de la Commission. En réalité, M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand, refuse d'appliquer la décision prise jadis par le conseil, donc approuvée par lui-même, indiquant qu'au-delà d'un certain volume de production de céréales, appelé seuil de garantie, les prix garantis devraient être baissés. Ce seuil a été très largement franchi et la Commission a proposé une réduction de 3,6 %.

Lundi et mardi, les Dix ont montré qu'ils étaient disposés à faire preuve de souplesse pour faciliter la tâche de M. Kiechle. Il semble bien qu'ils soient prêts à renoncer à lui demander de poursuivre cette année le démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) que la RFA applique dans les échanges (un tel démantèlement entraînerait une baisse supplémentaire ou bien une moindre augmentation des prix en marks). De même ils sont ouverts à l'idée d'une baisse des prix des céréales moins nette que celle préconisée par la Commission.

Sur ce dernier point, M. Henri Nallet, dont c'était le premier conseil des ministres bruxellois, a indiqué quelle était la préoccupation française : les crédits disponibles

pour le fonctionnement de la politique agricole commune (PAC) sont limités. Il veut bien envisager de n'appliquer que de manière atténuée des contraintes décidées dans le passé afin de freiner la production, mais à condition d'avoir la certitude que la politique de subventions à l'exportation de céréales n'en sera pas affectée. Il ne faut pas que le coût du stockage d'accidents supplémentaires, résultat d'une politique de prix insuffisamment rigoureuse, devienne ensuite un prétexte pour pratiquer de manière plus parcimonieuse une politique d'exportation que la France juge essentielle. Le ministre français paraît très soucieux d'éviter un affrontement avec les Allemands : « Il n'est pas question pour l'instant de passer à une procédure de vote : une telle procédure de dernier recours n'est politiquement et juridiquement pas d'un usage facile », a-t-il remarqué.

M. Nallet a reçu M. François Guillaume, qui était mardi à Bruxelles. Le président de la FNSEA a insisté pour que les prix soient fixés rapidement, et, à défaut, pour que des mesures, si possible communautaires sinon nationales, soient prises en faveur des producteurs de lait et de viande. Il a indiqué l'intention des professionnels d'organiser une manifestation d'envergure le 13 mai à Luxembourg si d'ici là des décisions n'étaient pas prises.

Ph. L.

REPÈRES

Dollar : la hausse se poursuit

Le dollar a poursuivi sa progression, mercredi matin 24 avril, sur toutes les grandes places financières internationales. Mais, comme la veille, il ne réussissait pas à maintenir toute son avance initiale. Peu avant midi, il se traitait à 9,44 F (contre 9,2675 F mardi) et à 3,0960 DM (contre 3,0345 DM), après avoir valu 9,47 F et 3,1060 DM. De l'avis des cambistes, cette nouvelle hausse serait due, pour partie, à des opérations de caractère commercial, pour l'autre à des achats de couverture à l'approche de la fin du mois.

Paiements courants : 16,8 milliards de déficit au premier trimestre

La balance des paiements courants de la France, qui retrace l'ensemble des échanges avec l'étranger (biens commerciaux, services et transferts divers), est redevenue déficitaire au premier trimestre 1985 (16,8 milliards de francs), après avoir enregistré un excédent de 4,2 milliards de francs au quatrième trimestre 1984. Ce déficit s'est alourdi par rapport à celui du premier trimestre 1984 (12,9 milliards de francs). Traditionnellement déséquilibrée au début de l'année, la balance des paiements courants a subi le contrecoup des importants déficits commerciaux des trois premiers mois de 1985 (10,8 milliards de francs) et d'une dégradation des comptes non commerciaux (activités de négoce international, services, etc.). Rappelons que la balance des paiements courants a été pratiquement équilibrée, en 1984, après avoir enregistré des déficits de 33,5 milliards de francs en 1983 et de 79,3 milliards de francs en 1982.

Revenu des agriculteurs : + 4,5 % en 1984

Le revenu brut des agriculteurs français aurait progressé de 4,5 % en 1984, beaucoup plus que ne le prévoyait la commission des comptes de l'agriculture de la nation en novembre 1984 (+ 1,5 %). Le relèvement de cette estimation serait dû à la modération de la hausse des coûts de production et à la diminution du nombre des exploitations agricoles (2,2 %, contre un rythme annuel de disparition d'environ 1,8 % ces dernières années). Selon l'INSEE, le revenu des agriculteurs avait baissé de 3,1 % en 1983, avait progressé de 9,1 % en 1982 et de 1,7 % en 1981.

UNE ÉTUDE DU CERC

La terre n'est plus un bon placement

La terre est actuellement un moins bon placement que le lingot d'or ou les valeurs mobilières : le rendement courant des terres louées est de 2,7 % avec impôt foncier et de 2,1 % charges déduites. Les 14,75 millions d'hectares de terres agricoles mises en location représentent un patrimoine de 335 milliards de francs. C'est la constatation faite par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) dans un document intitulé « Valeur et rentabilité des biens fonciers agricoles » (1).

Les propriétaires ont reçu en 1982 un fermage moyen de 546 F à l'hectare (de 380 F dans le Meuse, jusqu'à 767 F dans le Maine-et-Loire, toujours en moyenne), pour 189 F d'impôts fonciers et 8,40 F de taxes diverses. Comme la fiscalité foncière augmente plus vite que les fermages, le CERC prévoit que d'ici une quinzaine d'années 6 % des propriétaires paieront des

charges supérieures au produit de leurs fermages. L'indexation du fermage sur des productions animales, viande ou lait, conduit à une meilleure rentabilité (589 F à l'hectare en moyenne), que l'indexation sur les productions végétales (502 F) ou quand aucun mode d'indexation n'est prévu au bail (425 F).

Enfin l'étude du CERC montre que la terre ne change pas souvent de mains : on devient propriétaire par héritage plutôt qu'on ne décide de le devenir. Les ventes n'ont concerné que 445 000 hectares en 1982 (1,4 % de la surface agricole utilisée), alors que les successions ont touché environ un million d'hectares.

(1) CERC, 3, boulevard de Lutetia-Montparnasse, Paris-7^e, 75. En vente à la Documentation française, 29, quai Voltaire, Paris-7^e, 49 F.

SOCIAL

LE CONSEIL NATIONAL DE LA CFDT

L'esquisse d'un rééquilibrage

Une nouvelle fois, l'habileté tactique de M. Edmond Maire pourrait s'avérer payante. Dans une confédération secourue par un réel désistement interne, le secrétaire général est en train de redevenir un homme de synthèse. Lors du conseil national qui s'ouvre le 24 avril, M. Maire pourra tester l'effet de son rapport intitulé « Ce que veut la CFDT » (le Monde du 13 mars 1985), destiné à « fédérer » le projet de résolution pour le 40^e congrès confédéral, en juin, à Bordeaux. Certes, les représentants des fédérations et des unions régionales n'auront pas à voter sur ce document. Les seuls votes attendus porteront sur la formation initiale et continue, avec un texte réaffirmant au passage la nécessité de « construire un système public pluraliste », et le classement des candidats au bureau national. Mais les prises de position des uns et les éventuels silences des autres seront lourds de signification quant aux chances de succès de M. Maire.

Il y a un an, lors d'un précédent conseil national, M. Maire avait également présenté un rapport qui avait fait grand bruit. Il avait alors, votre souvenir, la réévaluation de 1978, mettant en avant un réalisme qui n'entendait pas être prisonnier des « tables de la loi » de 1970 (planification démocratique, autogestion, socialisation). Le rapport avait recueilli 89,4 % des suffrages, et les « modernistes » (fédérations de la métallurgie, de l'agro-alimentaire, de la défense nationale, cadres de l'UCC, etc.), partisans réels de l'adaptation d'un syndicalisme choisissant le pragmatisme, semblaient triompher.

Inflexion

Depuis un an, la CFDT n'a pu cependant remonter la pente. Elle continuait à se débattre dans des difficultés qui n'ont fait que croître et embellir avec l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi (le Monde du 12 mars). La Fédération de la chimie est alors apparue comme le porte-parole d'organisations qui, tout en étant en accord avec la démarche de la réévaluation, n'entendaient pas que la CFDT y perde son âme en mettant entre parenthèses son ambition autogestionnaire et en cultivant le réalisme pour le réalisme au risque de voir son audience ramener à celle d'un « PSU syndical ». De telles inquiétudes trouvaient un écho auprès de M. Pierre Hériter, responsable du secteur économique à la commission exécutive.

Avec son rapport sur « ce que veut la CFDT », M. Maire a su maintenir la ligne tout en opérant une « inflexion » dans le sens de ce qu'on appelle « la ligne Hériter-chimie ». L'ambition autogestionnaire de la CFDT est réaffirmée et clarifiée, la stratégie du patronat est

dénoncée et une large partie de l'analyse du secteur économique est reprise. Ainsi, il a opéré une synthèse qui devrait lui permettre de dessiner non pas une nouvelle majorité — la chimie n'a jamais été dans l'opposition — mais de nouveaux rapports de forces au sein de sa majorité. « Les ultras de l'adaptation », confie un dirigeant obédient, « n'occupent plus qu'une place relative au lieu d'une place centrale », cette place centrale revenant d'ailleurs à des organisations qui avaient manifesté critiques et inquiétudes comme la chimie, les Pays de la Loire, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, la Lorraine, voire les chemi-

Tout le pari de M. Maire repose évidemment sur un délicat équilibre qui serait remis en cause s'il y avait une fronde des « modernistes ». Ceux-ci pourraient mettre en cause le « statut » du rapport de M. Maire qui rend quelque peu caduc le projet de résolution. Mais il ne devrait pas y avoir d'affrontement véritable. La bataille se jouera au congrès lui-même, selon toute vraisemblance, la chimie essaiant de « consolider » l'inflexion obtenue par le vote de quelques amendements. Les modernistes placeront-ils alors des contre-feux ? D'ores et déjà, le projet de résolution que présentera M. Kaspar (pas aussi atteint que certains l'espèrent), a été « substantiellement modifié ». La commission des résolutions (1) a retenu sept ou huit amendements — sur 1 200 présentés — en débat, les autres étant intégrés totalement ou partiellement, ou rejetés. Et un bureau national, début mai, devrait retenir l'« amendement global » d'Hacuitex (déposé par 188 à 200 syndicats dont 45 d'Hacuitex, soit 63,9 % des timbres 1984 de cette fédération), tout en lui donnant le même statut (sept minutes de débat) qu'aux autres.

Il reste que, même si M. Maire l'emporte à Bordeaux, le rééquilibrage demeurera fragile. La nouvelle commission exécutive, à l'issue du congrès, ne reflètera pas les nouveaux rapports de forces internes et sera dominée par les « modernistes ». Il n'en faut pas plus pour que certains responsables estiment nécessaire que la réflexion sur la succession de M. Maire, qui devait commencer après le congrès, soit retardée, l'échéance du départ étant repoussée à l'après-1988. En des temps peut-être plus serres.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) A la commission des résolutions, élu par un précédent conseil national et présidé par M. Julien Delahy (Nord-Pas-de-Calais), la moderniste Fédération de l'agro-alimentaire et Hacuitex ont été écartées. Sont ainsi représentés : la chimie, la métallurgie, l'interco, les FTT, le SGEN, les transports, les Pays de la Loire, la Lorraine, la Bretagne, Rhône-Alpes, la Picardie et Poitou-Charente.

NOTRE RÉDACTEUR EN CHEF VOUS PARLE...

...VEUILLEZ L'ÉCOUTER, VOUS NE SEREZ PAS DÉÇU(E) !

Je m'adresse ici à 2 types de lecteurs :

- Ceux qui ne connaissent pas encore (ou qui refusent de connaître) l'univers de la bande dessinée d'aujourd'hui.
- Ceux qui ont découvert qu'au-delà de TINTIN, ASTÉRIX, LUCKY LUKE, les SCHTROUMPS etc., il y avait un choix prodigieux d'albums de B.D. pour adultes publiés chaque mois et signés par des auteurs de très grand talent. Je citerais : Bilal, Cabut, Crépeux, Forest, Franquin, Godié, Lauzier, Manara, Moebius, Tardi, etc...

18.000.000 d'exemplaires vendus en un an

Saviez-vous, par exemple, que la plupart des éditeurs (Casterman, Dargaud, Hachette, Larousse et des dizaines d'autres) publient maintenant des albums de B.D. en tous genres (science-fiction, histoire, aventures, érotisme, etc...) ? Saviez-vous qu'ils ont produit ces 12 derniers mois près de 18.000.000 d'exemplaires, et qu'environ 2 nouveaux albums paraissent chaque jour ? Face à cette quantité impressionnante de B.D., il fallait créer un « guide » pour vous informer et vous aider à faire un choix. C'est pourquoi un nouveau mensuel en couleurs est né :

"B.D. MAGAZINE"

Encyclopédie permanente de la Bande Dessinée. Sur votre demande, je vous adresserai personnellement à domicile un exemplaire de B.D. MAGAZINE, sans aucun engagement de votre part.



Diffusion : B.D. MAGAZINE 9, Faubourg-St-Honoré 75008 Paris

Lettre ouverte aux (non) amateurs de bandes dessinées

ment universitaire, les films qu'elle inspire, sa technique, etc...

2 cadeaux pour vous

Pour vous faire découvrir B.D. MAGAZINE, j'ai décidé de vous en adresser un exemplaire par la poste. Il vous suffit, sans aucun engagement de votre part, de m'adresser le Bon à découper ci-dessous. C'est pour cette raison que vous n'en trouverez aucun dans les kiosques. Mais attention ! cette offre est limitée au tirage. Si B.D. MAGAZINE vous séduit, je vous offrirai 2 moyens de continuer à le recevoir :

- soit, vous y souscrivez, mois par mois, au prix de 30 F par numéro.
- soit, vous décidez de prendre un abonnement d'essai, ce qui vous fera réaliser jusqu'à 40 % d'économie sur le prix de vente au numéro.

Une garantie supplémentaire

Autre avantage : B.D. MAGAZINE permet à ses abonnés

d'annuler leur abonnement en cours et garantir le remboursement intégral des numéros non encore parus. Connaissiez-vous beaucoup de revues qui remboursent leurs abonnés ?

R.S.V.P.

Surtout n'allez pas chez votre marchand de journaux ; il ne pourra pas vous montrer B.D. MAGAZINE. Écrivez-moi personnellement au moyen du Bon à découper ci-dessous. Je vous en adresserai un exemplaire sans engagement de votre part, accompagné d'une proposition claire et simple pour un abonnement d'essai pratique et économique. Vous ne serez pas déçu(e). Vous pouvez me croire. Bien à vous.

Le Rédacteur en Chef
J.M. LALETA-BALLINI.

P.S. : Si vous n'êtes pas encore convaincu(e), découpez cette page et donnez-la à vos amis. Merci.

Bon à découper ou à recopier et à adresser à M. le Rédacteur en Chef de B.D. MAGAZINE - 9 FAUBOURG SAINT-HONORÉ 75008 PARIS.

Je suis curieux de voir un numéro de B.D. MAGAZINE que je vous demande de m'adresser par la poste. Je déclare être majeur(e) et vous prie de trouver ci-joint 5 timbres à 2,10 F.F. (ou 12,60 F.F., par chèque bancaire ou postal à l'ordre de B.D. MAGAZINE) pour participation à vos frais (1). Je ne m'engage à rien d'autre. J'ai bien noté que cette offre est limitée au tirage de la revue. Délais d'envoi : 2 à 3 semaines environ.

M. Mme. Mlle
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____ Pays _____
Date _____
Signature obligatoire _____

(1) Pour la Suisse : 7 timbres à 0,50 F.S. Pour la Belgique : 7 timbres à 12 F.B. Autres pays : 4 coupons-réponses internationaux en vente à votre bureau de poste.

مكتبة في الحاصل

***Quelle est la compagnie la plus rapide sur Paris New York?
La réponse est dans le billet.***



Qui propose le plus de vols directs vers l'Amérique du Nord?
La réponse est dans le billet.



***Qui offre le plus grand nombre
de possibilités de gagner l'Amérique du Nord chaque semaine?
La réponse est dans le billet.***



Air France n° 1 vers l'Amérique du Nord.

